

ROYAUME DU LAOS

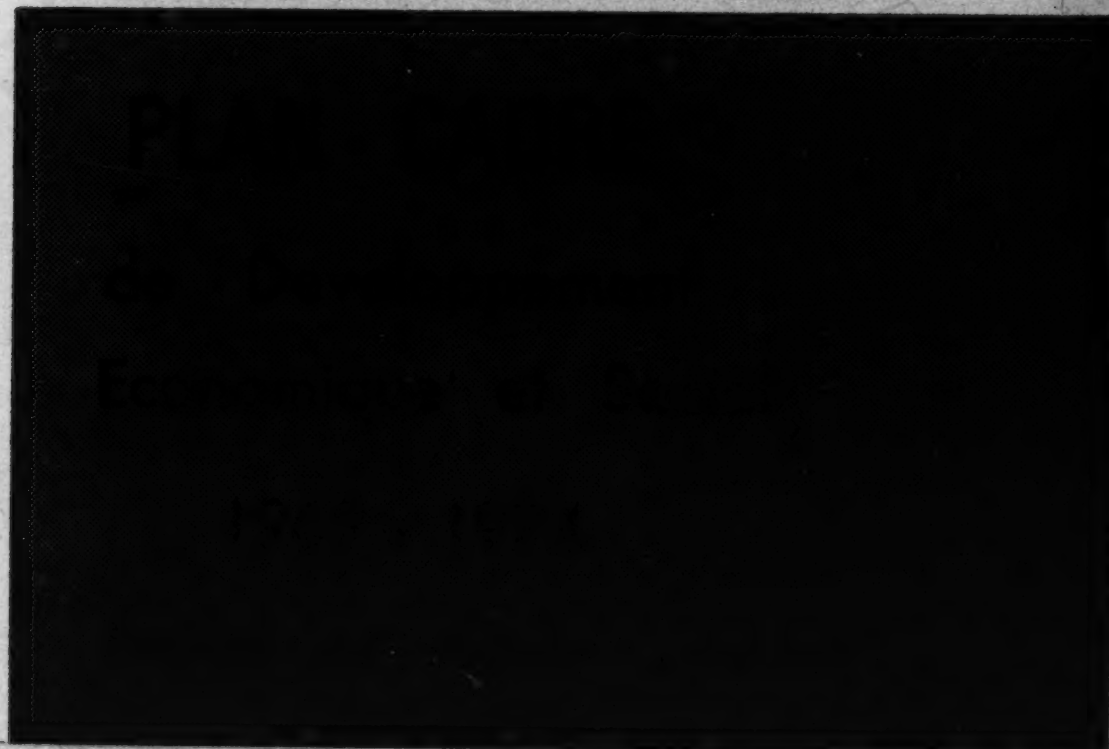
MINISTERE DU PLAN
ET DE LA COOPERATION

COMMISSARIAT GENERAL
AU PLAN

RECEIVED

29 OCT 1969

ACQUISITION
Sec



14614

ພິມທີ່ ກອງວິທະຍາການ ກະຊວງສຶກສາທິການ

18 NOV 1969

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE
CENTRAL LIBRARY AND
DOCUMENTATION BRANCH

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
ORDONNANCE-LOI N°107	I
PREFACE	III
INTRODUCTION	V
1. <u>CARACTERISTIQUES ET OBJECTIFS DU PLAN-CADRE</u> -	
11. CARACTERISTIQUES NATIONALES DU PLAN-CADRE	1
111. Les données de base	1
111/1 Démographiques	1
111/2 Politiques et Sociales	4
111/3 Economiques	6
111/4 Financières et Monétaires	8
112. Mode de planification	11
112/1 Plan-Cadre incitatif	12
112/2 Plan-Cadre élaboré par les agents économiques	13
112/3 Plan-Cadre souple	14
12. ORIENTATION DU PLAN-CADRE	15
121. Orientations économiques	15
121/1 Grands projets	15
121/2 Priorité au secteur productif	15
121/3 Priorité à l'agriculture, dans le secteur productif	16
121/4 Les études	17
121/5 Aménagement de la plaine de Vientiane	17
121/6 Les ressources naturelles	18
121/7 L'administration	18
122. Orientations structurelles	19
122/1 Mesures spécifiques	19
122/2 Mesures d'ordre général	20
Budget et financement	20
Fonction publique	22
Coordination des aides	22

1041

	Secteur privé	23
13.	OBJECTIFS DU PLAN-CADRE	25
131.	Réduction de certains déséquilibres structurels	25
131/1	Secteur productif - secteur improductif ...	25
131/2	Déséquilibre budgétaire	26
131/3	Déséquilibre du commerce extérieur	26
132.	Meilleure organisation de l'appareil adminis- tration	27
132/1	Le recrutement	27
132/2	Rapports avec le secteur privé	27
133.	Perspectives pour 1974	28
2.	<u>LE PLAN-CADRE 1969-1974</u>	30
21.	LE TABLEAU SYNOPTIQUE	30
211.	Lecture du tableau	30
212.	Le tableau : voir à la fin	
213.	Interprétation du tableau	31
213/1	Interprétation économique	32
213/2	Analyse financière	32
22.	PROJETS RETENUS DANS LE PLAN-CADRE.....	33
	<u>Groupe des grands projets</u>	34
	n° I Barrages de la Nam Ngum	35
	n°II Production d'électricité	38
	n°III E.D.L. programme d'équipement	40
	n°IV Recasement des réfugiés, militaires et invalides	44
	/n° V Aéroport international de Vientiane.....	47
	n°VI Abattoirs de Vientiane, Savannakhet & Paksé	50

n° VII	Cimenterie	54
n° VIII	Centre PMI - Hôpital Mahosot	56
n° IX	Etudes du barrage de Pamong	58
n° X	Réseau de télécommunications Nord-Sud .	60
n° XI	Adduction d'eau	61
n° XII	Pont sur le Mékong	62
n° XIII	Information (P.M.)	64

COMMISSION AGRO-SYLVO-PASTORALE

1 -	Fiche générale d'introduction	65
2 -	Fiches techniques	
n° 1	Développement intégré de la plaine de Vientiane	73
	Agriculture	77
	Elevage	96
	Eaux et forêts	101
	Affaires rurales	111

COMMISSION ARTISANAT - INDUSTRIE - SOUS-SOL

1 -	Fiche générale d'introduction	116
n° 1	Artisanat	116
2	Industrie	117
3	Sous-Sol	122
2 -	Fiches techniques	
	Artisanat	126
	Industrie	130
	Mines	133

COMMISSION DES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX

1 -	Fiche générale d'introduction	139
2 -	Fiches techniques commerce	145

COMMISSION ENERGIE

- 1 - Fiche générale d'introduction 156
- 2 - Fiches techniques:voir grands projets II et III

COMPTABILITE NATIONALE 161

COMMISSION INFRASTRUCTURES..... 161

- 1 - Fiche générale d'introduction 162
- 2 - Fiches techniques

- n° 1 Travaux publics 170
 - Postes et Télécommunications 175
 - Météorologie 179
 - Préfecture de Vientiane 180
 - Aviation Civile 182
 - Géographie 184
 - Cadastre 186

COMMISSION EDUCATION 188

- 1 - Fiche générale d'introduction 188
- 2 - Fiches techniques

- n° 1 Enseignement primaire 193
 - Enseignement secondaire 200
 - Enseignement technique 206
 - Enseignement normal 211

COMMISSION POPULATION-SANTE

- 1 - Fiche générale d'introduction 217
- 2 - Fiches techniques

- n° 1 Statistiques 221
 - Santé-publique 224

COMMISSION EQUIPEMENTS SOCIAUX

- 1 - Fiche générale d'introduction 231
- 2 - Fiches techniques

n° 1	Anciens combattants	233
	Prévoyance sociale	236
	Justice	238
23.	<u>AMENAGEMENT REGIONAL</u>	239
231.	Aménagement de la plaine de Vientiane	239
231/1	Projets directement reliés à l'aménagement de la plaine de Vientiane	239
231/2	Projets à l'échelle nationale comportant des réalisations prioritaires dans la plaine de Vientiane	242
231/3	Commission pour l'aménagement du territoire	243
232.	Autres aménagements régionaux à étudier	245
24.	<u>PROJETS HORS PLAN-CADRE</u>	246
3.	<u>L'EXECUTION DU PLAN-CADRE</u>	252
31.	FORME JURIDIQUE DU PLAN-CADRE.....	252
32.	PROGRAMMES ANNUELS DE REALISATION	252
321.	Continuité des programmes annuels	253
322.	Méthode d'élaboration des programmes annuels	
323.	Calendrier par l'élaboration et le contrôle des programmes annuels.....	254
33.	MISE EN PLACE ET CONTROLE DES PROJETS	255
331.	Comités des aides	255
332.	Fiches de projets.....	256
333.	Rapport annuel d'exécution	257
34.	ROLE DU COMMISSARIAT AU PLAN	258
241.	Elaboration et contrôle de la planification économique	258
342.	Coordination des services nationaux	258
343.	Coordination des aides étrangères	259

T A B L E A U X

	<u>Page</u>
- Tableau d'imputation des recettes et dépenses budgétaires	10
- Tableau d'imputation des effectifs de l'administration	21
- Tableau de répartition des dépenses du Plan-Cadre entre les secteurs économiques	32
- Tableau de répartition des dépenses en fonction du financement	33
- Tableau des projets EDL	42
- Tableau des prévisions de distribution d'énergie électrique par EDL	43
- Liste des projets différés	247
- Liste des projets différés qui ont été proposés par le Comité du Mékong	251

I
ROYAUME DU LAOS

-o-
ORDONNANCE-LOI

-o-
NOUS, BOROMA SETHA KHATYA
SOURYA VONGSA
PHRA MAHA SRI SAVANG VATTHANA
ROI DU LAOS

N° 107
du 31-3-69

- VU la Constitution du Royaume du Laos du 11 Mai 1947 et les textes modificatifs subséquents;
VU l'Ordonnance Royale n°100 du 2 Avril 1952 portant réorganisation du Conseil des Ministres;
VU l'Ordonnance Royale n°219 du 23 Juin 1962 et les textes subséquents qui la modifient, portant nomination des Membres du Gouvernement Provisoire d'Union Nationale;
VU l'Ordonnance Royale n°52 du 28 Février 1966, portant organisation du Département du Plan et de la Coopération;
VU le Projet du Plan-Cadre de Développement Economique et Social 1969-1974 présenté par le Ministre du Plan et de la Coopération et approuvé par le Conseil National du Plan le 22 Novembre 1968;

SUR la proposition du Premier Ministre, Président du Conseil;
LE Conseil de Cabinet entendu (séance du 4 Décembre 1968);
APRES l'accord donné par le Bureau Permanent de l'Assemblée Nationale, en sa séance du 29 Janvier 1969 notifié par lettre n°35/AN.VUU du 30/1/69 de Son Excellence le Président de l'Assemblée Nationale.

O R D O N N O N S :

ARTICLE 1er.- Le Plan-Cadre de Développement Economique et Social du Royaume pour les années 1969 à 1974 : "Priorité au secteur productif", est adopté.

ARTICLE 2.- Ce Plan entrera en vigueur le 1er Juillet 1969 et se terminera le 30 Juin 1974.

ARTICLE 3.- Chacun des cinq programmes annuels de réalisations entrera en vigueur le 1er Juillet de chaque année après promulgation par Ordonnance Royale.

ARTICLE 4.- Au cours de session annuelle du mois de Mai 1969, cette Ordonnance-Loi sera soumise à l'Assemblée Nationale pour ratification.

ARTICLE 5.- Le Premier Ministre, Président du Conseil et les Membres du Gouvernement Royal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Ordonnance-Loi.

Fait EN NOTRE PALAIS ROYAL

Luang Prabang, le 31 Mars 1969

Sri SAVANG VATTHANA

Visé au Contrôle Financier
du 31.1.69 sous n°273

II

PAR SA MAJESTE LE ROI DU LAOS
LE PREMIER MINISTRE, PRESIDENT DU CONSEIL,

Signé : Prince Souvanna PHOUMA
(Chao KROMMANA)

LE VICE-PRESIDENT DU CONSEIL,
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX-ARTS ET SPORTS-JEUNESSE,

Signé : Phagna SAYAPHET CHAMPHONE
(Leuam INSISIENMAY)

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE,

Signé : Phagna Phèng
PHONGSAVAN

LE MINISTRE DU PLAN ET DE LA
COOPERATION,

Signé : Phagna Prasith
Inpèng SURYADHAY

LE MINISTRE DES FINANCES,

Signé : Sisouk NA CHAMPASSAK

LE MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES,

Signé : Prince Souvanna PHOUMA
(Chao KROMMANA)

LE MINISTRE DES TRAVAUX PU-
BLICS ET DES TRANSPORTS,

Signé : Phagna Ngon SANANIKONE

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NA-
TIONALE ET DES ANCIENS COMBAT-
TANTS,

Signé : Prince Souvanna PHOUMA
(Chao KROMMANA)

LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Signé : Phagna Prasith
Inpèng SURYADHAY

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE,

Signé : Tiao Sisoumang
SISALEUMSAK

LE MINISTRE DES POSTES ET TELE-
COMMUNICATIONS,

Signé : Tiao Sisoumang
SISALEUMSAK

LE MINISTRE DE L'INFORMATION
NATIONALE,

Signé : Tiao Sisoumang
SISALEUMSAK

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
NATIONALE,

Signé : Sisouk NA CHAMPASSAK

LE MINISTRE DES CULTES,

Signé : Chao Boun OM NA CHAMPASSAK

P R E F A C E

En dépit de ses richesses naturelles, notamment dans le domaine de l'agriculture, de la houille blanche, des produits miniers etc., le Laos, du point de vue économique, figure parmi les moins avancés des pays en voie de développement. Cette situation est due en grande partie au fait que depuis vingt ans nous luttons contre une agression étrangère et une révolte interne. Dans ces conditions, l'économie nationale est pratiquement paralysée et nous sommes, peu à peu, devenus presque entièrement dépendants de l'étranger.

Malgré cette situation exceptionnellement difficile, le gouvernement royal n'est pas décidé à attendre passivement des jours meilleurs. Le développement, le prestige, l'indépendance du Royaume en souffriraient de façon déplorable. Aussi bien, sommes-nous décidés à aller de l'avant et à mettre en oeuvre une politique économique clairement définie, logique et adaptée aux caractéristiques du Royaume.

C'est à quoi répond le Plan-Cadre de développement économique et social pour la période allant de 1969 à 1974.

Ce plan assigne une priorité absolue au secteur productif, expose les grandes lignes de cette politique; il cerne les problèmes et précise comment le gouvernement entend les résoudre. L'option majeure à laquelle se ramènent toutes les autres est résumée dans le titre même du Plan-Cadre. La concentration des moyens sur le secteur productif stimulera l'activité économique intérieure. Par le jeu des mécanismes commerciaux et monétaires le niveau de vie de la population dans son ensemble s'améliorera. Nous approcherons ainsi de l'objectif principal que nous nous

IV

sommes désignées. Dans le même temps, cette activité économique aidera vraisemblablement l'Etat à réduire son déséquilibre budgétaire.

La méthode utilisée pour l'élaboration du Plan-Cadre traduit l'esprit dans lequel nous concevons la planification. Celle-ci est plus qu'indicative et moins qu'impérative; elle est seulement incitative. D'autre part, elle doit être l'émanation des agents économiques responsables qui auront à la traduire dans les faits. Les deux fondements de cette méthode sont la concertation et la participation active de tous, à tous les niveaux, et pendant toute la durée du Plan. Faute de ces conditions l'entreprise serait vouée à l'échec. C'est pourquoi le gouvernement demande à chacun de prendre conscience de l'importance de l'enjeu, qui est le développement du pays, et de ne négliger aucun effort pour assurer le succès de cette entreprise nationale. Les pays amis qui s'intéressent vraiment au développement du Laos nous apporteront alors, sans nul doute, l'appui nécessaire tant il est vrai que l'énoncé, à travers le Plan-Cadre, d'une politique logique et raisonnable répond à leurs souhaits plusieurs fois exprimés déjà.

Ainsi, cette orientation, cette coordination des efforts de tous que le Plan-Cadre se propose de réaliser, permettra, nous l'espérons, d'engager le Royaume sur la voie du progrès et du mieux-être./.



Prince SOUVANNA PHOUMA
(Chao Krommana)
PREMIER MINISTRE, PRESIDENT DU CONSEIL,
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE, DES
AFFAIRES ETRANGERES, DES ANCIENS COM-
BATTANTS ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

INTRODUCTION

Beaucoup de pays voient dans la planification un instrument efficace pour réaliser leur développement, ceci est d'autant plus vrai dans les pays en voie de développement où le simple jeu des mécanismes économiques libéraux, dans le cadre d'une croissance spontanée, ne semble pas pouvoir assurer le décollage de leur économie.

Au Laos, où les capitaux sont rares et les moyens d'exécution sont très limités, un plan d'action est indispensable pour définir les investissements auxquels seront affectés en priorité les ressources disponibles.

L'orientation générale donnée par le Gouvernement dans le présent Plan-Cadre est particulièrement significative. Elle est conforme aux impératifs économiques, financiers et monétaires de notre pays; jusqu'à présent le Gouvernement a fait des efforts considérables dans le domaine social et celui des infrastructures de base. Cependant à l'heure actuelle le Gouvernement se trouve à court de ressources pour continuer dans cette voie qui conduit à un déséquilibre. Plus de 95% des crédits du Budget National sont affectés à des dépenses de fonctionnement, qui ne créent pas de ressources nouvelles, étant essentiellement improductives.

Il est possible de redresser ce déséquilibre en investissant une part importante des ressources disponibles dans les secteurs directement productifs. Une telle politique permettrait d'améliorer le niveau de vie de l'ensemble de la population, en particulier en milieu rural, où toute augmentation de la production profite directement aux producteurs c'est-à-dire aux paysans. Ainsi le but social que s'est fixé le Gouvernement pourrait être atteint.

D'autres conséquences bénéfiques sont à attendre d'une telle orientation en particulier dans le domaine financier. A une augmentation du niveau de vie correspond un accroissement de la masse imposable, ce qui dégagera des ressources toujours plus importantes pour le Gouvernement. Les ressources affectées au développement du pays permettront progressivement d'affirmer l'indépendance économique du Laos et de faire moins appel aux aides extérieures.

Enfin, en matière monétaire, développer la production intérieure revient à asseoir la monnaie sur des bases solides. Les importations des biens de consommation seront réduites d'autant au profit des biens d'équipement, tandis que les exportations accrues seront une source de devises.

Le plus gros effort d'investissement sera effectué dans la plaine de Vientiane pour deux raisons principales : le barrage de la Nam Ngum ne pourra être vraiment utile que si toute la région environnante est aménagée en vue de profiter des possibilités de développement agricole et industriel qu'il représente; par ailleurs les ressources étant limitées, il faut concentrer les moyens sur une région déterminée.

Ce projet de Plan-Cadre a été préparé selon une méthode de travail nouvelle qui permet aux principaux agents économiques de mettre au point les programmes d'action qu'ils auront à exécuter. Dans chaque secteur économique, les responsables des services nationaux, se sont réunis en commissions avec les représentants du secteur privé et les missions d'aides étrangères pour élaborer en commun les projets et fixer les priorités. Pour conserver au Plan-Cadre son caractère d'actualité, ces mêmes commissions devront se réunir pour élaborer selon les mêmes méthodes les programmes de réalisation annuels. Ainsi le travail en commun aura permis de concrétiser le désir unanime de tous les cadres responsables qui est de promouvoir le développement économique et social du pays selon une politique cohérente.

VII

Le document que nous présentons trace les grandes lignes de cette politique cohérente. Il forme un tout homogène, il comporte aussi un certain nombre d'imperfections, mais plutôt que de s'attacher à des points de détail il doit être jugé d'une manière globale. Il reste maintenant à décider, si nous sommes résolus à engager le pays sur la voie d'un développement rapide.



Pane Rassavong
Pane RASSAVONG

COMMISSAIRE GENERAL AU PLAN

1

1

CARACTERISTIQUES ET OBJECTIFS DU PLAN-CADRE

=====

Afin de permettre une meilleure compréhension des détails du Plan-Cadre, il est utile de le placer dans le contexte national et de préciser les orientations qu'il implique de même que les résultats principaux qui sont attendus de sa mise en oeuvre.

11 CARACTERISTIQUES NATIONALES DU PLAN-CADRE -

Après un tableau rapidement esquissé des principales données de base au Laos dans les domaines démographique, socio-politique, économique et financier, les traits principaux de la méthode de planification retenue seront abordés.

111 LES DONNEES DE BASE -

111/1 DEMOGRAPHIQUES -

L'importance des données démographiques de base n'est plus à démontrer. En raison du manque de renseignements statistiques directs et complets au Laos, beaucoup d'estimations sont faites dans tous les domaines en généralisant à l'ensemble de la population les observations faites sur quelques cas étudiés. La valeur de telles estimations dépend donc avant tout de l'exactitude du multiplicateur, c'est-à-dire de l'effectif de la population. Or, en l'absence de recensement démographique au Laos, on ne peut procéder que par ajustement d'évaluations précédentes.

L'évaluation la plus sérieuse en la matière remonte à 1958. Des enquêtes statistiques fragmentaires, recoupées par des renseignements d'origine électorale et des comparaisons avec les pays voisins ont permis de rajuster le chiffre officiel de la population, fourni par le Ministère de l'Intérieur. Ces chiffres étaient incomplets et entachés d'erreurs étant donné la situation à l'intérieur du pays. Cette situation ne s'étant pas

améliorée depuis, les chiffres de la "population officielle" fournis par le Ministère de l'Intérieur ne peuvent être retenus comme des estimations vraisemblables. En 1958, la population réelle avait été estimée à 2.220.000 habitants soit 30% de plus que la population officielle 1.709.350. En procédant par comparaison et extrapolation à partir des données avancées par les pays voisins, un taux d'accroissement théorique de 2,4% a été retenu.

A partir de ces bases qui sont les hypothèses les plus vraisemblables en la matière, la population totale estimée du Laos s'élève à 2.750.000, soit une densité moyenne de 11,6 habitants au km². Le taux d'accroissement naturel ressort des hypothèses retenues pour les taux de natalité 4,7% et de mortalité 2,3%. Ils ne sont pas très différents des résultats d'une enquête effectuée dans plusieurs villages de la plaine de Vientiane.

En %	Laos	Enquête 1967 plaine de Vientiane	Cambodge (1)	Thaïlande (2)
Natalité	47	47,1	45	45
Mortalité	23	22,6	18	13
Accroissement naturel	24	24,5	27	32

Il ressort de ces chiffres que le Laos connaît un taux de natalité un peu supérieur à ceux des pays voisins, mais un taux de mortalité beaucoup plus fort. Ceci s'explique par l'insuffisance de l'action médicale de masse à l'échelle nationale. La mortalité infantile reste élevée : 183‰ d'après l'enquête précitée.

(1) Estimation 1967 du recensement de 1962 Thèse de Migozzi "Contribution à l'étude de la démographie du Cambodge".

(2) Estimation 1966 recensement de 1960. Revue "Population".

Parmi les autres données démographiques vraisemblables, la composition par âge s'établit comme suit :

0 à 14 ans	41 %
15 à 54 ans	52 % (Population active)
55 ans et au delà	7 %

Le recensement 1966-67 des 5 principales villes, a permis de préciser l'importance numérique de la population urbaine.

Vientiane	140.000 habitants
Savannakhet	30.000 habitants
Luang-Prabang	23.000 habitants
Paksé	20.000 habitants
Thakhek	<u>10.000 habitants</u>
Total	223.000 habitants,

soit 12 % de la population totale. Les recensements ont lieu uniquement dans les limites préfectorales. Par ailleurs, en dehors de ces cinq principales villes, il existe un certain nombre de petits centres urbains.

Hypothèse de répartition de la population par province d'après l'hypothèse démographique retenue

PROVINCES	POPULATION TOTALE	DENSITE MOYENNE	POPULATION RURALE(1)	DENSITE RURALE
Savannakhet	395.000	18,2	365.000	16,8
Luang-Prabang	391.000	11,8	368.000	10,5
Vientiane-Borikhane	348.000	16,8	208.000	11,0
Sédone (Champassack Sithadone)	278.000	17,9	258.000	16,6
Saravane-Wapikhamthong	250.000	11,5	250.000	11,5
Khammouane	223.000	8,0	213.000	10,8
Xiengkhouang	188.000	10,8	188.000	10,8
Sayaboury	184.000	10,8	184.000	10,8

4

Provinces	Population Totale	Densité Moyenne	Population Rurale (1)	Densité Rurale
(suite page précédente)				
Houaphanh	182.000	11,7	182.000	11,7
Houakhong	124.000	9,2	124.000	9,2
Phongsaly	102.000	7,0	109.000	7,0
Attoupeu	87.000	7,8	87.000	7,8

111/2 POLITIQUES ET SOCIALES.

La situation intérieure du Laos est caractérisée par une bipartition de fait due à l'état de guerre qui sévit depuis de nombreuses années et à un cloisonnement qui se manifeste sous plusieurs formes : économique, administratif, etc.....

De ce tableau, il ressort que la province de Vientiane - Borikhane n'est pas la plus peuplée du Laos. Cependant elle se situe parmi les quatre provinces les plus peuplées et représente le marché de consommation de loin le plus important du Laos. Par ailleurs, il apparaît que la population est très inégalement répartie par province, ce qui implique des différences sensibles de capital - travail entre celles-ci. Ces chiffres doivent être pris comme des estimations, ils ont une signification les uns par rapport aux autres; ils permettent de comparer en première approximation la population relative des provinces. Ils ne doivent pas être considérés isolément.

(1) Population rurale = population totale - Population des villes

Les deux zones sont fragmentaires et imbriquées l'une dans l'autre. On peut considérer très schématiquement que la zone contrôlée par le Gouvernement Royal comprend les basses terres, c'est-à-dire la vallée principale du Mékong et les basses vallées des affluents de celui-ci. Dans cette zone sont concentrées les principales richesses exploitées au Laos.

D'un point de vue social, ce cloisonnement prend sa source dans l'existence de cellules d'autosubsistance. Celles-ci groupent plusieurs villages par bassin ou entité géographique naturelle et sont autant de petits mondes isolés, parfaitement organisés en autarcie quasi totale. L'ouverture de ces cellules sur l'extérieur ne se fait que très lentement au rythme de la mise en place d'un réseau de communications suffisamment dense pour permettre une circulation régulière.

Le cloisonnement administratif se manifeste dans l'administration des provinces elles-mêmes. Il y a peu de relations entre les représentants de la population, élus au niveau du Ban et du Tasseng et ceux de l'administration, nommés au niveau du Khouèng et du Muong. Il s'agit là d'un facteur d'isolement supplémentaire qui ne tient plus uniquement aux difficultés de communication.

Du point de vue géographique et régional, le cloisonnement administratif est également très poussé, par province ou par région militaire; ces deux entités ne se recouvrant pas. Il est très nuisible à toute action d'ensemble menée à l'échelle nationale. Il est dû bien sûr en partie aux difficultés de transport, mais depuis le développement des transports aériens et des télécommunications, cette raison n'est plus la seule en cause.

Il faut ajouter à cela les perceptions sous toutes formes, en nature et en espèces, qui s'échelonnent le long des voies de communication fluviales et terrestres, sans compter les postes

de contrôle, ce qui augmente le coût des transports et réduit considérablement leur rapidité.

Enfin, l'état de guerre dans lequel est plongé le pays depuis de nombreuses années comporte des conséquences graves sur le plan social. La partie la plus dynamique de la population, tant du point de vue physique que du point de vue intellectuel, est mobilisée dans l'armée et se consacre uniquement à l'effort de guerre. Les effectifs militaires tournent autour de 65 à 70.000 hommes. Par ailleurs le pays doit assurer le recasement d'un nombre élevé de réfugiés; plusieurs centaines de mille sont actuellement recensés. La province de Sayaboury est la principale région d'accueil de ces populations déplacées; ailleurs, le recasement est diffus.

111/3

ECONOMIQUES.

L'économie du Laos est caractérisée par une nette prépondérance du secteur agricole traditionnel. Environ 80% de la population active est à classer dans le secteur rural sans tenir compte de l'activité agricole de bon nombre de citadins qui travaillent à la rizière pendant le repiquage et la moisson. La part autoconsommée de la production agricole est dominante par rapport à la part commercialisée, évaluée à 30%.

Deux types de culture dominant, le ray ou culture sur brûlis qui se rencontre principalement sur les hautes terres des plaines et en montagne et la rizière dans les terres basses. La rizière alimentée par l'eau de pluie et la rizière inondée par la crue des mares ou des cours d'eau dominant. La rizière irriguée, dans laquelle il est possible de procéder à deux récoltes par an, est encore rare. Le riz est de loin la principale production de l'agriculture lao. La production totale peut être évaluée en moyenne à 500.000 t/an de paddy. En ce qui concerne les activi-

tés de transformation, l'artisanat et la petite industrie font ensemble un chiffre d'affaire de l'ordre de 10 milliards de kip par an, tandis que l'industrie minière, représentée par une seule entreprise, a un chiffre d'affaires de 300 millions environ. Quant au secteur commercial tenu par les lao, il n'existe que dans les villages. En ville, par contre, la plupart des commerces sont tenus par des étrangers, vietnamiens et chinois en particulier. Par ailleurs la consommation urbaine s'adresse aux importations plutôt qu'à la consommation nationale pour satisfaire ses besoins. La balance commerciale, d'après les chiffres fournis par le Ministère des Finances, accuse un déficit de 92,52 % en 1967, en amélioration de 4 points par rapport aux années précédentes. Il semble en fait que le déficit réel se situe aux alentours de 70 %, en raison de certaines exportations non contrôlées et de réexportations. (1)

Un rapide examen de la situation fait apparaître un grand nombre de sous-emplois ou de mauvaises utilisations des ressources dans l'économie lao. En ce qui concerne l'agriculture, un tiers de la surface est cultivée dans le bassin du Mékong alors que 22% des sols seulement sont impropres à l'agriculture. Les ressources naturelles, l'eau en particulier, sont mal employées. L'exploitation forestière se fait de façon désordonnée, sans action de reboisement en rapport avec l'abattage. Au sous-emploi des ressources naturelles s'ajoute celui de la force de travail. La force de travail animale est mal utilisée du fait de l'absence d'attelage rationnel. La force de travail humaine est peu ou mal employée pendant 2 à 3 mois de saison sèche et très diminuée par le paludisme, endémie généralisée surtout au début de la saison des pluies ainsi que par les maladies intestinales. En dehors de

(1) Voir "ébauche d'une Comptabilité Nationale Lao" pour l'année 1964. Commissariat Général au Plan - Août 1967.

Vientiane, tout habitant a été, est ou sera impaludé. Enfin, les insuffisances qualitatives dans l'alimentation impliquent à des degrés divers l'avitaminose et la malnutrition. Ces raisons expliquent le sous-emploi économique du potentiel agricole qui se traduit par une production insuffisante et mal répartie. Chaque année, il est nécessaire d'importer près de 70.000 t de riz.

Il faut également noter le sous-emploi en ville. Un courant d'immigration urbaine a créé un sous-prolétariat urbain qui ne trouve pas à s'employer étant donné l'absence de moyens de production industriel.

Enfin une mauvaise utilisation des moyens est encore à signaler dans l'Administration. Un effectif pléthorique (14.826 agents de la fonction publique + 5.600 policiers en juin 1968)(1) et insuffisamment formé, sinon incompetent, encombre la fonction publique et gêne considérablement tout progrès à partir d'éléments plus jeunes et mieux formés. Cette situation n'est pas sans relations avec le sous-développement du secteur privé lao, négligé par tous ceux qui ne voient un avenir possible que dans une carrière de fonctionnaire.

111/4 FINANCIERES ET MONETAIRES

Depuis la réforme monétaire de 1964, la situation est caractérisée au Laos par l'existence d'un double taux de change du kip :

- Un taux "officiel" à 240 kip pour 1 US \$. Ce taux est utilisé pour financer les frais de représentation diplomatique et certain frais de déplacement à l'extérieur du pays. Ce taux est appliqué également aux monnaies de compte pour le financement de l'aide commercialisée servant à l'importation de certains biens d'équipement.

(1) Recensement de Juin 1968 effectué par la Direction de la Fonction Publique.

- Le taux qui se situe à environ 500 kip pour 1 US \$ est utilisé pour toutes les autres transactions.

Etant donnée la faiblesse des ressources en devises, un Fonds des Opérations de Change a été mis en place qui permet au Laos de se procurer des devises étrangères pour l'accomplissement des objectifs budgétaires et des engagements du Gouvernement, tout en maintenant une stabilité du cours libre du kip. Ce fonds est alimenté par les contributions de divers pays. Avec la diminution régulière du découvert autorisé, la marge entre autorisations et réalisations disparaît, ce qui réduit d'autant les possibilités du Gouvernement.

En juin 1968, la masse monétaire était de 12,482 milliards de kip, dont circulation fiduciaire : 11,510 milliards de kip, et dépôts privés à vue : 0,972 milliard.

La situation financière du Laos reste caractérisée par l'importance du déficit budgétaire que la réforme monétaire de décembre 1963 avait pour objet de résorber progressivement. Toutefois l'augmentation des charges incompressibles de l'Etat a pour conséquence de maintenir ce déficit à un niveau élevé par rapport au total du budget : 8,5 milliards en 68-69 (prévision) pour un budget de 15,964 milliards en réduction de 0,7 % sur celui de 1967-68.

Le tableau de l'évolution des principaux éléments du budget de l'Etat pour les trois derniers exercices ci-dessous, fait ressortir l'importance des charges imposées par la guerre. Une faible part est réservée à des opérations de développement puisque dans leur quasi-totalité, les dépenses civiles sont des dépenses de fonctionnement.

TABLEAU D'IMPUTATION DES RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES

en millions de kip	65-66	66-67	67-68
1. <u>Recettes</u>	<u>4.721</u>	<u>6.391</u>	<u>7.245</u>
.Impôts indirects	4.076	5.664	6.241
dont douanes	(3.227)	(4.749)	(5.249)
dont or	(1.345)	(2.722)	(2.381)
.Impôts directs	364	454	572
.Droits, taxes et autres	281	273	432
2. <u>Dépenses</u>	<u>14.390</u>	<u>15.310</u>	<u>15.676</u>
.Armée	8.393	8.345	8.165
.Police	1.173	1.185	1.143
.Civiles	4.824	5.780	6.368
3. <u>Déficit</u>	<u>9.669</u>	<u>8.919</u>	<u>8.431</u>
4. <u>Financement du déficit</u>			
1. Aide étrangère	368	476	254
2. Fonds d'Opération des Changes	3.605	8.905	4.806
3. Avances de la Banque Nationale du Laos	5.696	-	3.371
(remboursement à la Banque Nationale du Laos)	-	(-462)	-

Le découvert est supporté par une aide étrangère directe et pour la plus grande partie par des avances de la Banque Nationale qui sont en principe amorties par la contrepartie en devises versées au Fonds des Opérations de Change. En fait, les avances de la Banque Nationale ne sont pas couvertes en totalité par ces Kip de contrepartie.

Voici donc les principales données de base de l'économie lao rapidement esquissées. Malgré les difficultés considérables qui résultent de l'état de guerre que connaît le pays depuis de nombreuses années, il est absolument indispensable d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme de développement économique pour le pays. La paix ne pourra s'établir et se maintenir que dans le contexte d'une économie en plein développement au profit de l'ensemble de la population et non dans le cadre d'une récession qui, à juste titre, ne pourra que soulever le mécontentement.

112/0

MODE DE PLANIFICATION.

Cet effort d'organisation à l'échelon national, que représente l'oeuvre de planification entreprise, doit être en harmonie avec les caractéristiques générales de l'économie nationale et la politique du Gouvernement. Etant donné l'état embryonnaire de l'économie et le manque d'informations sûres la concernant, il ne peut être question d'élaborer un plan très précis et détaillé au sens économique du terme. Par ailleurs, la politique du Gouvernement étant libérale, afin de favoriser le développement de la libre entreprise, il ne saurait être question d'une planification impérative. Ces raisons justifient les choix retenus pour la méthode de planification : un Plan-Cadre, incitatif, élaboré par les principaux agents économiques eux-mêmes, qui sera souple afin de s'adapter facilement à la conjoncture.

112/1 Plan-Cadre incitatif

Le Plan doit être plus qu'indicatif, et moins qu'impératif; il doit être incitatif. L'Etat possède des moyens efficaces pour orienter l'économie nationale. Il devra se servir des moyens d'action directe qu'il possède sur sa propre administration. La part des dépenses de fonctionnement et d'investissement qu'il contrôle ou supervise est prépondérante dans l'Economie Nationale. Le premier but du Plan est de coordonner et d'harmoniser tous les efforts de l'Etat en la matière.

Les moyens indirects d'incitation de l'initiative privée sont destinés au secteur économique en général. Par l'intermédiaire des sociétés auxquelles il participe, l'Etat se comporte comme un agent économique. Son influence peut donc s'exercer, à travers les investissements qu'il effectue, dans quelques secteurs-clefs prioritaires pour aider le secteur privé ou même suppléer à une carence de celui-ci en lui donnant l'exemple. La plupart des projets qui figurent dans le Plan-Cadre sont de cet ordre et répondent à ces objectifs.

Cependant, il ne faut pas voir dans ces listes prioritaires de projets, à réaliser principalement par le Gouvernement avec l'aide des missions étrangères, tout le Plan-Cadre. De nombreuses mesures d'ordre fiscal, réglementaire et administratif, qui devront parfois s'accompagner de réformes profondes, sont prévues parallèlement pour que le secteur privé puisse bénéficier d'avantages substantiels dès lors qu'il agira concrètement dans le sens des objectifs du Plan-Cadre. Parmi ces moyens d'incitation de l'initiative privée figure en premier lieu un Code des Investissements arrêtant les diverses modalités juridiques susceptibles d'offrir aux capitaux sollicités des avantages importants. Ce Code des Investissements répondra à des critères très simples pour intéresser les capitaux susceptibles d'être engagés dans notre action de développement.

Il sera d'abord attractif en raison des engagements du Gouvernement à respecter les principes de liberté économique, mais sera aussi considéré comme un instrument d'orientation vers les secteurs jugés prioritaires, enfin il aura un caractère sélectif, compte tenu du dosage nécessaire des avantages prévus en raison des caractéristiques différentes des investissements. Une politique nouvelle en matière de dépôts bancaires, leurs donnant un caractère nettement attractif, doit permettre de mobiliser l'épargne locale afin de l'utiliser dans des réalisations du Plan-Cadre. Ces moyens d'incitation sont variés et diversifiés. Ils ont tous un trait commun; ce sont des moyens d'orientation et non de contrainte. L'initiative privée restera libre de profiter ou non de ces avantages.

112/2 Plan-Cadre élaboré par les agents économiques

Puisque tous les agents économiques sont invités à déployer leurs efforts selon les indications du Plan-Cadre, il est normal qu'ils aient participé à l'élaboration de celui-ci, ce qui permet également de serrer la réalité de plus près. Un ensemble de commissions de planification, composées de représentants de l'Administration, des services de l'Etat, des Missions d'aide et du secteur économique privé, ont élaboré en commun les grandes lignes du Plan-Cadre. Le travail de ces Commissions s'est effectué gratuitement, dans une sorte de volonté d'accord unanime. Il n'y a pas eu de vote ni de décisions prises à la majorité, les propositions ont été élaborées d'un commun accord.

Huit Commissions "verticales" se sont réunies pour mettre au point les programmes de planification, chacune dans un secteur précis : agro-sylvo-pastoral, artisanat-industrie-sous-sol, énergie, équipements commerciaux, infrastructures, éducation, population-santé, équipements sociaux. Quatre Commissions "horizontales" ont traité des problèmes communs à tous les secteurs. La première a examiné le contenu et les conséquences sociales des rapports des commissions verticales. Une autre a analysé ces rapports du point de vue de la cohérence économique. Ces deux Com-

missions ont procédé à certains ajustements et arbitrages. Des instructions du Conseil de Cabinet avaient défini auparavant la répartition des investissements en quatre grandes masses : production, social, infrastructures et études. Une Commission de financement, comprenant en particulier les responsables des finances de l'Etat, a déterminé en dernière analyse le contenu exact du Plan-Cadre en fonction des moyens financiers disponibles. Ce faisant, elle a ajourné un certain nombre de projets, classés comme moins prioritaires par les Commissions Verticales. Parmi ces projets, s'il en est que certaines missions d'aide ou autres organismes tiennent à voir mettre en oeuvre pendant la durée du Plan-Cadre, il faudra que la réalisation de ce ou ces projets n'entraîne aucune dépense d'investissement ni, par la suite, aucune charge de fonctionnement à supporter par le Gouvernement Lao. Enfin, une commission des aides étrangères, a examiné et approuvé le contenu du Plan-Cadre, ainsi que les objectifs et les orientations de celui-ci. Elle a mis au point également les mécanismes de coordination qui permettront au Commissariat au Plan d'harmoniser les actions des différentes aides. Au cours d'une réunion à laquelle prenaient part leurs Excellences les Ambassadeurs des pays participant au développement économique du Laos, les travaux d'élaboration du Plan-Cadre ont été présentés et favorablement accueillis.

112/3 Plan-Cadre souple.

Les pays dont l'économie est bien développée connaissent des renversements de conjoncture économique assez fréquents pour que des mécanismes appropriés aient été mis en place afin de réviser les plans pluriannuels. A plus forte raison, la situation économique du Laos risque-t-elle de se modifier au cours des cinq prochaines années.

Principalement pour cette raison, il est prévu que chaque année dès le mois de janvier, les mêmes Commissions de planification se réuniront pour mettre au point le programme de réalisation annuel pour l'année budgétaire à venir. Si nécessaire,

des retouches seront apportées aux objectifs du Plan, sans pour autant modifier les orientations fondamentales qui sont concrétisées par la répartition des investissements entre la production, le social, les infrastructures et les études. Par la même occasion, les estimations seront revues et les projets précisés pour compléter autant que possible la première approche de développement économique rationnel que constitue le Plan-Cadre.

12

ORIENTATION DU PLAN-CADRE

121

ORIENTATIONS ECONOMIQUES

121/1 Grands projets

Un certain nombre de projets retenus dans le Plan-Cadre ont été classés dans un groupe à part intitulé "grand projets". En effet, le montant des investissements pour chacun d'eux est très supérieur à la moyenne des projets du Plan-Cadre. Leur financement doit être assuré presque exclusivement par l'aide étrangère car leur coût et les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser sont hors de proportion avec les possibilités du budget national.

121/2 Priorité au secteur productif

Au cours des dix dernières années, des résultats sensibles ont été enregistrés dans le domaine social et celui des infrastructures de base. Un système hospitalier doté de moyens modernes a été mis en place et le réseau routier a été amélioré pour ne citer que ces deux exemples. Certes, les réalisations sont encore

loin de répondre de façon satisfaisante aux besoins, aussi les efforts devront-ils être poursuivis. Mais pendant le même temps, un déséquilibre grave s'est accentué entre ces deux domaines et le secteur directement productif. Le volume des importations de riz n'a cessé de croître. L'artisanat et l'industrie n'ont pas progressé de manière suffisante pour que les productions nationales figurent dans une proportion acceptable dans la consommation intérieure. Le développement des secteurs directement productifs est donc l'orientation fondamentale du Plan-Cadre. Cet effort doit permettre à l'ensemble de la population d'améliorer son niveau de vie. Un but social sera ainsi atteint de manière indirecte, sans avoir recours au développement des services sociaux, coûteux et dépenriers par nature. Les dépenses dans le secteur directement productif représentent 44 % du montant total prévu dans le Plan-Cadre pour cinq ans (10,7 milliards de kip), grands projets non compris. Les investissements à caractère social et ceux consacrés aux infrastructures s'élèvent à environ 22 % du total dans chacun de ces secteurs; on ne peut donc pas dire qu'ils sont délaissés puisqu'à eux deux, ils représentent un montant égal au premier. Il faut noter cependant que les choix se sont opérés en retenant les projets qui pourraient contribuer le plus au développement de la production.

121/3 Priorité à l'agriculture au sein du secteur productif

Parmi les réalisations à caractère directement productif, la priorité est donnée au secteur agro-sylvo-pastoral. C'est-à-dire l'agriculture, les industries forestières, la pisciculture et l'élevage. Environ 80% de la population totale vit en milieu rural, c'est donc la majorité de la population qui pourra tirer parti de ces efforts. D'autre part, l'économie rurale lao est encore une économie d'auto-subsistance. Ce n'est qu'au rythme de la rupture de l'isolement des campagnes que l'économie monétaire s'introduit et progresse. Il s'agit d'accélérer cette évolution pour permettre à ce secteur, fondement de l'économie

nationale, de sortir du cadre archaïque dans lequel il se trouve. Le niveau de vie de la majorité de la population s'en trouvera amélioré et l'alimentation de la population nationale pourra s'effectuer sans avoir recours aux importations.

121/4 Les études

Une part non négligeable des investissements, soit 11 % environ, est réservée aux études générales qui ne sont pas reliées à un projet spécifique. Cette orientation s'explique par le caractère indispensable de ce type d'études comme préalable à la plupart des réalisations d'envergure projetées, étant donné le manque d'informations d'ordre économique au Laos. Il ne s'agit pas des études techniques préliminaires pour chaque projet, qui sont comprises dans celui-ci, mais d'études d'ensemble qui doivent permettre de mieux connaître les données de base de l'économie dans une région déterminée ou pour le Laos en général. Ainsi un programme d'études est-il prévu qui devra permettre de définir avec précision les aménagements à réaliser dans la plaine de Vientiane, pour tirer parti des possibilités offertes par le barrage sur la Nam Ngum.

121/5 Aménagement de la plaine de Vientiane

Dans le cadre de la réalisation de ce barrage, l'aménagement de la plaine de Vientiane passe en première priorité. Toutes les réalisations qui sont à effectuer dans cette région, qu'elles appartiennent au secteur directement productif, social ou des infrastructures, sont regroupées dans un chapitre intitulé "aménagement régional". Cette concentration des moyens sur une zone relativement réduite, à l'intérieur de la province de Vientiane, doit permettre de développer sensiblement la production tant agricole qu'artisanale et industrielle. Certes, il ne s'agit pas de la région où la densité de la population rurale est la plus forte mais elle est disposée autour du principal centre

de consommation que constitue la ville de Vientiane.

121/6

Les ressources naturelles.

Une autre grande option retenue par le Plan-Cadre consiste à développer l'utilisation des ressources naturelles en plus des ressources proprement agricoles. Les prospections et indices montrent que le Laos n'est pas dépourvu de ressources minières; par ailleurs les possibilités en matière d'énergie hydroélectrique sont importantes. Cet effort vise à promouvoir la production Nationale dans le but, non seulement de satisfaire la consommation intérieure, mais aussi d'augmenter les exportations.

121/7

L'administration.

Enfin, pour consacrer l'essentiel des ressources disponibles au développement du secteur productif, il importe de réduire autant que possible ou de maintenir à leur niveau actuel, les dépenses improductives de fonctionnement; c'est la raison pour laquelle, pendant la durée du Plan-Cadre, les effectifs de l'administration en particulier ne devraient pas dépasser leur niveau actuel.

Dans le budget civil 1968-69 (budget général moins dépenses au titre de l'armée et de la police), le traitement des fonctionnaires représente les 2/3 des dépenses. Les dépenses culturelles (Ministères de l'Education Nationale, des Cultes, de la Jeunesse et des Sports et les Bourses) s'élèvent à environ 20% du total. Le reste est réparti entre les dépenses à caractère social 6% et les dépenses d'équipement en "personnel et matériel" 10%. La presque totalité du budget civil ordinaire est donc affecté à des dépenses de fonctionnement.

Cette limitation numérique des effectifs doit s'accompagner d'une amélioration qualitative de ceux-ci, tout à fait réalisable à partir des éléments dont la formation est récente ou en cours, mais aussi grâce à une meilleure adaptation de l'administration

elle-même aux tâches qui lui reviennent. En matière de planification économique souple et incitative, l'Etat est le guide et se doit de donner l'exemple. Une amélioration sensible de la productivité de son administration sera un facteur certain de réussite.

122 ORIENTATIONS STRUCTURELLES.

En plus des grandes options économiques, le Plan-Cadre prévoit un ensemble de mesures indispensables pour sa mise en oeuvre, destinées à mettre en place ou améliorer certaines structures.

122/1 Mesures spécifiques.

Parmi celles-ci, certaines se rapportent à un secteur particulier de l'économie et sont exposées en détail aux paragraphes "réformes de structures" dans les chapitres se rapportant aux commissions de planification correspondantes. Dans le but de coordonner les diverses réalisations entreprises dans le cadre de l'aménagement de la Plaine de Vientiane, par le Gouvernement Royal ou des missions et organismes d'aides étrangers, une commission est prévue dans le chapitre consacré à "l'aménagement régional". La mise en place d'une commission pour l'étude et l'orientation des importations, de même que la promotion des exportations, est indispensable pour organiser le commerce extérieur dans le cadre du "développement des équipements commerciaux". Etant donné la complexité et l'ampleur des problèmes posés par l'aménagement des villes, la création d'un Conseil National d'Urbanisme est prévue au chapitre "infrastructure" et pour des raisons identiques en matière de cartographie, celle d'un conseil national de la carte. En ce qui concerne la "population-santé", deux commissions, l'une pour la statistique et l'autre pour la formation de personnel sanitaire lao, devront permettre de remédier au manque de coordination qui existe à l'heure actuelle dans ces domaines.

122/2 Mesures d'ordre général.

122/2

1

Budget et financement.

D'autres mesures ne s'appliquent pas à un secteur particulier, elles visent à organiser, promouvoir ou coordonner des actions d'intérêt général. Pour financer le Plan-Cadre, il sera nécessaire de mobiliser environ chaque année un montant moyen de deux milliards de Kip, la part du budget national est de 600 Millions de Kip. Etant donnée l'étroitesse des ressources budgétaires disponibles compte tenu de la situation, la participation du budget national, même pour ce montant, est problématique. La commission de financement qui fut chargée, lors de l'élaboration du Plan-Cadre, d'arrêter l'enveloppe financière de celui-ci, a défini les orientations générales pour atteindre l'objectif fixé. Il s'agit en premier lieu d'augmenter les ressources fiscales par l'amélioration du recouvrement et l'aménagement des impôts existants, mais aussi par la création d'impôts nouveaux. La charge budgétaire en second lieu doit être allégée en procédant à un contrôle plus serré des dépenses de fonctionnement et une réduction rapide du programme de constructions administratives principalement. Enfin, il importe de développer les ressources financières extra-budgétaires en suscitant en particulier le développement de l'épargne privée. La politique monétaire actuelle, conseillée par les autorités monétaires internationales de tutelle, va à l'encontre de cet objectif. En effet, les dépôts bancaires sont bloqués à hauteur de 50% chez la Banque Nationale du Laos, ce qui entrave toute politique de crédit et par conséquent le développement de l'épargne. La mise au point dans le détail et l'application de ces recommandations sont étudiées par un comité national pour le financement du Plan-Cadre.

122/2

1 Fonction publique.

La mise à jour de l'organisation de la fonction publique est apparue plus nécessaire encore à l'occasion du vaste tour d'horizon économique effectué lors de l'élaboration du Plan-Cadre. Il existe à l'heure actuelle des textes qui réglementent la fonction publique, de même qu'un fichier central qui suit la composition de celle-ci. Il est urgent de reprendre et mettre à jour ces moyens de contrôle afin, en particulier, que le poste tenu par chaque fonctionnaire dans l'administration corresponde bien à ses qualifications. Un fichier central du traitement des fonctionnaires est en train d'être mis en place. Il serait nécessaire que ces fichiers soient rapprochés et existent en double exemplaire à la Direction de la Fonction Publique et au service du contrôle. Par ailleurs, un arrêté présidentiel, portant organisation d'une commission d'enquête pour la fonction publique, a mis en lumière la nécessité d'une meilleure organisation de celle-ci. Cette commission est composée du directeur de la Fonction Publique, du directeur du Budget et du Contrôle, et du Commissaire Général au Plan. Elle aura pour but de préparer un rapport pour le Conseil Général de la Fonction Publique. Elle prendra contact avec chaque directeur de service pour voir si les effectifs de chaque service correspondent aux besoins en quantité et en qualification. A cette occasion, les réorganisations possibles des services et directions devront être étudiées en détail. Les réformes qui seront ainsi proposées au Conseil National de la Fonction Publique devront être examinées sous l'angle de leur intégration dans le cadre général de la Fonction Publique, sous l'angle des incidences financières et du point de vue des nécessités de la planification économique.

122/3

3 Coordination des aides.

Un des objectifs les plus importants du Plan-Cadre est

de parvenir à une meilleure coordination des efforts accomplis au Laos par le Gouvernement National et les aides étrangères dans le but d'augmenter leur efficacité et d'éviter toute concurrence ou duplication. Ainsi les nouveaux projets étudiés par les aides cadreront-ils avec les orientations économiques du Plan-Cadre. Pour l'application pratique de ces décisions, un comité des aides, composé des représentants du Plan, des Finances, de la mission d'aide et du service national concernés par le projet a été prévu. Ce comité devra décider de la mise en oeuvre ou de l'abandon du projet étudié par un engagement réciproque. Dans le premier cas, il précisera quelle sera la participation de chacune des parties en dépenses d'investissement et de fonctionnement. Cette décision sera prise après l'étude du dossier technique préparé par la mission d'aide avec la collaboration du Commissariat au Plan et du service technique intéressé. Il devra particulièrement indiquer la répartition des dépenses en investissement et en fonctionnement et leur évolution dans le temps. Une telle procédure, très souple, devrait permettre une mise en oeuvre aisée des projets dans une coopération accrue. Elle facilitera ainsi grandement la tâche du planificateur, coordonnant à la fois les divers services nationaux et les missions d'aide, et permettra de contrôler l'exécution des projets. Cela facilitera aussi la tâche du Budget qui, à partir du programme annuel d'exécution, pourra ainsi prévoir le financement des projets retenus.

22/2
4

Secteur privé

Enfin, loin de négliger le secteur économique privé, tous les investissements effectués et toutes les réorganisations entreprises dans le cadre du Plan, ont pour but de concourir au développement de celui-ci. Etant donné le caractère libéral de la politique économique suivie au Laos, qui implique une méthode de planification souple, il ne peut s'agir pour le gouvernement d'intervenir directement dans le secteur privé. Les actions

ne peuvent être qu'indirectes et incitatives, l'Etat s'efforçant de créer des conditions favorables au développement rapide du secteur économique privé. Etant donné la faiblesse de ce dernier à l'heure actuelle et le fait que la plus grande partie du capital privé lao n'est pas investie sur le territoire national, la puissance publique est amenée à intervenir directement et à investir dans certains secteurs clefs, par le truchement de sociétés mixtes ou d'Etat. Cette politique de substitution ne saurait avoir qu'un caractère temporaire. Parmi les mesures susceptibles de créer des conditions favorables pour le développement du secteur économique privé, l'existence d'une réglementation attractive, libérale et simple des investissements privés figure en bonne place. La réglementation actuelle est éparpillée à travers de nombreux textes, limitée à quelques domaines, confuse et sans unité d'ensemble. Pour cette raison, la préparation et la mise au point d'un "Code des Investissements", véritable guide de l'investisseur, tant étranger que national, ont été entreprises parallèlement à l'élaboration du Plan-Cadre.

Les mesures d'ordre structurel à mettre au point dans le cadre du Plan sont nombreuses, la préparation de ce dernier aura soulevé plus de problèmes qu'il n'en a résolu. Les efforts dans ce domaine ne sont pas à négliger car ils permettront à ceux d'ordre financier d'être pleinement efficaces. Les ressources du Budget National sont limitées, ce qui pose un problème pour le financement du Plan. Par ailleurs les moyens humains dont dispose l'administration doivent lui permettre facilement de mener à bien la mise à jour de l'appareil de l'Etat dans le domaine économique.

OBJECTIFS DU PLAN-CADRE131 REDUCTION DE CERTAINS DESEQUILIBRES STRUCTURELS.

Le Plan-Cadre cherche à promouvoir un développement économique et social accéléré en harmonie avec les caractéristiques nationales et à partir des données actuelles de l'économie. Parmi celles-ci, on note certains déséquilibres graves. La nécessité de les réduire a conduit à retenir les orientations déjà précisées.

131/1 Secteur productif - secteur improductif.

Tout d'abord, le secteur directement productif a une part extrêmement réduite dans l'économie nationale si on lui compare le montant des dépenses non productives, les administrations principalement. Une telle situation est caractéristique des économies en voie de développement mais au Laos elle est particulièrement inquiétante. En effet, les dépenses non productives croissent plus vite que ne se développe la production, le déséquilibre augmente donc au lieu de diminuer. Pour cette raison, 43% environ du total des investissements à effectuer pendant la période du Plan-Cadre le seront dans les secteurs qui ont un rapport direct avec la production. A la condition que les programmes de financement définis soient respectés, en volume comme en pourcentage, ce déséquilibre aura sinon disparu, du moins l'évolution sera-t-elle positive après cinq ans.

A l'intérieur du secteur agricole, productif par excellence, et qui concerne de façon directe 80 % environ de la population, la part de l'économie de subsistance est très forte (70%) par rapport à celle de l'économie de marché. C'est pourquoi un volume important de financement a été consacré, dans le Plan-Cadre, au secteur Agro-Sylvo-Pastoral. Il importe de sortir au plus vite du cadre économique traditionnel de subsistance en milieu rural, pour passer à celui d'une économie agricole plus évoluée,

capable de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population.

131/2 Déséquilibre budgétaire

Un autre déséquilibre, particulièrement accentué, existe dans le domaine financier et monétaire; ces dernières années, le déficit budgétaire s'est élevé à un peu plus de la moitié du total du budget. Bien sûr les dépenses militaires de leur côté représentent elles aussi plus de la moitié du budget. Il n'en reste pas moins cependant que l'autre part est constituée à plus de 90 % par des dépenses de fonctionnement.

Cette situation est dangereuse car elle entraîne une aggravation automatique du déséquilibre. En effet, sans investissements productifs, il est impossible de développer la production. Or, sans production substantielle, il ne peut y avoir de ressources possibles d'origine fiscale ou autres pour financer les dépenses de fonctionnement, par essence improductives. Dans cet esprit, :
a été prévu pendant la durée du Plan-Cadre d'effectuer des investissements, pour un montant de 8,1 milliards de kip, grands projets non compris, qui entraîneront des dépenses de fonctionnement chiffrées à 1,4 milliard de kip. Le développement de la production, attendu à la suite de ces investissements, permettra de dégager des ressources supplémentaires, réduisant d'autant le déficit budgétaire et contribuant au développement plus rapide de l'économie.

131/3 Déséquilibre du commerce extérieur

Il est difficile de parler de balance commerciale puisqu'en 1967, les importations représentaient encore 92,52 % de la valeur des échanges extérieurs. Il est plus vraisemblable en fait que, par suite de certaines omissions, la part des importations ne soit que de 70 %. Quoi qu'il en soit, même ce dernier chiffre traduit un déséquilibre qui pèse lourdement sur la balance des paiements. Les mesures prises dans le cadre du Plan ont pour but de

mettre en place une politique dynamique en matière d'échanges extérieurs, visant à promouvoir les exportations rémunératrices et à orienter les importations.

132 MEILLEURE ORGANISATION DE L'APPAREIL ADMINISTRATIF

Pour réduire les déséquilibres mentionnés d'ordre économique ou budgétaire, il ne suffit pas de développer les ressources, il faut aussi contrôler et orienter les dépenses de façon qu'elles aient une productivité accrue.

132/1 Le recrutement

Les mesures prises dans le cadre du Plan sont exposées en détail dans le chapitre traitant des réformes de structure. Leur but est de limiter l'importance des effectifs à leur niveau actuel mais non pas de figer la situation actuelle. Il s'agit de procéder à une meilleure répartition et utilisation des compétences en intégrant en particulier dans l'administration le plus possible d'éléments de valeur de formation récente. L'aménagement du statut de la Fonction Publique doit, pour sa part, rendre sélectif et attractif le corps des fonctionnaires. Ainsi, tout naturellement, les éléments les plus valables, intéressés à servir l'Etat directement, pourront accéder à des postes de responsabilité en rapport avec leur compétence.

132/2 Rapports avec le secteur privé

Il s'agit non seulement de limiter les effectifs mais aussi de bien définir et limiter les champs d'application de l'action directe de l'Etat. Compte tenu du contexte résolument libéral défini par la politique du gouvernement, il importe que le secteur privé ait une part importante dans l'économie nationale. Les interventions de l'Etat doivent donc se limiter aux actions stricte-

ment nécessaires pour stimuler l'essor du secteur privé. Si l'Etat prend certaines initiatives dans le domaine industriel, réservé traditionnellement au secteur privé, ce ne doit être que pour suppléer temporairement à la carence de celui-ci. Les tâches confiées à l'administration doivent donc être clairement définies et limitées; leur importance et leur nombre ne justifient pas alors une extension numérique des effectifs. Certains transferts d'activités jusqu'ici assurés directement par l'Etat doivent même être envisagés. Il appartiendra à la commission d'enquête sur la Fonction Publique de préciser ses recommandations dans ce sens, dans le rapport qu'elle remettra au Conseil National de la Fonction Publique. Ces mesures auront pour effet de réduire le déséquilibre très accentué qui existe à l'heure actuelle entre la part directement administrée par l'Etat dans l'Economie Nationale et celle laissée à l'initiative privée.

133 Perspectives pour 1974

Il est certain que les mesures prises dans le cadre du Plan ne sauraient réduire, et à plus forte raison supprimer, tous les déséquilibres qui caractérisent l'économie actuelle du Laos; ce sera la tâche des Plans à venir que de continuer les actions déjà entreprises mais aussi de s'attaquer à d'autres problèmes. Il n'est ni possible, ni rentable d'éparpiller les ressources et les efforts; les orientations du Plan-Cadre cherchent au contraire à concentrer tous les moyens disponibles en quelques points particuliers pour faire sauter les goulots d'étranglement qui bloquent actuellement le développement de l'économie. En 1974 le secteur Agro-Sylvo-Pastoral représentera les 4/5 environ de la production nationale, l'artisanat et l'industrie 1/5 seulement. Ce déséquilibre devra être atténué dans le Plan suivant. De même la plaine de Vientiane, pour l'aménagement de laquelle la plus grande partie des moyens du Plan-Cadre 1969-1974 aura été mobilisée, sera nettement plus développée que le reste du pays.

Il faudra alors concentrer les moyens sur d'autres régions comme la plaine du sud, les Bolovens, ou les plateaux du nord du pays. L'économie, d'après le sens étymologique du terme, étant l'administration des choses rares, il importe de bien répartir les moyens disponibles pour obtenir une rentabilité maximum dans une perspective à moyen terme, sans pour autant négliger les objectifs à plus longue échéance.

LE PLAN-CADRE 1969-1974

Pour faciliter aussi bien l'élaboration que la compréhension de l'ensemble du Plan, celui-ci est présenté d'abord sous forme de tableau synoptique résumé. Les projets retenus dans le Plan-Cadre y sont présentés en détail, commission par commission. Un chapitre spécial traite de l'aménagement régional, à savoir celui de la plaine de Vientiane. Enfin un dernier chapitre mentionne les projets présentés par les diverses commissions mais différés en raison de la limitation des ressources budgétaires.

21

LE TABLEAU SYNOPTIQUE

211

LECTURE DU TABLEAU

Le tableau doit être lu dans le sens horizontal, chaque ligne correspond au projet dont le titre figure dans la colonne de gauche.

Dans le sens vertical, il faut distinguer deux parties principales, les "dépendances globales" et les "sources de financement". Les dépenses ont été ventilées, par projet, en "investissements", c'est-à-dire le montant des sommes nécessaires pour réaliser le projet, "études" techniques et économiques quand il y a lieu et "fonctionnement". Ce dernier poste comprend les dépenses en personnel et entretien nécessaires pendant la réalisation du projet. Etant donné l'état d'avancement de certains dossiers il n'a pas toujours été possible de ventiler en investissements, études et fonctionnement, les dépenses estimées qui figurent alors pour un seul montant dans la colonne "investissement".

Les sources de financement sont classées en cinq groupes

selon leur origine; en premier lieu le financement provenant des "aides, c'est-à-dire assuré par les missions d'aides étrangères bilatérales ou multilatérales. Vient ensuite la part prise en charge par le "Budget National". Certains projets sont aussi financés par des emprunts contractés auprès d'organismes étrangers, le montant correspondant figure dans la colonne "emprunt". En dehors de ces trois sources de financement, l'autofinancement permet la réalisation de certains projets, ceux d'électrification en particulier, à partir des ressources propres d'E.D.L. Les montants correspondants sont regroupés dans la colonne "autres". Enfin, pour bon nombre de projets, il n'a pas été possible encore de les classer dans une des quatre catégories précédentes, la mise au point des dossiers étant en cours ou les projets encore éloignés dans le temps, ils n'ont pas encore retenu l'attention des investisseurs. Les montants correspondants ont été portés dans une colonne "à rechercher". Une dernière colonne "total 5 ans" récapitule le total, par projet, des dépenses à effectuer.

212 Voir à la fin le TABLEAU SYNOPTIQUE.

213 INTERPRETATION DU TABLEAU SYNOPTIQUE.

Le tableau peut être examiné sous deux aspects différents selon que l'on considère les dépenses d'investissement, c'est l'interprétation économique, ou bien les sources de financement, c'est l'analyse financière.

213/1 Interprétation économique

Quatre grands secteurs ont été définis entre lesquels le volume des investissements a été réparti selon les instructions du gouvernement.

TABLEAU DE REPARTITION DES DEPENSES DU PLAN-CADRE " GRANDS PROJETS " EXCLUS		
Secteur Economique	Montant en millions de Kip	Pourcentage
- Production	4.674,3 20	43,5
- Infrastructures	2.322,400	21,6
- Social	2.538,156	23,5
- Etudes	1.227,000	11,4
Total	10.761,876	100,0

213/2 Analyse financière

La première donnée est la participation relativement réduite du Budget National au financement du Plan-Cadre (23,7%), qui traduit l'étroitesse des ressources budgétaires disponibles. Chaque année, le Budget National aura à dégager en moyenne 600 millions de Kip pour financer les dépenses d'investissement et de fonctionnement du Plan-Cadre. Sans être hors de proportion avec les moyens de l'Etat, le Budget National est de 16 milliards de Kip environ, la réalisation de cet objectif pose quelques problèmes dont la solution devra être proposée par le comité de financement du Plan.

La répartition en pourcentage entre les différentes sources de financement s'établit comme suit :

TABLEAU DE REPARTITION DES DEPENSES ENTRE LES SOURCES DE FINANCEMENT					
en %	Aides	Budget Nat.	Emprunt	Autres	A rechercher
Grands projets	49,06	1,70	11,70	2,00	35,54
Autres projets	38,95	23,70	12,84	-	24,51
Total	47,22	5,70	11,89	1,63	33,49

Les dépenses totales supportées par le Budget National, soit 3,371,680 kip en cinq ans, se répartissent à peu près également en investissement et fonctionnement. Il faut noter que la quasi totalité, 1.397,164 kip, des frais de fonctionnement du Plan sont à la charge du Budget National. Or c'est à l'investissement que sont liées l'initiative et la décision. Supporter les dépenses de fonctionnement entraînées par les investissements est une attitude purement passive. Pour conserver la capacité de décision, le Gouvernement doit donc consacrer une proportion élevée de ses ressources à l'investissement. Or, les dépenses de fonctionnement représentent déjà plus de 90 % du budget civil. Un tel déséquilibre n'est pas sans impliquer de graves conséquences.

PROJETS RETENUS DANS LE PLAN-CADRE 1969-1974

Les projets ont été regroupés par commission ; il s'agit des huit commissions verticales qui ont mis au point, chacune dans son secteur, la liste des projets classés par priorité à proposer pour le Plan-Cadre. Après une fiche d'introduction qui expose les orientations générales définies par la commission pour le domaine qui l'intéresse, les projets de la commission retenus dans le Plan-Cadre sont exposés en détail, une fiche spécifique étant établie pour chaque projet.

GROUPE GRANDS PROJETS

Fiche Générale d'Introduction

Commentaire Général.

Ce groupe ne représente pas une entité économique ou un secteur d'activité particulier. Il rassemble seulement des projets qui ont pour points communs :

- une importance financière telle qu'ils dépendent presque entièrement de financements extérieurs.
- une taille telle qu'ils n'ont aucune commune mesure avec les autres projets du Plan-Cadre.
- enfin certains d'entre eux nécessitent pour leur mise en oeuvre des moyens et une organisation qui sont encore à créer.

Vu la diversité de ces projets, il est impossible de donner des orientations générales valables pour chacun, aussi on se reportera aux fiches individuelles qui fournissent pour chaque projet les informations nécessaires.

Grand Projet N° I	Comité National Lao du Mékong.
BARRAGE A FINS MULTIPLES DE LA NAM NGUM.	

1°) Données Générales.

a) Impact.

- .Une possibilité de puissance électrique à installer de 135.000 KW pour l'alimentation en énergie électrique de la région de Vientiane et de la Thaïlande.
- .La possibilité d'irriguer progressivement 114.000 hectares de la basse vallée de la Nam Ngum et de la partie de la vallée du Mékong dite "Plaine de Vientiane" avec le développement correspondant de l'agriculture et de l'élevage.
- .Création d'un barrage de retenue de 350 kilomètres carrés permettant le développement de la pisciculture et du tourisme.
- .Régularisation de la basse vallée de la Nam Ngum réduisant la zone des inondations annuelles de près de 10.000 hectares, ainsi rendus à la culture.

b) Coût total : 20.020 Millions de Kip

2°) Données Techniques.

a) Description sommaire :

Etablissement d'un barrage poids à 4 kilomètres en amont du confluent de la Nam Lick.

Hauteur du barrage : 83m y compris fondations

: 52m au dessus des basses eaux
de la Nam Ngum

Longueur du barrage en crête : 468,00m.

Volume du barrage : 360.000m³ de béton

Importance de la retenue : 350 kilomètres carrés représentant une volume d'eau total de 8,5 Milliard de M³.

Hauteur maxima du plan d'eau au dessus du niveau de la mer : 212 mètres.

Hauteur minima prévue : 200 mètres

Réserve d'eau utilisable : 3,8 Milliard de M³

Puissance totale à installer : 135.000KW

Puissance installée initialement 30.000KW en deux groupes turbo-alternateurs de 15.000KW.

Ligne de transport de force, sous 115 kilovolts de tension, du site du barrage à Vientiane et à Oudorn en Thaïlande avec traversée du Mékong pour jonction au réseau HT de Thaïlande et stations de transformation à Vientiane - longueur totale de la ligne : km 143.

b) Durée et Calendrier.

Aménagement des accès au barrage réalisés en 1967-68.

Construction de la ligne de transport de force et de la station de transformation de Vientiane réalisés en 1968 pour permettre l'alimentation de Vientiane en courant fourni par la Thaïlande pendant la période de construction du barrage.

Travaux de génie civil et d'équipement commencés en 1968 et achèvement prévu fin 1971.

c) Priorité d'exécution. Projet en cours, à achever en première priorité.

3°) Source de Financement.

- a) Financement assuré par le "Fonds de la Nam Ngum" constitué par les donations des aides extérieures provenant des pays suivants: Australie, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays Bas, Thaïlande pour un montant de : 12.360 Millions de Kip.

Ce fonds est géré par la Banque Mondiale auprès de laquelle les sommes correspondantes sont déposées selon les appels de fonds effectuées par elle.

- b) Part de Financement à rechercher : 3.000 Millions de Kip.

Grand Projet N°II	Electricité du Laos
PRODUCTION D'ELECTRICITE	

1°) Données Générales.

a) But

Les prévisions portant sur la consommation d'énergie électrique dans la région de Vientiane, font apparaître la nécessité d'installations de production supplémentaires.

Dès 1971 avant la mise en service de la centrale du barrage de la Nam Ngum, compte tenu des possibilités de fourniture de courant par la Thaïlande, il sera nécessaire de disposer d'une unité de production (centrale thermique) d'une puissance de 15 à 20.000KW. En 1974, les moyens de production disponibles, y compris l'usine hydro-électrique du barrage de la Nam Ngum, ne suffiront plus pour assurer la demande. Il sera alors nécessaire d'installer un troisième groupe de turbo-alternateur, d'une puissance de 35.000KW à la Nam Ngum.

b) Coût total : 4.200 Millions de Kip

- Centrale thermique	=	1.000 Millions de Kip
- Troisième groupe	=	3.200 "
constructions	1.200 M. de Kip	
groupe	2.000 "	

2°) Données Techniques.

a) Description

La centrale thermique se justifie non seulement par l'augmentation de la consommation d'énergie électrique mais éga-

lement par la nécessité de disposer d'une installation de secours en cas d'interruption dans la production ou l'acheminement de l'énergie en provenance du barrage de la Nam Ngum.

L'installation d'un troisième groupe de turbo-alternateur comporte des dépenses de construction importantes car il faudra compléter l'usine hydroélectrique. En effet, le programme actuellement en cours sous l'égide du Comité du Mékong, prévoit la construction d'une partie seulement des bâtiments de l'usine complète, celles nécessaires à l'installation des deux premiers groupes.

b) Calendrier.

La construction de la centrale thermique devrait commencer en 1971 et l'installation du troisième groupe en 1974.

3°) Financement.

Le financement des deux opérations est à rechercher sous forme d'autofinancement et (ou) d'emprunts.

Grand Projet N°III	Electricité du Laos
ELECTRICITE DU LAOS PROGRAMME D'EQUIPEMENT	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Les équipements prévus par l'Electricité du Laos pendant la durée du Plan-Cadre visent à couvrir :

- les besoins en éclairage public et privé, ainsi que la force motrice pour les besoins ménagers dans les principales villes;
- les besoins en force motrice de l'artisanat et des entreprises industrielles existantes ou à créer.

Pour satisfaire ce double besoin, il est prévu de poursuivre l'aménagement des centres et des réseaux de distributions dans chaque ville importante du Royaume et de l'étendre progressivement aux régions sub-urbaines. Seule, la plaine de Vientiane sera systématiquement électrifiée en liaison avec l'équipement hydro-électrique de la Nam Ngum.

La formation du personnel techniquement qualifié nécessaire à la réalisation de ce programme est réalisée au centre de formation et de perfectionnement professionnel qui fonctionne au siège de l'Electricité du Laos à Vientiane avec le concours de l'assistance française. Les prévisions de distribution d'énergie électrique par l'Electricité du Laos sont résumées dans le tableau A. La production totale devant passer de 64.000 à 150.000 MWH pendant la durée du plan.

b) Coût total.

L'ensemble du programme d'équipement électrique est évalué à 5.685 Millions de Kip, la totalité en investissement.

2°) Données Techniques.

L'ensemble des projets du programme d'équipement électrique de l'Electricité du Laos est résumé dans le tableau B.

Sur les 150.250 MWH prévus en 1974, la production hydro-électrique représente 121.000 MWH soit 80% du total (Sélabam, Nam Dong, Nam Ngum) et la production thermique 29.250 MWH soit 20% du total.

3°) Sources de Financement.

Le programme d'équipement électrique est entièrement financé sur emprunts et par autofinancement.

La part des emprunts représente 4.146 Millions de Kip se décomposant comme suit :

- 1er prêt allemand	2.246 Millions de Kip
- 2è prêt allemand	1.000 "
- crédit français	900 "

La part autofinancée par l'E.D.L. représente 1.539,000 Millions de Kip.

TABLEAU DES PROJETS E.D.L.

EN MILLIONS DE KIP
(500 Kip = 1 US\$)

P R O J E T S ELECTRICITE DU LAOS	Investis- sement	SOURCES DE FI- NANCEMENT		Total en 5 ans
		Emprunt	Autofinan- cement	
- Extension du réseau H.T.	658,000		658,000	658,000
- Extension du réseau M.T.	1.000,000	1.000,000		1.000,000
- Extension distribu- tion de Paksé	298,000	298,000		298,000
- Electricité Savanna- khet	396,000	396,000		396,000
- Centre de formation E.D.L.	113,000		113,000	113,000
- Modernisation du ré- seau de distribution de Vientiane	60,000	60,000		60,000
- Extension du réseau basse tension Vtiane	287,000	287,000		287,000
- Extension du réseau M.T. de la région de Vientiane	1.112,000	987,000	125,000	1.112,000
- Production et distri- bution de courant électrique à Luang- Prabang.	733,000	733,000		733,000
- Extension de la pro- duction d'énergie électrique à Paksé	385,000	385,000		385,000
- Production et distri- bution de courant électrique à Kham- mouane	449,000		449,000	449,000
- Electrification d'agglomérations mo- yennes.	194,000		194,000	194,000
TOTAL. E.D.L.	5.685,000	4.146,000	1.539,000	5.685,000

PREVISIONS DE DISTRIBUTION D'ENERGIE
ELECTRIQUE PAR E.D.L.

	Vientiane et environs y compris les producteurs privés (estimation)		Ville de province		Total	
Année	Kw de pointe	Production M W H	Kw de pointe	Production M W H	Production M W H	Global
1967	9.200	36.800	1.360	4.488	41.288	
1968	10.200	41.616	2.000	6.760	48.376	17
1969	12.100	50.215	4.000	13.800	64.015	33
1970	14.000	58.800	6.105	21.467	80.167	25
1971	16.200	69.012	7.050	25.089	94.110	17,6
1972	18.600	80.910	8.100	29.565	110.475	17,5
1973	21.600	95.040	9.300	34.410	129.450	17
1974	25.000	110.250	10.400	39.000	150.250	16,6

Grand Projet N°IV	Service du Recasement (Prévoyance Sociale - Anciens Combattants).
RECASEMENT DES REFUGIES, MILITAIRES ET INVALIDES	

1°) Données Générales :

a) Impact.

- Réfugiés : depuis le début de la guerre, on chiffre à 600.000 réfugiés le nombre total des personnes déplacées par suite de la guerre et ce nombre s'accroît d'environ 5.000 tous les ans.
- Démobilisés : on estime à 30.000 le total des démobilisations de l'année 69-70. La fin de la guerre amènera une accélération des démobilisations.
- Invalides : leur nombre augmente sans arrêt - le Ministère des Anciens Combattants compte 1 invalide pour 4 démobilisés.
- Si deux Services s'occupent de ces recasements, la Direction du Recasement du Ministère de la Prévoyance Sociale pour les réfugiés et la Direction du Recasement du Ministère des Anciens Combattants, le problème est en fait unique.
- Il présente dans tous les cas un aspect social et un aspect économique - Le Recasement a pour tâche de créer :
 - de nouveaux villages avec les meilleures conditions de vie communautaire
 - des conditions favorables de travail à forte productivité en particulier l'aménagement de terrains et l'assistance technique en agriculture.

- b) Coût total des projets : 780,000 Millions de Kip
- Recasement des Réfugiés : 405,000 "
 - Investissement : 388,000 "
 - Fonctionnement : 17,000 "
 - Recasement des Anciens Combattants et Invalides
 - Investissement : 375,000 Millions de Kip

2°) Données Techniques.

a) Description.

Les recasés sont groupés pour vivre en villages planifiés de 50 familles dans des emplacements propices à la production agricole.

Le Gouvernement leur donne gratuitement de la terre à raison selon les cas, de 2 à 4 ha de terre cultivable par famille. Il leur fournit aussi des vivres, des articles de ménage, certains matériaux de construction et leur accorde des facilités de prêts.

L'assistance en nourriture dure aussi longtemps que le recasé n'arrive pas à se suffire par sa propre récolte.

L'assistance technique continue plus longtemps pour atteindre le but de développement économique et social.

Pour certains invalides, la réintégration se fait en milieu urbain. Ils reçoivent une formation professionnelle leur permettant d'exercer un métier.

b) Durée.

Ce projet, actuellement en cours, devra se prolonger aussi longtemps que la paix ne sera pas rétablie au Laos. La paix revenue, il sera nécessaire de réintégrer les militaires dans la vie économique.

3°) Sources de Financement.

- Réfugiés.

Au terme d'un accord conclu entre l'USAID et le Gouvernement Royal, le financement est pris en charge :

- d'une part, par l'USAID : 378,000 M. de Kip
- d'autre part par le Budget National : 27,000 "

- Anciens Combattants et Invalides.

Le projet est actuellement entièrement pris en charge par le Budget National 375,000 Millions de Kip.

Grand Projet N°V	Ministère des Travaux Publics.
AEROPORT INTERNATIONAL A VIENTIANE	

1°) Données Générales.

- a) L'aéroport de Vientiane, doté d'une piste de 2.000 mètres seulement ne permet que l'atterrissage d'avions moyens-courriers, et limite ainsi au seul trafic régional les mouvements de l'aéroport.

La création d'un ensemble permettant l'atterrissage de longs courriers internationaux, inciterait les compagnies aériennes à mettre au point des itinéraires de long courriers utilisant l'escale de Vientiane. Certaines lignes pourraient, de ce fait, se trouver raccourcies de façon importante d'une part, d'autre part Vientiane se trouvant directement reliée aux grands centres internationaux, les échanges s'en trouveraient grandement facilités et le transport de voyageurs intensifié tant pour buts touristiques que pour le développement d'opérations économiques.

Il importe en conséquence que l'aéroport de Vientiane soit doté d'une piste de 3.000 mètres de long et des aménagements annexes correspondants.

- b) Le prolongement de la piste actuelle de 2.000 à 3.000 mètres de long entraînerait des travaux estimés à 500 millions de Kip. Le réaménagement de l'aéroport n'est pas chiffré.
- c) La création d'un nouvel aéroport au Km 17 de la route de Paksane est estimée de l'ordre de 2 Milliards et demi de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

L'aéroport actuel de Wattay à proximité immédiate de la ville peut être aménagé avec une piste de 3.000 mètres de longueur pour laquelle les études techniques ont été faites et l'emprise sur le terrain réservé. Ces études sont à compléter pour les autres parties de l'aéroport; par ailleurs le niveau sonore au dessus de la ville et les problèmes posés par la proximité de la frontière sont à étudier de près.

L'aéroport deviendrait ainsi accessible aux appareils long-courriers à réaction.

Cette solution, de loin la moins onéreuse, présente cependant deux inconvénients principaux :

- 1.- la proximité de la ville nécessitant certaines mesures à prendre pour le bruit et une réglementation particulière des approches, obligeront à utiliser la piste dans un seul sens : approches et décollages par l'Ouest.
- 2.- la proximité immédiate de la frontière qui peut poser également des problèmes d'approche.

Pour ces raisons il a été envisagé d'étudier la création d'un autre aéroport situé à 17 Km. de la ville sur la route de Paksane. Les études techniques et économiques de ce projet sont à faire.

b) Durée et Calendrier.

L'allongement de la piste de Wattay et le réaménagement de l'aéroport nécessiteront 1 an de travaux. La création d'un nouvel aéroport 3 ans.

3°) Sources de Financement.

L'allongement de la piste de Wattay sera financée par l'aide japonaise pour 526,500 Millions de Kip.

La part du Budget National est de 1,5 Million de Kip.

Le financement du réaménagement de l'aéroport et des travaux annexes est à rechercher. Les dépenses qui s'y rapportent sont estimées à 500 Millions de Kip environ.

Grand Projet N°VI	Commission : Agro-Sylvo-Pastorale Service : Elevage
ABATTOIRS DE VIENTIANE - SAVANNAKHET ET PAKSE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet vise à introduire au Laos des abattoirs de type moderne et hygiénique, de capacité suffisante pour répondre à la consommation des centres urbains, avec à proximité de chacun d'eux des marchés d'animaux et des parcs de quarantaine, de manière à s'assurer de la régularité et de l'état sanitaire de l'approvisionnement.

D'autre part ce projet est en étroite dépendance avec le projet "Organisation du Marché de la Viande" de la Commission des équipements commerciaux, qui vise à approvisionner ces abattoirs à partir de la production nationale et non plus à partir de bêtes importées. Il est aussi en étroite connection avec l'usine de traitement des sous-produits d'abattage, fournissant les matières premières animales (cornes, peaux et sang) nécessaires à la fabrication d'aliments enrichis, prévue dans le programme de développement intégré de la Plaine de Vientiane (n°1).

- b) Le coût total du projet est de 1.100 Millions de Kip
 dont 1.000 en Investissement
 100 en Fonctionnement

2°) Données Techniques.

a) Abattoir de Vientiane:

Il s'agit de construire un abattoir moderne doté

d'installations frigorifiques dans le plus important centre de consommation : approvisionnement du marché de Vientiane et d'une partie du Nord Laos. D'après des renseignements provenant de la préfecture de Vientiane, le nombre de bêtes abattues en 1968 aurait été de :

- 10.730 buffles;
- 3.900 boeufs;
- 27.000 porcs;

Ces chiffres sont vraisemblablement sous-estimés.

Ils doivent augmenter assez rapidement et l'étude de cette réalisation doit permettre de déterminer la capacité de l'aménagement à prévoir.

b) Abattoirs de Paksé et de Savannakhet.

Le projet a pour but de tirer un meilleur parti des régions du Sud Laos où le cheptel est traditionnellement plus développé. Pour le moment les animaux passent en Thaïlande ce qui représente un manque à gagner important pour le Laos, d'autant plus que le marché de Vientiane est alimenté en grande majorité par des importations d'animaux provenant de Thaïlande. La réalisation d'abattoirs et d'installations frigorifiques permettrait d'approvisionner le marché de Vientiane à partir du cheptel national. Elle permettrait aussi de reprendre les exportations de viande sur les pays limitrophes, en particulier vers le Sud-Viêt-Nam, qui étaient traditionnelles. Le projet pourrait donc contribuer à l'amélioration de la balance commerciale en économisant des devises d'une part, et en créant de nouvelles rentrées d'autre part.

La répartition du cheptel entre les trois provinces du Sud permet de faire une première hypothèse sur la capacité des aménagements à prévoir en admettant en première

approximation, qu'en pays tropical le nombre total de têtes disponibles chaque année ne dépasse pas 10% du total du cheptel.

Cheptel	Sédone	Wapikham-thong	Savannakhet	Total	Capacité Annuelle
<u>Buffles</u>					
Nombre de têtes	16.800	34.195	86.651	138.650	13.800
Prix par tête	15 à 35.000	10 à 28.000	30 à 35.000		
sur pieds	280	240	275		
Par kg abattu					
<u>Boeufs</u>					
Nombre de têtes	8.500	42.541	67.970	119.020	11.900
Prix par tête	20 à 25.000	5 à 18.000	25 à 30.000		
Sur pieds	350	270	300		
Par kg abattu					
<u>Porcs</u>					
Nombre de têtes	10.000	36.991	137.684	184.675	18.400
Prix par tête	5 à 13.000	3 à 12.000	8 à 9.000		
Sur pieds	350	270	275		
Par kg abattu					

Il faut prévoir dans les aménagements, non seulement les installations d'abattage, mais encore des installations permettant d'envisager un transport frigorifique par Avion ou par route. Il faut signaler qu'à cet aménagement est lié l'effort que fait la Direction vétérinaire et de l'élevage pour assurer la sélection, la multiplication, et le bon état sanitaire du cheptel.

c) Calendrier.

L'étude des abattoirs est à prévoir pendant l'année 1969-70 ainsi que la recherche du financement de manière à ce que la réalisation puisse commencer en 1970-71.

d) Priorité d'exécution.

- 1 - Vientiane
- 2 - Paksé
- 3 - Savannakhet

3°) Sources de Financement.

Le financement des études de ces abattoirs comme de leur réalisation, demeurent à rechercher.

Grand Projet N° VII	Commissariat Général au Plan
CREATION D'UNE CIMENTERIE	

1°) Données Générales.

a) Le ciment consommé actuellement au Laos est importé et grevé de frais de transport élevés.

La consommation de ciment, estimée actuellement autour de 30.000 tonnes par an, est destinée à s'accroître de façon rapide avec la mise en service du barrage hydro-électrique de la Nam Ngum prévu pour fin 1971, l'aménagement de la Plaine de Vientiane amenant un développement économique important, ainsi que la réalisation des autres travaux prévus au plan.

Les importations actuelles pèsent lourdement sur la balance des paiements, elles représentent une somme de 400 Millions de Kip en devises par an.

Le projet prévoit en conséquence la construction d'une cimenterie d'une capacité normale de production de 50.000 tonnes par an.

La production normale de l'usine, 50.000 tonnes produites annuellement, représenterait une valeur à l'importation de 750 Millions de Kip en devises. Par contre le fonctionnement de l'usine nécessitera l'importation de produits divers tels que combustibles et carburants liquides, produits de graissage et d'entretien, sacherie pouvant représenter une valeur de 250 Millions de Kip en devises.

Le projet assurera, une économie de 500 Millions de

Kip en devises par an, contribuant ainsi à l'amélioration de la balance commerciale du pays, et justifiant les dépenses en devises nécessaires pour l'acquisition du matériel de fabrication.

- b) Coût total estimé à 2.000,000 Millions de Kip en première approximation.

2°) Données Techniques.

- a) Les matières premières nécessaires à la fabrication du ciment existent en de nombreuses régions du Royaume. Il importe cependant que l'usine soit implantée dans un endroit d'où elle puisse assurer l'alimentation la plus économique de la totalité du territoire Lao et en particulier la région de Vientiane dont la consommation prévue doit absorber 80% de la production de l'usine. Des études géologiques et techniques complètes, ont été terminées fin 1968 pour une usine installée dans la région du barrage de la Nam Ngum, le calcaire provenant d'un gisement reconnu valable, d'un point de vue qualitatif et quantitatif, situé à Ban Na Leuang.

b) Calendrier.

Les études étant terminées, le démarrage de l'opération ne dépend plus que de la mise en place du financement.

3°) Financement.

Le financement sera assuré en grande partie par un emprunt.

Le Budget National contribuera à l'opération.

Grand Projet N°VIII	Ministère de la Santé Publique
CENTRE DE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (HOPITAL MAHOSOT)	

1°) Données Générales.

La mortalité infantile est la cause principale du taux de croissance relativement faible de la population lao, estimé à 24%. Une action d'envergure est indispensable à l'échelle nationale pour dispenser des soins à la mère et à l'enfant. Celle-ci devra comporter plusieurs aspects pour lutter contre les principales endémies, le paludisme et la tuberculose et contre la parasitose intestinale.

2°) Données Techniques.

a) Un centre principal de PMI sera construit en premier lieu à l'hôpital Mahosot de Vientiane. Par la suite, divers centres provinciaux pourront être créés en province et dans d'autres villes. Ce centre de Vientiane servira également à la formation du personnel.

b) Calendrier.

La construction du centre de Vientiane commencera au quatrième trimestre de 1969, elle durera 2 ans.

3°) Financement.

.La construction et l'équipement, de même que la fourniture de certains matériels et médicaments est financée par l'USAID pour un montant de 500 Millions de Kip dans une première partie.

.Le Budget National devra par la suite supporter les frais de fonctionnement des centres.

Ces frais, pour celui de Vientiane, seront de 30 Millions de Kip en 1971.

L'ensemble de cette opération de construction et de réaménagement à l'hôpital Mahosot est estimée à 2 Milliards de Kip, et financée par l'aide américaine.

Grand Projet N°IX	Comité National Lao du Mékong
ETUDES DU BARRAGE A FINS MULTIPLES DE PAMONG SUR LE MEKONG	

1°) Données Générales.

- a) Le but du projet est de parachever les études en cours tant économiques que techniques pour la réalisation du barrage à fins multiples de Pamong sur le Mékong, d'en définir toutes des données techniques, les coûts et les moyens de financement.
- b) Coût total des études estimé à 400 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

- a) Le projet comporte l'étude de la construction d'un barrage sur le Mékong à Pamong, à 45Km en amont de Vientiane. L'un des objectifs importants du barrage sera la production d'énergie électrique, dont paraît principalement devoir profiter la Thaïlande, la majeure partie des besoins du Laos en la matière devant être à ce moment couverts par le barrage de la Nam Ngum. D'importants territoires agricoles en Thaïlande pourront être irrigués ainsi que certaines régions de culture en amont de Vientiane. Par ailleurs l'influence du barrage sera d'une extrême importance pour la régulation du débit aval du Mékong, dont les crues seront fortement écrêtées, évitant ainsi les inondations trop souvent catastrophiques dans tout le cours moyen du fleuve. En saison sèche par contre, l'augmentation du débit qui pourra être importante, améliorera considérablement les possibilités de navigation en aval d'une part, et, par la création du lac supérieur, en amont d'autre part.

Ce projet est international, principalement Lao-Thailandais, mais intéresse les 4 pays du Comité du Mékong par la régulation importante du débit du fleuve, qui se fera sentir jusqu'au delta. Son exploitation ultérieure nécessitera la création d'un organisme international, à étudier en tenant compte de la répartition égale entre la Thaïlande et le Laos de la propriété des eaux alimentant le barrage.

b) Calendrier.

Les études seront terminées pendant l'année fiscale 1969-1970.

3°) Sources de Financement.

Les études sont prises en charge par l'aide américaine.

Grand Projet N°X	Ministère des Postes & Télécommunications
RESEAU DE TELECOMMUNICATIONS NORD-SUD	

1°) Données Générales.

- a) Les télécommunications entre les différentes villes du Royaume sont actuellement notoirement insuffisantes, voire inexistantes.

L'installation de moyens normaux de télécommunications (télégraphes et téléphones) entre les différentes villes tant du Nord-Laos que du Centre et Sud-Laos avec Vientiane et entre elles, est un élément prépondérant et indispensable du développement économique.

- b) Le coût de l'ensemble paraît devoir s'établir en première approximation à :

100 Millions de Kip pour les études
2.000 Millions pour les réalisations.

2°) Données techniques.

- | | |
|--|--|
| a) <u>Description.</u> | } Ne pourront être définis qu'après
réalisation des études. |
| b) <u>Durée et calendrier.</u> | |
| c) <u>Priorité d'exécution.</u> Projet de grande importance à mettre en oeuvre en première priorité. | |

3°) Sources de Financement.

Les études sont prises en charge par les Etats-Unis d'Amérique, le financement des réalisations est à rechercher.

Grand Projet N°XI	Société Centrale des Eaux du Laos
ADDUCTION D'EAU A VIENTIANE, SAVANNAKHET & PAKSE	

1°) Données Générales.

Les villes du Sud-Laos ne sont pas équipées d'installation de traitement et de réseaux de distribution de l'eau. Les effectifs de la population Savannakhet et Paksé, respectivement 30.000 et 20.000 habitants dans les limites préfectorales, justifient la création de telles installations.

Par ailleurs, l'accroissement de la ville de Vientiane, justifie l'installation d'une usine de traitement et de distribution à Chinaimo.

2°) Données Techniques.

Les études techniques préliminaires ont été achevées en 1968. Elles ont montré la rentabilité de ces projets dans la mesure en particulier où le prix de l'eau actuellement pratiqué sera maintenu.

Calendrier.

1970 à 1972 : Savannakhet et Chinaimo

1972 à 1974 : Paksé.

3°) Financement.

Ces projets seront financés en grande partie par des emprunts de la Société Centrale des Eaux du Laos qui prendra à sa charge une partie des frais selon sa capacité d'autofinancement.

Le coût de l'ensemble des opérations prévues par la Société Centrale des Eaux du Laos s'élève à 2 Milliards de Kip.

Grand Projet N°XII	Comité National Lao du Mékong
PONT SUR LE MEKONG	

1°) Données Générales.

- a) La liaison actuelle entre Vientiane et Bangkok, principal port de mer pour le Laos, est assurée par liaison routière de Vientiane au Mékong (30km), traversée du fleuve par bacs automoteurs pour marchandises et véhicules, et chaloupes diverses pour les passagers, puis par route ou rail de la frontière thaïlandaise à Bangkok.

Dans le but de diversifier les liaisons avec l'extérieur, cet ouvrage doit permettre, non seulement d'ouvrir davantage le marché lao aux produits Thaïlandais, mais aussi de faciliter le transit, à travers la Thaïlande vers Vientiane, des produits en provenance ou à destination des autres pays. La construction d'un pont rail-route semble à cet effet, préférable au pont route seulement car il évitera les ruptures de charge avant l'arrivée à destination. Un abaissement sensible des frais de transit à travers la Thaïlande devrait être l'avantage principal retiré par le Laos à la suite de cette réalisation. Comme pour le projet précédent, l'équilibre des échanges ne pourra intervenir qu'à long terme dans l'hypothèse où la pression de la production à l'intérieur du Pays parviendrait à contrebalancer celles qui lui sont extérieures. Pour cette raison, il importe de développer et d'améliorer le réseau intérieur de communications avant d'ouvrir largement le pays vers l'extérieur.

Cette réalisation devra être obligatoirement complétée par :

- 1 - la construction d'une voie ferrée de la frontière thaïlandaise à Vientiane.
- 2 - la mise au point d'accords correspondants pour les trafics routiers et ferroviaires entre les deux pays.
- 3 - la suppression des monopoles de l'union des transporteurs lao au Laos et de l'ETO en Thaïlande pour les opérations de transit, afin de ramener le coût du transport en transit à de plus justes proportions.

b) Le coût de ce projet international entre le Laos et la Thaïlande, est estimé à 7.500,000 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Le pont doit être construit à Nongkhay-Thanaleng, et comporter une voie ferrée à une voie et une voie routière à deux voies.

L'étude des conséquences économiques a été faite.

Les études techniques sont en cours.

b) Durée à prévoir pour études et construction 3 ans.

c) Priorité d'exécution : selon possibilités de financement.

3°) Sources de Financement.

a) Comité du Mékong, soit sur aides extérieures, soit sur emprunts en totalité ou partie, éventuellement gagés sur les revenus des péages.

b) La totalité du financement est à rechercher.

Grand Projet P.M.	Commission Equipements Sociaux Ministère de l'Information
I N F O R M A T I O N	

(Pour mémoire)

L'état actuel des études ne permet pas, dans l'immédiat, d'apporter des précisions, tant techniques que financières, sur ce grand projet.

Aussitôt que l'avancement du dossier l'autorisera, une fiche technique viendra se substituer à la présente fiche qui n'est là que pour mémoire.

COMMISSION AGRO-SYLVO-PASTORALE

Fiche générale d'introduction

I.- GRANDES ORIENTATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL

1) Orientations générales de la Commission.

L'Economie Rurale faisant vivre aujourd'hui près de 80% de la population active du pays, c'est au secteur Agro-Sylvo-Pastoral que le plan a donné la première priorité parmi les divers secteurs de la production.

- Trois idées directrices ont guidé le travail des planificateurs :

- Augmentation de la production nationale de manière à satisfaire les besoins du pays en produits agricoles et ainsi éliminer les importations alimentaires, libérant des devises pouvant être utilisées pour le développement de l'équipement rural : la priorité étant donnée au riz, à l'élevage porcin et des volailles, à la production forestière et à la pisciculture.
- Coordination des quatre services de l'Agro-Sylvo-Pastoral (Agriculture, Elevage, Eaux et Forêts, Affaires Rurales) pour mettre en oeuvre des projets d'intérêt commun : zones nationales de développement, aménagement de la plaine de Vientiane, enseignement, recherche, crédit
- Développement des infrastructures agricoles : irrigation, production de vaccins, abattoirs, reboisement
- Une quatrième orientation, d'importance primordiale, le crédit pour le développement du milieu rural, est conditionnée par la création d'un Fonds Spécial à la Banque de Développement. Si la Banque Asiatique fournissait un tel

fonds, il est évident alors que ces projets feraient partie intégrante du Plan-Cadre puisqu'ils ne présentent aucune charge pour le Budget National. Le crédit est d'ailleurs le seul moyen d'inciter efficacement l'initiative privée dans le milieu rural.

2) Orientations particulières par service.

- L'Agriculture.

- L'action de la Direction de l'Agriculture vise essentiellement l'augmentation de la production rizicole. Son effort porte sur deux points complémentaires.
- Développer la culture de saisons de pluies qui normalement doit assurer la subsistance des fermiers et devra dégager des quantités commercialisables en plus grande quantité. Ceci implique un contrôle de l'eau : apport d'eau supplémentaire en complément de l'eau de pluie, drainage pour évacuer les eaux de pluies excédentaires.
- Créer une seconde culture de saison sèche, grâce à l'irrigation, destinée principalement à la vente de manière à assurer la satisfaction des besoins nationaux. Ces efforts s'appuient sur un programme de multiplication des semences sous forme de contrats avec les fermiers, de manière à supplanter les variétés locales par des variétés sélectionnées, et sur un programme d'aménagement hydraulique, de contrôle de l'eau dans la rizière en saison des pluies et d'irrigation en saison sèche.
- Il ne s'agit pas là pourtant d'une orientation vers la monoculture du riz, car la seconde culture, dans la mesure où elle aura permis de satisfaire les besoins nationaux, pourra être diversifiée tant du côté de la production légumière (modernisation des jardins de rizière et de berge) que du côté de la

production fourragère (maïs, plantes fourragères) en développant l'association agriculture-élevage. Ces productions devraient assurer des ressources monétaires accrues aux fermiers.

- L'Elevage.

Les efforts portent ici sur le Développement de l'élevage du petit bétail : porcs et volailles car ce sont aujourd'hui les viandes les plus consommées dans le cadre traditionnel, l'élevage qui a la plus rapide rentabilité et qui s'introduit le plus facilement dans une économie de subsistance familiale. Les efforts portent en second lieu sur la production de vaccins et la protection du cheptel, gros et petit bétail, de manière à lutter efficacement contre l'abondance et la violence des épidémies qui représentent un gaspillage énorme du potentiel économique.

- Les Eaux et Forêts.

Les efforts portent ici sur l'évaluation, la protection et la reconstitution du capital forestier, richesse traditionnelle du Laos qui demande à être ménagée. Il faut en particulier protéger la forêt contre les destructions, qu'elles soient dues à la culture de ray ou à l'abattage anarchique et incontrôlé des arbres. En limitant les gaspillages, on augmentera la valeur et la rentabilité économique de ce secteur. Les efforts portent en second lieu sur le développement d'une autre ressource alimentaire traditionnelle, le poisson, principale source de protéines animales pour le Laos. Le développement de la pisciculture est un moyen de rétablir l'équilibre qualitatif du régime alimentaire dans le pays.

- Affaires Rurales.

Les efforts portent ici sur la mise au point par le Commissariat des méthodes d'animation et de développement

des communautés rurales. Aussi doit-il acquérir sa propre expérience sur le terrain grâce à l'aide d'un personnel qualifié. Son rôle d'animation est concentré sur la plaine de Vientiane. Son rôle de développement est concentré sur la création de zones de développement où collaborent tous les services nationaux.

II.- LES REFORMES STRUCTURELLES POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL.

- 1) Il est d'abord indispensable d'instituer une coordination de l'action de tous les services faisant un effort soutenu dans une région prioritaire déterminée : zone de développement, plaine de Vientiane. Ainsi le Plan-Cadre prévoit la création d'une commission pour l'aménagement de la plaine de Vientiane. Elle devra coordonner l'action des divers services :
 - des Travaux Publics qui doivent ouvrir les routes d'accès.
 - de l'Education Nationale qui doit prévoir une intensification qualitative ou quantitative du programme existant actuellement dans la zone.
 - de la Santé Publique qui doit ouvrir des unités de santé rurale dans la zone.
 - des Postes et Télécommunications qui doivent ouvrir dans la zone des bureaux de poste ruraux pour faciliter les liaisons et les paiements.
 - de la Banque de Développement, qui doit trouver dans les cadres existants un correspondant pouvant être l'intermédiaire entre la Banque et les paysans pour des opérations de crédit.

Elle devra aussi coordonner l'action des diverses missions d'études préparant le développement intégré de la plaine de Vientiane.

2) Il faut ensuite prendre les mesures institutionnelles et législatives qui s'imposent.

- Mise en application de l'Ordonnance Loi sur les communes rurales modernisées dans les zones retenues.
- Mise au point d'une loi sur la propriété
 - des terrains
 - des rivières navigables ou non.
- Mise au point de lois sur :
 - les servitudes pour le droit de passage
 - la responsabilité des propriétaires de cheptel.
- Mise en place d'une organisation de paiement dans la zone.

3) Il faut enfin une coordination d'ordre économique avec les autres secteurs de la vie nationale.

- Artisanat et Industrie.

Une attention toute particulière doit être apportée par cette commission à la transformation des produits de l'économie rurale, tant agricoles qu'animaux ou forestiers. Il est en particulier nécessaire d'encourager l'initiative privée pour les activités incluses dans le programme intégré :

- Production d'aliments enrichis pour l'alimentation du bétail.
 - Traitement des sous-produits animaux
 - Huilerie et savonnerie
 - Filature
 - Tannerie
 - Etc....

- Commerce.

L'étude du marché des produits agricoles et l'améliora-

tion de son fonctionnement est une des conditions essentielles pour l'augmentation de la production. Le paysan lao ne cherchera à avoir des excédents commercialisables que s'il estime son travail supplémentaire suffisamment rémunérateur, et donc si les prix à la production sont suffisants. Aussi les trois projets en la matière :

- : étude de la commercialisation de riz dans son ensemble
- : étude du marché de la viande
- : étude du marché des engrais azotés,

de la commission des équipements commerciaux ont pour le développement du secteur Agro-Sylvo-Pastoral une très grande importance.

- Il est enfin demandé à l'Education Nationale ainsi qu'à toutes les écoles spécialisées, d'orienter et de préparer leurs élèves à l'exercice de leur profession dans le milieu rural sur le terrain.

Telles sont les conditions indispensables pour aboutir à un développement harmonieux, dans l'économie lao, du secteur Agro-Sylvo-Pastoral.

III. CONSEQUENCES DES CHOIX DU PLAN-CADRE SUR LA PRODUCTION RIZICOLE.

- D'après des estimations faites au sujet de la production actuelle :

Consommation	-	Importation	=	Production
600.000 t.	-	105.000t.	=	495.000t.
(paddy)		(équivalent paddy)		

Pour remplir l'objectif visé au terme du Plan-Cadre, l'élimination des importations en riz, il faudrait donc une augmentation de la production de 100.000 tonnes.

- Or d'après les projets retenus dans le Plan-Cadre, l'augmentation de la production est estimée de la manière sui-

vante :

- Projet N°10 - Cultures irriguées de la Nam Tane
(Sayaboury)
 - 3.500ha - Culture de saison des pluies
modernisée à 2,5t à l'ha soit 8.750 t
 - 2.200ha - Culture de saison sèche sup-
plémentaire à 3t à l'ha soit .. 6.600 t
soit un total de 15.350 t

- Projet N°11 - Cultures irriguées de la Nam
Tiene (Sayaboury)
 - 2.500ha - Culture de saison des pluies
modernisée à 2,5t à l'ha soit 6.250 t
 - 900ha - Culture de saison sèche supplé-
mentaire à 3t à l'ha soit, si
la proportion est la même 2.700 t
soit un total de 8.950 t

Soit pour les deux projets un total de 24.300 t

- Projet N°12 - Petite hydraulique agricole :
Aucune indication de surface
aménagée n'a été fournie, mais
supposons à 5.000ha le total
des réalisations pour Plan-Cadre
soit 3t/ha 3 X 5.000 = 15.000 t

- Le total des projets 10, 11, 12
serait de : 39.300 t

- On peut alors estimer que la différence représente l'ac-
croissement de la production des unités productrices non-
évaluées :

Production	}	-	{	Production	}	-	{	Production des ZDA
supplémentaire								
100.000t				39.300t				60.700t

Si l'on conserve le rendement moyen de 2,5t à l'ha en culture modernisée, ce serait 24.280ha qu'il faudrait encore améliorer à l'échelle du Plan-Cadre soit 4.856ha par an.

Map of the Vientiane Region, Laos

Geographical Features:

- Rivers:** Nam Ngum, Mekong, Luang Prabang, Panong.
- Towns and Villages:** Vientiane, Wattay, Ban Amone, Ban Nong Khay, Ban Nong, Sayfong, Ban Pakanhong, Ban Keun, Napheng, Tha Ngone, Dong Dok, Tha Deua, Tha Naleng, Hat Dok Keo, Ban Na Leuang, Ban Pakanhong, Ban Keun, Napheng, Tha Ngone, Dong Dok, Wattay, Ban Amone, Ban Nong Khay, Ban Nong, Sayfong, Ban Pakanhong, Ban Keun, Napheng, Tha Ngone, Dong Dok, Wattay, Ban Amone, Ban Nong Khay, Ban Nong, Sayfong.
- Infrastructure:** Barrage de la Nam Ngum, various roads (solid, dashed, dotted).

Scale: 1/200.000
 1 5 10 20 Km.

LEGENDE

- ROUTE (solid line)
- ROUTE EN CONSTRUCTION (dashed line)
- COURS D'EAU (wavy line)
- PLUS DE 300m D'ALTITUDE (hatched area)

PREFECTURE (indicated by a shaded area)

ANCIEN TRACÉ DE ROUTE (dotted line)

ANCIEN TRACÉ DE ROUTE -.-.-

PLUS DE 300m D'ALTITUDE

PLANS OF THE VESSEL



Projet N°1	Commission Agro-Sylvo-Pastorale
DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA PLAINE DE VIENTIANE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet a pour but, le développement intégré de l'agriculture et de l'élevage à partir de la transformation de certaines de leur production pour lesquelles il existe un marché intérieur et même des possibilités réelles d'exportations. Le projet s'ordonne autour de trois aménagements principaux.

- L'usine d'aliments enrichis pour l'alimentation du bétail. Elle conditionne le développement du cheptel lao et nécessite la production de cultures sèches pour son approvisionnement.
- L'huilerie qui s'approvisionne en matières premières à partir de cultures sèches oléagineuses et qui doit fournir le marché intérieur.

Ces deux petits équipements industriels produisent des biens nécessaires à la consommation qui sont aujourd'hui importés en totalité.

- Un parc d'engins mécaniques devant permettre la préparation des terrains destinés aux cultures sèches.

- b) Le coût total est estimé à 1,530,000 Millions de Kip. Ce projet fera l'objet d'un rapport détaillé mentionnant les investissements et les frais de fonctionnement pour chacun des aménagements prévus.

2°) Données Techniques.

- La fabrique d'aliments enrichis.

- en amont :
- Développement des productions végétales en culture sèche : maïs, arachide, soja, sorgho, manioc, pomme de terre.
 - Utilisation des sous-produits d'abattage : farine de sang, de viande, d'os et de corne, qui sont aujourd'hui perdus.
 - Utilisation des tourteaux provenant de l'huilerie.

A ce premier niveau peuvent être rattachés :

- Une usine de traitement des féculants
 - Un abattoir moderne
 - Une tannerie pour valoriser les autres sous-produits d'abattage.
- en aval
- Amélioration génétique et station de multiplication pour le cheptel.
 - Développement de l'élevage du petit bétail : porcs et volailles à partir des aliments concentrés et des aliments enrichis produits.

- L'huilerie.

- en amont
- Développement de productions végétales oléagineuses en culture sèche : arachide, soja, graines de coton.
 - A ce premier niveau peuvent être rattachés, l'égrenage et la filature du coton dont les graines sont le sous-produit.
- en aval
- Production d'huiles raffinées et de graisses hydrogénées pour le marché intérieur,
 - Fabrique de sauce de soja,
 - Savonnerie.

- Le parc des engins mécaniques.

- Doit permettre de préparer les terrains pour le développement des cultures sèches nécessaires à l'approvisionnement de l'usine des aliments enrichis et de l'huilerie.
- Doit permettre l'intensification des cultures irriguées ou sèches entreprises par les villageois, en augmentant leur capacité de travail au moment des temps forts et donc leur production.
- Il faut noter que ce programme intégré pour le développement de la plaine de Vientiane, par le nombre d'emplois qu'il crée, tant au niveau des productions animales ou végétales qu'à celui des divers stades de leur transformation, devrait permettre de réintégrer un certain nombre de démobilisés dans le circuit économique.

- Calendrier.

- Priorité 1 - Fabrique d'aliments enrichis pour le bétail
 - Amélioration génétique et station de multiplication pour le cheptel.
 - Développement des cultures d'arachide, maïs et pommes de terre.
- Priorité 2 - Huilerie
 - Développement des cultures du soja et du manioc
 - Usine de féculants
 - Savonnerie
 - Tannerie
 - Egrenage et filature du coton.

3°) Sources de Financement.

Le financement doit être envisagé séparément pour chacun des aménagements prévus, qui ne représente d'ailleurs individuellement que de petits investissements. Le parc des engins mécaniques fait exception, une partie est promise, 250 Millions,

l'autre est à rechercher, 1 280 Millions de Kip.

La première tranche annuelle représente 395,000 Millions de kip dont 117,750 sont à prévoir au budget national et 278,000 doivent être pris en charge par les aides (250,000 pouvant être considérés comme promis).

Projet N°2	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
BARRAGE D'IRRIGATION DE LA NAM TANE (SAYABOURY)	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Création d'un grand périmètre d'irrigation permettant la double culture pour l'installation des réfugiés.

Mise en culture de 3.500ha en saison des pluies et de 2.200ha en saison sèche.

Si on estime à 2,5t à l'ha le rendement moyen en saison des pluies et à 3t à l'ha en saison sèche, la production totale annuelle du projet devrait être de 15.350t de paddy.

b) Coût total 349,650 Millions de Kip.

dont investissement 309,650 M. de Kip
fonctionnement non évalué.

2°) Données Techniques.

D'après les dernières informations il semble que le chiffre de 500 M. de Kip soit plus proche de la réalité.

a) Description.

Barrage en béton

b) Calendrier.

Début en Décembre 1967

Durée de réalisation prévue : 4 ans.

3°) Sources de Financement.

a) Le projet est entièrement financé par l'aide américaine :
le financement est donc considéré comme acquis.

- b) On estime que pendant l'année 1967-68 l'investissement réalisé a été de 87,412 Millions de Kip et qu'il sera pour l'année 1968-69 de 122,412 Millions de Kip.
- c) L'investissement pendant la durée du Plan-Cadre est donc de 227,238 Millions de Kip.

Projet N°3	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
FERME EXPERIMENTALE DE NAM TANE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

La ferme expérimentale doit être installée dans le périmètre irrigué du barrage sur la Nam Tane. Elle doit permettre d'étudier la diversification des cultures dans le périmètre et de vulgariser les pratiques culturales s'y rapportant.

b) Coût total.

Le coût total du projet est de 11,000 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

La ferme possède une surface d'expérimentation et de vulgarisation de 60ha permettant le développement de cultures nouvelles dans le périmètre irrigué.

b) Calendrier.

Ce projet doit être réalisé dans la 1ère année du plan puisque l'aménagement hydraulique touche à sa fin, de manière à pouvoir en tirer le meilleur profit.

3°) Sources de Financement.

Ce projet est entièrement pris en charge par l'aide américaine.

Projet N°4	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
BARRAGE D'IRRIGATION DE LA NAM TIENE (SAYABOURY)	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Création d'un seconde grand périmètre d'irrigation permettant la double culture pour l'installation des réfugiés. Mise en culture de 2.500ha en saison des pluies et de 900 ha en saison sèche si la proportion est la même que pour la Nam Tane.

- b) Coût total : 210,000 Millions de Kip
dont Investissement 210,000
Fonctionnement non évalué

L'estimation officielle du coût n'est pas encore disponible, mais d'après les dernières informations il semble que le chiffre de 300M. de Kip soit plus proche de la réalité.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Barrage en terre

b) Calendrier.

Réalisé après l'achèvement de la Nam Tane

Durée de réalisation prévue : 3 ans.

donc pendant les trois dernières années du plan.

3°) Sources de Financement.

Le projet est pris en charge par l'aide américaine, le financement est promis et est conditionné par les conclusions de l'étude en cours.

Projet N°5	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
PETITE HYDRAULIQUE AGRICOLE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit de petits projets hydrauliques visant principalement à contrôler l'eau en saison des pluies et permettant quelquefois une seconde culture si l'on dispose d'une rivière à débit suffisant en saison sèche. La main d'œuvre non spécialisée est villageoise.

b) Coût total : 291,930 Millions de Kip

dont Investissement : 257,820

Fonctionnement : 34,110 dont une partie est prise en charge par l'aide américaine

2°) Données Techniques.

a) Description.

Petits barrages en ciment avec prise d'eau et canal d'alimentation en eau de la riziére.

b) Calendrier.

Chaque année, dans le cadre du programme d'exécution, sera définie la liste des petits projets retenus.

3°) Sources de Financement.

- Le financement provient pour une part du Budget National, 20,935 Millions de Kip, qui prend en charge une partie des équipes mobiles pour l'irrigation.
- Le financement provient pour une seconde partie de l'aide Américaine qui paie le reste du personnel des équipes et

qui prend en charge les dépenses en matériel. Le financement est considéré comme promis.

Projet N°6	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
ETUDES GENERALES DE LA PLAINE DE VIENTIANE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit d'études à réaliser pour lesquelles diverses aides ont été contactées (Israël, Japon, Banque Asiatique) et qui ont pour but le développement intégré de la plaine de Vientiane, en liaison avec l'aménagement de la Nam Ngum. Une fois terminée, elles permettront de réaliser une planification générale de la plaine de Vientiane.

b) Coût total estimé provisoirement à 400 Millions de Kip en attendant le résultat des études préliminaires.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Ces études comportent trois phases : étude topographique, études agro-pédologiques et études socio-économiques.

Elles se décomposent en trois tranches régionales.

- les 5.000ha de la boucle du Mékong.
- les 76.000ha situées à l'Est de la boucle, principalement entre le Mékong et la Nam Ngum.
- les 2.000ha de la plaine de Phone Hong entre la Nam Ngum et la Nam Lick.

b) Calendrier.

Il s'agit là de trois tranches régionales pour l'étude de la planification générale qui devraient être achevées à la mise en eau du barrage prévue pour 1972. Les phases de

réalisation devront être ensuite entreprises grâce aux aides bilatérales ou multilatérales.

3°) Sources de Financement.

A l'heure actuelle, la Banque Asiatique pour 32.000ha et le Japon pour 2.000ha ont été contactés; une mission préliminaire de la Banque Asiatique est venue à Vientiane en Juillet 1969.

Projet N°7	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
LABORATOIRE POUR L'ETUDE DES SOLS ET DE PROTECTION DES VEGETAUX	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce laboratoire doit permettre de mieux utiliser le potentiel économique du milieu naturel, d'abord en développant les études pédologiques qui sont inexistantes pour le moment au Laos, puis en multipliant la recherche et la lutte contre les parasites et maladies des végétaux.

- b) Le coût total du projet est de 51,655 Millions de Kip
- | | | |
|-------------------|--------|---|
| dont en étude | 22,800 | " |
| en fonctionnement | 28,855 | " |

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet se décompose en deux laboratoires: protection des végétaux et étude des sols situés à la direction de l'agriculture.

b) Calendrier.

L'investissement est prévu sur deux ans à partir de l'année de référence 1968-69.

3°) Sources de Financement.

- Il s'agit d'un projet d'aide multi-latérale :
le bâtiment et le matériel du laboratoire de protection des végétaux est pris en charge par l'aide britannique, soit 39,600 Millions de Kip.
- Le matériel du laboratoire d'étude des sols sur aide améri-

caine, 6,000 Millions de Kip.

- Le Budget National prend en charge les frais de fonctionnement qui passeront de 1,839 Millions de Kip la 1ère année à 6,703 la 5ème année.

Le financement de ce projet peut donc être considéré comme acquis.

Projet N°8	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Services : Dir. de l'Agriculture, de l'Elevage des Eaux et Forêts
ECOLE ROYALE D'AGRICULTURE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Cette école forme les cadres techniques du milieu rural qui doivent assurer la meilleure utilisation des installations réalisées dans le cadre des aménagements régionaux en cours, en particulier pour la plaine de Vientiane. A leur spécialisation technique, ils doivent joindre des connaissances socio-économiques et être initiés aux techniques d'animation de manière à pouvoir assurer le développement des zones aménagées où ils seront affectés.

- b) Le coût de l'investissement est de 243,362 Millions de Kip dont plus de 30 Millions auront déjà été utilisés avant le premier Juillet 1969.

2°) Données Techniques.

a) Description.

L'école forme les techniciens de l'agriculture, de l'élevage et des Eaux et Forêts. Les bâtiments d'enseignement sont installés à proximité immédiate de Vientiane, de manière à pouvoir profiter d'un corps professoral plus diversifié, en rapport avec les objectifs assignés à cette école. La formation pratique des élèves est assurée par un centre d'application situé à Tha Ngone où les élèves sont confrontés avec les problèmes de production et d'animation qu'ils auront à résoudre par la suite. Plus tard, d'autres centres d'application dans d'autres régions pourront être installés.

b) Calendrier.

L'école sera construite pendant la saison sèche 1969-1970 et pourra recevoir les premiers élèves à la rentrée 1970.

3°) Sources de Financement.

Ce projet est pris en charge par l'aide française. La part du Budget National, 23,362 Millions de Kip, consiste en l'achèvement de la route et la réalisation du pont d'accès au centre d'application de Tha Ngone qui sont à la charge du Gouvernement Royal.

Projet N°9	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
ECOLE HAT DOK KEO	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Extension de la seule école d'agriculture aujourd'hui existante au niveau primaire, dans le cadre de la ferme expérimentale d'Hat Dok Keo.

b) Coût total. 66,550 Millions de Kip.

En 1967-68 elle a fonctionné avec un Budget de 7,550 Millions de Kip, pendant la durée du plan ce Budget devra passer de 10,820 à 15,810 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Amélioration de l'équipement matériel de l'école qui comporte actuellement 43 élèves.

b) Calendrier.

Projet actuellement en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Projet entièrement pris en charge par le Budget National.

Projet N°10	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
FERME EXPERIMENTALE DE HAT DOK KEO	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit de la ferme expérimentale de Hat Dok Keo qui poursuit sa double tâche de recherche et d'expérimentation d'une part, et de vulgarisation d'autre part auprès des fermiers associés à la ferme. Le but de cette ferme est de préparer et de promouvoir la mise en valeur de 5.000ha de la boucle du Mékong.

b) Coût total 80,250 Millions de Kip

Le fonctionnement de la ferme doit passer de 13,260 Millions de Kip à 18,850 pendant les 5 années du plan.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet était autrefois pris en charge par le Comité du Mékong, il est maintenant à la charge du Budget National, excepté les experts Israéliens. La ferme ayant été grandement endommagée par la crue, le programme d'expérimentation n'a pu reprendre qu'en début d'année.

b) Calendrier.

Projet actuellement en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Le projet est maintenant entièrement pris en charge par le Budget National, excepté les experts israéliens qui sont pris en charge par leur Gouvernement.

Projet N°11	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
FERME EXPERIMENTALE DE THA NGONE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit de la poursuite des travaux de recherche et d'expérimentation de la ferme expérimentale de Tha Ngone qui est un bon banc d'essai pour la mise en valeur des 27.000ha de la plaine de Vientiane, de part sa situation géographique et pédologique.

- b) Le coût total du projet est de 46,000 Millions de Kip.
 dont en investissement 38,000 "
 en fonctionnement 8,000 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le programme d'expérimentation est à la fois orienté vers les cultures (riz surtout) et l'élevage de petit bétail (porcs et volailles principalement).

b) Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Ce projet est entièrement pris en charge par l'aide japonaise à l'exclusion du personnel lao qui est pris en charge par le Budget National.

Le financement de ce projet peut être considéré comme acquis.

Projet N°12	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
PERIMETRE D'IRRIGATION DE 800HA DANS LA REGION DE THA NGONE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Réalisation d'un périmètre d'irrigation de 800ha dans la région de Tha Ngone qui sera un bon banc d'essai pour promouvoir par la suite la mise en valeur des 76.000ha de la plaine de Vientiane. Ce projet en liaison avec la ferme expérimentale de Tha Ngone pourra donc promouvoir efficacement à côté de l'expérimentation, la vulgarisation en matière de cultures irriguées, dans les conditions géographiques et pédologiques qui sont celles de la plus grande partie des 76.000ha. Il présente donc un très grand intérêt.

b) Coût total estimé provisoirement à 580 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Périmètre d'irrigation de 800ha alimenté par pompage avec irrigation par gravité ou aspersion.

L'étude technique est achevée et le projet doit être réalisé au cours des deux premières années du plan.

L'expérience acquise servira pour l'aménagement des 76.000 ha de la plaine de Vientiane.

3°) Sources de Financement.

Le financement de ce projet est assuré en presque totalité par l'aide japonaise et un prêt de la Banque Asiatique (BAD).

Projet N°13	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le nouveau bâtiment de la Direction de l'Agriculture sera presque achevé au moment où le Plan-Cadre entrera en vigueur. Il importe donc de prévoir son équipement de manière à ce qu'il puisse faciliter rapidement la tâche de la direction logée actuellement dans des locaux exigus.

b) Le coût total du projet est de 1,641 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet consiste à équiper en mobilier surtout le nouveau bâtiment.

3°) Sources de Financement.

La totalité du projet est prise en charge par le Budget National.

Projet N°14	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction de l'Agriculture
PORCS ET VOLAILLES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Trois raisons essentielles justifient la priorité donnée à l'élevage du petit bétail.

- C'est le moyen le plus rapide et le plus économique de transformer des protéines végétales en protéines animales, chose importante dans un pays où la malnutrition caractérise le régime alimentaire plus que la sous-nutrition.
- Ce sont actuellement les viandes qui sont les plus consommées au Laos comme dans tous les pays asiatiques.
- C'est l'élevage qui s'introduit le plus facilement dans une économie de subsistance familiale, où le paysan est plus un agriculteur qu'un éleveur.

b) Coût total de l'investissement 60,750 Millions de Kip.

dont en investissement	17,500 Millions de Kip
en fonctionnement	43,250 "

Le coût annuel du projet passera de 6 à 13,750 Millions de Kip en 5 ans.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit d'augmenter le personnel spécialisé (10 à 15 personnes par an) 2,25 M. de Kip par an, d'entreprendre

une vulgarisation auprès des fermiers grâce à une équipe spécialisée (0,5M. de Kip par an) de construire une porcherie modèle dans le village et de développer les stations d'élevage existantes pour obtenir des races améliorées avec distribution de poussins et de porcelets remboursés par la suite par le paysan (auto-financement 3M. de Kip par an).

- Cet effort devrait être accompagné d'un effort parallèle du service de l'agriculture pour développer la production d'un maïs fourrager, impropre à la consommation humaine, et du service de l'artisanat et de l'industrie pour susciter la création d'un atelier pour la production d'aliments enrichis pour le bétail, qui sont aujourd'hui importés.

b) Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

c) Priorités d'exécutions.

Ces élevages seront développés autour des marchés de consommation que représentent les villes dans l'ordre des priorités suivantes:

- autour de Vientiane
- dans les Muongs de Phone Hong et de Ban Keun
(cluster)
- autour de Savannakhet (station de Keng Kok)
- autour de Paksé (cluster de Wapikhamthong)
- autour de Luang Prabang (cluster de Sieng Ngum)

3°) Sources de Financement.

Le projet est actuellement financé par le Budget National mais il serait souhaitable, vu son grand intérêt, qu'il soit soutenu par une aide étrangère de manière à en hâter l'exécution.

Projet N°15	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Service de l'Elevage
VACCINSET PETITS LABORATOIRES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Trois raisons essentielles justifient l'importance que le plan accorde à la production de vaccins :

- l'abondance et la violence des épidémies soulignent le mauvais état sanitaire du cheptel lao et le besoin croissant des vaccins pour sa prévention.
- la forte mortalité du cheptel représente un gaspillage très important du potentiel économique national.
- les vaccins sont pour la plupart importés alors que certains pourraient être produits sur place à moindre frais, ce qui permettrait une économie de devises de 20M. de Kip au niveau de la consommation actuelle.

- b) Le coût total du projet est de 73,975 Millions de Kip
 dont en investissement 47,725 Millions de Kip
 en fonctionnement 26,250 "

Il s'agit de porter le coût annuel du projet de 6,550M à 21,550 M. de Kip pendant les 5 années du plan.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet en cours vise un triple objectif : former le personnel travaillant au laboratoire, 5M. de Kip par an,

augmenter la capacité de production du laboratoire actuel 6,2 Millions de Kip par an, réduire les vaccins importés à 8,8 Millions de Kip par an.

b) Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Une partie du financement est pris en charge par le Budget National 26,250 Millions de Kip, mais 47,725 Millions de Kip sont encore à rechercher. Cette somme modeste répartie sur les cinq années du plan, laisse espérer l'obtention du financement par une aide étrangère.

Projet N°16	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Service de l'Elevage
PROTECTION ET PREVENTION DES ANIMAUX	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet n'est que le complément du projet précédent : "Développement de la production de vaccins" et représente donc le même intérêt économique.

- b) Le coût total du projet est de 65,000 Millions de Kip
dont en investissement 45,000 Millions de Kip
en fonctionnement 20,000 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Trois équipes mobiles sont actuellement en place à Vientiane, Paksé et Savannakhet. Elles ont pour but de secourir les différents postes en cas d'épidémies.

Le projet consiste à améliorer l'efficacité de ces équipes en les dotant du matériel indispensable : voitures, pirogues à moteur, motos, thermos au rythme de 3M. supplémentaires chaque année, soit 45 Millions en cinq ans.

b) Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Une partie du financement du projet est pris en charge par le Budget National, 20,000M. de Kip, mais 45,000M. de Kip sont encore à rechercher et il ne fait nul doute que ce financement devrait aller de pair avec celui du projet "Développement de la production de vaccins".

Projet N°17	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Service de l'Elevage
FERME D'ELEVAGE DE NA PHENG	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le Laos était autrefois un pays exportateur de bovins et de bubalins sur les marchés de Hanoi, de Saigon et de Bangkok. La situation de guerre ininterrompue ces dernières années a bien sûr fait regresser l'effectif du cheptel. Cependant il n'en demeure pas moins que le Laos par son caractère montagneux et son climat garde une vocation herbagère orientée vers la production de viande tant pour le marché national que pour le marché des grandes villes d'Asie du Sud-Est qui se développent rapidement et qui peuvent ainsi fournir un débouché intéressant à l'élevage lao. Les difficultés que peuvent rencontrer un tel projet, former le riziculteur lao aux techniques modernes de l'élevage, ne sont pas insurmontables à moyen ou à long terme à condition de commencer dès maintenant. C'est le but de la ferme expérimentale d'élevage de Ban Na Pheng.

- b) Le coût total du projet est de 31,350 Millions de Kip
 dont en investissement 27,867 Millions de Kip
 en fonctionnement 3,483 " "

2°) Données Techniques.

a) Description.

En plus des charges qui reviendront au Budget National lors de la remise de la station au Gouvernement Royal, et de la prise en charge des quatre employés lao, il faudra :

- continuer l'expérimentation comparée des diverses herbes et graminées.
- continuer l'équipement de la station en cheptel qui est passé en un an de 40 à 70 têtes. Parallèlement à cette expérimentation, il faut prévoir des démonstrations de cultures herbagères dans les villages à raison de 20ha par an (2M. de kip par an). Un premier centre sur la route de Phone Hong pourrait être ouvert. La protection et la prophylaxie des animaux tant à la station que dans les zones de démonstration sont évaluées à 0,5M. de Kip par an.

Enfin il faut songer à l'implantation de l'insémination artificielle dans la ferme expérimentale, ce qui nécessiterait un investissement annuel de 4M. de Kip. Un autofinancement après la période de lancement est possible.

b) Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

La station est actuellement prise en charge par l'aide australienne, mais on a considéré ici le cas où la station serait remise au Gouvernement Royal pendant la durée du Plan-Cadre, sans que cela préjuge d'ailleurs en rien de l'avenir.

Projet N°18	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Direction des Eaux et Forêts.
INVENTAIRE FORESTIER	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet a pour but d'inventorier les ressources forestières du Laos pour en assurer la protection et une meilleure exploitation. Il permettra de mieux gérer le capital forestier du Laos, richesse traditionnelle qui demande à être ménagée.

b) Coût total

Le coût total du projet est évalué à 372.105 Millions de Kip.

Etudes	337.500 Millions de Kip
Fonctionnement	34.605 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet se décompose en trois branches : cartographie, photogramétrie, compilation. Il se compose de 6 équipes de reconnaissance de 4 personnes et de 9 agents au laboratoire.

b) Durée et Calendrier.

Ce projet a commencé en Mars 1968 et sa durée totale n'est pas évaluée, elle dépend grandement de l'état de sécurité, mais devra se poursuivre pendant la plus grande partie du Plan.

c) Priorités d'exécution par province .

- 1 - Vientiane
- 2 - Savannakhet et Paksé
- 3 - Luang-Prabang ou Sayaboury ou Houei Sai
- 4 - Paksane.

3°) Sources de Financement.

- a) Les frais de fonctionnement sont à la charge du Budget National : 34.605 M. de Kip - Bâtiments et deux véhicules ont été financés sur le fonds des charges forestières (autofinancement).
- b) Tout le reste est pris en charge par les aides américaine , australienne et canadienne : 337,500 M. de Kip.

Projet N°19	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Service des Eaux et Forêts
REBOISEMENT ET EXPLOITATION	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet a pour but de protéger et de reconstituer le capital forestier national, tout en améliorant la rentabilité économique de ce secteur par une exploitation rationnelle qui ne soit pas déprédatrice. Il faut donc à la fois continuer et intensifier l'effort de reboisement et augmenter progressivement l'efficacité du contrôle de la Direction sur l'exploitation.

b) Coût total.

Les deux objectifs définis ci-dessus étant bien différenciés, il est nécessaire d'évaluer leur coût séparément:

- Reboisement 59,988 Millions de Kip
 - dont en investissement 44,338
 - en fonctionnement 15,650
- Contrôle de l'exploitation 44,871 M. de kip, la totalité en fonctionnement.

2°) Données Techniques:

a) Description: Reboisement:

Il s'agit de plantations de tek en semis directs avec une pépinière par centre de manière à pouvoir combler les trous d'échec. L'effort de reboisement a porté en 1967-68 sur 80ha replantés et 120ha entretenus pour une valeur de 3,148 M. de Kip. Les prévisions pour l'année 1968-69 sont de 150ha replantés et 200ha entretenus pour une valeur de

5,750 M de Kip. Le coût du reboisement revient à 35.000 Kip l'Ha, l'achat des graines à 3.300 Kip l'Ha, l'entretien 5.000 Kip l'Ha pendant trois ans. Compte tenu de ces données on peut établir le Plan de financement suivant à l'échelle du Plan-Cadre pour intensifier l'effort de reboisement.

Années	Reboisement		Entretien		Total en Millions de K.
	Ha	Coût	Ha	Coût	
1960-70	200	6,334	120 + 80 + 150 = 350	1,750	8,084
1970-71	300	9,501	80 + 150 + 200 = 430	2,150	11,651
1971-72	300	9,501	150 + 200 + 300 = 650	3,250	12,751
1972-73	300	9,501	200 + 300 + 300 = 800	4,000	13,501
1973-74	300	9,501	300 + 300 + 300 = 900	4,500	14,001
	1,400	44,338	= 3.130	15,650	59,998

Exploitation :

La tâche du service serait de faire la reconnaissance, la délimitation, le martelage en délivrance et la surveillance des coupes. Mais l'indigence en personnel limite considérablement ce rôle, il y a 15 agents au total pour ce travail à l'heure actuelle.

Les objectifs seraient alors :

- : de maintenir les fuites en dessous de 30%,
- : d'introduire dans l'autorisation d'implantation de toute nouvelle scierie, une clause ajoutant aux charges actuelles (soit replanter, soit construire un abri pour garde-forestier, soit une contribution en argent) l'obligation de rémunérer un agent sup-

plémentaire pour la Division, chargé du contrôle de l'exploitation (cf Thaïlande).

: d'augmenter le personnel de la manière suivante

- 6 boursiers à 0,535 Millions de Kip

- 6 agents supplémentaires par an pendant 3 ans à

199.200 Kip/an

- 20 agents supplémentaires par an pendant 3 ans à

177.600 Kip/an

pendant les années 2, 3, 4 et 5 du Plan, soit le tableau de financement suivant :

<u>Année</u>	<u>Coût</u>
1	0
2	5,282
3	10,037
4	14,776
5	14,776

Total ... 44,871 Millions de kip

Des bourses pourraient être aussi demandées auprès des missions d'aide.

Il faut noter que cette augmentation des dépenses en personnel est ici justifiée, car l'accroissement du contrôle de l'exploitation doit entraîner une augmentation des ressources.

En effet les ressources dues aux permis de coupe vont, pour le prix forfaitaire de vente, directement au trésor national (18 M. de Kip 1966-67), on a dépassé le chiffre prévu de 50 M. pour l'année en cours qui se situera autour de 55 M. de Kip) et pour les charges aux Eaux & Forêts sous forme d'autofinancement des travaux d'aménagement et de restauration forestière. Donc les ressources du trésor

d'une seule année dépassent les besoins de financement du personnel supplémentaire pendant les cinq années, les ressources accrues des quatre années suivantes seraient donc un bénéfice net pour l'Etat. Un tableau prévisionnel reste à établir à ce sujet.

b) Priorités régionales.

Le reboisement se fait actuellement par priorité dans les provinces de Paksé, Savannakhet, Vientiane, Luang-Prabang et Sayaboury. Il est étendu aux régions de Phone Hong, Paksane et Thakhek.

3°) Sources de Financement.

Ce projet peut progressivement s'autofinancer. Il est pris en charge entièrement par le Budget National.

Projet N°20	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Service des Eaux et Forêts
LABORATOIRE POUR L'ETUDE ET LA PROTECTION DES SOLS	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet a pour but de multiplier les études pédologiques qui sont pour le moment inexistantes au Laos. Elles sont pourtant fondamentales pour la mise en valeur agricole du pays. D'autre part, il doit permettre de dresser une carte d'utilisation des terres, ce qui aidera à définir les régions à vocation agricole, forestière, pastorale ou autre. Ce projet ira de pair avec celui de l'inventaire forestier, dont la mise en place sera achevée pendant l'année de référence 1968-1969.

b) Coût total 50,730 Millions de Kip

dont en études 32,500

en fonctionnement 18,230

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit de la construction d'un laboratoire du même type que celui de l'inventaire forestier, abrité dans un bâtiment neuf, construit par autofinancement sur les ressources provenant des permis de coupe pour une valeur de 6,500 Millions de Kip.

b) Calendrier.

Le projet commence pendant l'année de référence et on en achèvera la mise en place pendant la 1ère année du plan.

c) Les priorités d'exécution sont les mêmes que celles de l'inventaire forestier.

- 1 - Vientiane
- 2 - Savannakhet
- 3 - Luang-Prabang ou Sayaboury ou Houei Sai
- 4 - Paksane

3°) Sources de Financement.

- L'équipement du laboratoire est promis par l'aide australienne pour une valeur de 32,500 M. de Kip.
- Le Budget National prend en charge le personnel : 21 agents pour une valeur annuelle de 3,646 M. de Kip.
- Enfin le bâtiment est construit sur autofinancement pour une valeur de 6,500 M. de Kip.

Projet N°21	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Service des Eaux Et Forêts
DEVELOPPEMENT DE LA PISCICULTURE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit de créer de nouvelles ressources alimentaires par le biais de la pisciculture. En effet traditionnellement dans le régime alimentaire du lao, le poisson est la principale source de protéines animales. Or sa consommation n'en demeure pas moins limitée si on la compare à d'autres pays d'Asie du Sud-Est, le Cambodge par exemple. Aussi est-ce un moyen de rétablir l'équilibre qualitatif du régime alimentaire que de développer la pisciculture.

b) Coût total 130,845 Millions de Kip.

dont en investissement	109,038
en fonctionnement	21,807

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet comporte d'abord la poursuite des travaux de perfectionnement de l'infrastructure des trois stations existantes, le recensement des points d'eau, l'alevinage et l'exploitation des plans d'eau existants, puis la création d'une nouvelle station à Savannakhet (Nong Lom) et la mise à l'étude d'une quatrième à Muong Phiang, province de Sayaboury.

c) Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Ce projet est en cours de réalisation grâce à l'aide américaine, et l'on peut considérer son financement comme promis pendant les cinq années du plan (109,038 M.); le personnel est pris en charge par le Budget National (21,807 M.).

Projet N°22	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Commissariat aux Affaires Rurales
ZONES DE DEVELOPPEMENT	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit de faire un effort temporaire (3 ans) sur un groupe de 10 à 20 communautés villageoises déterminées (correspondant à une ou plusieurs unités administratives) pour assurer leur développement matériel et intellectuel, et leur permettre ainsi de poursuivre ensuite leur évolution par leurs propres moyens avec une aide réduite du Gouvernement. Cet effort porte sur tous les domaines intéressant la vie du paysan (agriculture et élevage, hygiène et santé, éducation, équipement matériel, ...). Pour chacun d'eux, il est exercé par le service technique correspondant, collaborant à l'oeuvre d'ensemble. Le domaine technique particulier du Commissariat aux Affaires Rurales est l'action sociale en milieu rural, en vue de susciter dans la population villageoise des désirs de changement et de lui en faciliter la réalisation.

b) Le coût total du projet est de 295,150 M. de Kip

dont en investissement 236,000 M.
en fonctionnement 59,150 M.

2°) Données Techniques.

a) Description.

- Prix de revient pour une zone
 - Personnel 1 chef de zone à 216,000 et 6 agents ruraux pour une valeur totale de 720,000 Kip.

- Equipement 1 moto, 6 vélos, lampes, outils pour une valeur de 275.000 Kip, matériaux de construction : 3,000M de Kip

Frais de fonctionnement : carburants, réparations, 14.000 Kip, soit un total annuel par zone de 4,225 Millions de Kip.

- Le personnel : 7 agents par zone, pour 5 zones soit 35 agents à mettre en place chaque année pendant 3 ans, soit un total de 105 agents du cadre actif pouvant provenir du cadre des éducateurs de base, ce qui éviterait de nouveaux recrutements.

Au début de la quatrième année, les 35 agents mis en place au cours de la première année quittent les cinq premières zones pour entreprendre 5 nouvelles.

b) Calendrier.

Projet commençant pendant l'année de référence et se poursuivant pendant les années du Plan au rythme de 5 nouvelles zones chaque année. On peut donc établir le plan de financement suivant :

1ère année	42,250 M. de Kip
2ème année, 3, 4 et 5	63,375 "

c) Les premières priorités d'exécution sont :

1 Xieng Miene	Luang-Prabang
2 Phamachedy	Savannakhet
3 Saythani	Vientiane
4 Sayfong	Vientiane
5 Route de Paksé à Paksong	

Il est à remarquer que les zones 2, 3 et 4 correspondent à des zones de Développement Agricole (ZDA) et que la col-

laboration entre les deux services n'en sera que plus fructueuse.

La plaine de Vientiane jouit d'une priorité toute particulière en liaison avec l'aménagement du barrage de la Nam Ngum.

3°) Sources de Financement.

Ces zones de développement représentant une expérience purement nationale, le projet est pris en charge entièrement par le Budget National.

Projet N°23	Commission Agro-Sylvo-Pastorale Commissariat aux Affaires Rurales
CENTRE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE BAN AMONE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le centre, situé à 10 km de Vientiane, prépare actuellement des promotions de 24 à 30 animateurs villageois bénévoles en stage pendant deux mois. Il est destiné à être développé en vue de préparer à la discipline communautaire, tout le personnel des Affaires Rurales (agents ruraux, chefs de zone, contrôleurs provinciaux, animateur de Tasseng dans le projet d'animation de la plaine de Vientiane) pour le compte d'autres Ministères qui le demanderont, et tout le personnel mettant en oeuvre la technique communautaire rurale : réfugiés, anciens combattants, déplacés de la Nam Ngum, bonzes ...; enfin pour assurer le recyclage des éducateurs de base.

b) Coût total du projet : 46,141 M. de Kip

dont en investissement	10,750	"
en fonctionnement	35,391	"

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit de construire cinq bâtiments simples de 24 X 8m, devant être utilisés comme dortoir, réfectoire, salle de réunion, salle de classe, ateliers et magasins, et de réaliser certains aménagements tels que terrains de jeu, clôtures, sanitaires ... La capacité doit être progressivement portée de 30 à 50 stagiaires.

b) Calendrier.

Le projet est en cours de réalisation.

On peut établir le plan de financement suivant :

en Millions de Kip

Postes	1ère année	2ème année	3ème année	4ème année	5ème année	Total
<u>Equipements</u>	3,250	3,000	1,500	1,500	1,500	10,750
<u>Personnel</u>	2,027	2,411	2,411	2,411	2,411	11,671
Entretien des élèves 200K/ élèves et/jour	2,250	3,600	3,600	3,600	3,600	16,920
<u>Fonctione- ment</u>	1,200	1,400	1,400	1,400	1,400	6,800
Total	8,997	10,411	8,911	8,911	8,911	46,141
Nombre d'élè- ves	35	50	50	50	50	

3°) Sources de Financement.

Le financement du projet est entièrement pris en charge par le Budget National.

COMMISSION DE L'ARTISANAT , DE L'INDUSTRIE ET DU SOUS-SOL

Fiche Générale d'Introduction

Il a paru d'abord nécessaire de bien séparer le secteur artisanal du secteur industriel, de manière à pouvoir prendre toutes les mesures spécifiques qui soient propres au développement de ces deux branches. L'adoption de la définition suivante de l'artisanat permet de fixer la limite entre ces deux secteurs en se fondant sur le type économique de l'entreprise envisagée:

" L'artisan est un travailleur autonome qui pratique personnellement un métier manuel dont il tire son revenu principal, et qui assure lui-même la direction de son atelier et la commercialisation de sa production ".

Donc, tout travailleur produisant dans d'autres conditions des biens de consommation ou d'équipement à partir de matières premières qu'il transforme, doit être classé comme travailleur industriel.

1. L'ARTISANAT.

Grandes orientations pour le développement du secteur artisanal.

La comptabilité nationale laos établie en 1967 fait apparaître un revenu de 3.500.000.000 de Kip pour l'artisanat, plaçant ce secteur au second rang dans l'économie nationale tout de suite après l'agriculture. Il importe donc à la fois de protéger et d'étendre la production de ce secteur. L'action prévue dans le Plan-Cadre a pour but :

- de développer les ressources en matières premières nécessaires à son essor (ex. sériculture).
- de perfectionner la main d'oeuvre et les techniques anciennes, exemple : centre de la promotion de l'artisanat lao.
- d'introduire des techniques nouvelles, exemple : tissage de haute lisse.
- de créer des centres de production régionaux en multipliant l'initiative privée.
- d'organiser la commercialisation de la production tant au Laos qu'à l'étranger.

Le Plan-Cadre, par le centre de promotion artisanale et le développement du service de l'artisanat, vise à mettre en place les structures permettant de développer des activités artisanales. Il représente un investissement à moyen terme capable de provoquer un accroissement de la production car les activités induites de ce programme seront réalisées pour la plupart grâce à des investissements privés, soutenus techniquement par le centre de promotion.

2. L'INDUSTRIE

Il faut distinguer là encore deux secteurs : la grande industrie d'une part qui figure au chapitre des grands projets et les moyennes et petites industries.

a) Les grandes industries

L'importance du personnel et des capitaux qu'elles mettent en oeuvre n'ont rien à voir avec la structu-

re industrielle lao aujourd'hui existante, et la part du financement national y est pour le moment très faible. C'est ce qui justifie cette classification qui a l'avantage de rassembler dans un même groupe des entreprises économiques de poids équivalent. Il faut noter d'autre part que l'on ne retient ici que les projets à caractère purement industriel, la production minière et énergétique faisant l'objet de chapitres à part. La grande industrie figure donc au chapitre des grands projets.

b) Les moyennes et petites industries

La part du secteur privé est ici prépondérante, et la tâche du Plan-Cadre, dans le contexte d'une économie libérale est de susciter, d'orienter l'entreprise privée vers les secteurs vitaux de l'économie nationale.

C'est pourquoi, il s'agit plus ici de réformes structurelles que de projets particuliers occupant une ligne du tableau synoptique et décrits par des fiches de projets.

La pièce maîtresse de l'ouvrage est la rédaction d'un nouveau "Code des Investissements" dont l'adoption ira de pair avec le Plan-Cadre et qui sera l'un des éléments essentiels de sa mise en oeuvre. Il doit être à la fois attractif, pour drainer tous les investisseurs sérieux tant nationaux qu'étrangers, et sélectif, pour les orienter vers les activités économiques prioritaires qui concernent directement ou indirectement l'accroissement de la production et qui sont prévus dans le Plan-Cadre.

Les grandes orientations retenues pour le Plan-Cadre en la matière sont :

- la transformation des productions du secteur Agro-Sylvo-Pastoral pour satisfaire la demande du marché intérieur en remplaçant les produits importés par des produits nationaux;
- les industries susceptibles d'exporter leur production et de procurer au Laos des rentrées de devises. Au premier rang d'entre-elles figure l'exploitation minière;
- la rentabilité économique de ces activités industrielles ne peut être établie avec précision qu'à la suite d'études de marché qui représentent un bon moyen d'orientation pour le développement industriel.

Liste des projets industriels à promouvoir en toute première priorité.

Investissement en millions de kip

Projets

- Transformation des produits agricoles et alimentaires

200

Brasserie

150

Traitement du café
(Marché intérieur & extérieur)

10

Traitement du thé
(Marché intérieur)

4

Transformation de la papaine

140

Cafés solubles (utilisation du café non exportable)

- Transformation des cultures industrielles

2	Egrenage coton et kapok
600	Filature de coton
10	Filage et traitement de la soie

- Transformation des produits d'élevage

25	Aliments enrichis pour le bétail
	Sous produits d'abattage (peaux, cornes, etc.)

- Transformation des produits forestiers

165	Modernisation des scieries existantes
12	Traitement et conditionnement du bois
225	Fabrique de contre-plaqué

- Industries diverses

7	Exploitation du sel
16	Fabrication de peinture
80	Récupération des huiles de vidange
12	Récupération du caoutchouc
25	Plastiques, tuyaux
12	Fonderie
17	Menuiseries métalliques
10	Treillage métallique, barbelés

Total.. 1.739

Etudes de marchés

- Ces études dans une première étape seraient à entreprendre à la direction du commerce qui aurait à concentrer les renseignements provenant de diverses sources :
 - Statistiques douanières
 - Licences d'exportation
 - Besoins des administrations
 - Besoins de l'USAID
 - Enquêtes auprès des grossistes
 - Enquête sur les prix.
- Pour les secteurs complexes, comme celui des textiles par exemple, il devrait être fait appel à des cabinets spécialisés et à des organismes internationaux, ou d'aides étrangères.
- La création d'un service d'étude du marché, doté de crédits suffisants pour entreprendre ces études, est à mettre au point.
- Ces études sectorielles seront facilitées par le fait que la commission des équipements commerciaux a prévu d'abord une étude générale du marché lao.

Contrôle

- Des équipements industriels importés qui seront soumis à une autorisation d'implantation industrielle délivrée par le Ministère de l'Economie Nationale;
- De l'activité industrielle en rendant obligatoire la tenue d'un livre d'achat et d'un livre de paye;
- De la qualité de la production et de sa normalisation;

Enfin la création de zones industrielles, en particulier à Vientiane, est un bon moyen d'orientation de l'initiative privée.

On trouvera dans le rapport technique de la Commission de l'industrie, un état de la situation industrielle par branches, et des mesures à entreprendre dans chacune d'elles pour augmenter le niveau de la production actuelle. Ce rapport peut être consulté au Commissariat au Plan.

3. SOUS-SOL

1°) Les grandes orientations pour le développement du secteur minier.

Situation

L'industrie minière est une industrie lourde nécessitant des capitaux relativement importants dont l'amortissement s'étale sur une longue période, mais le développement peut être rapide lorsque les gisements intéressants sont correctement étudiés.

La situation actuelle, aussi bien politique, militaire que monétaire n'encourage pas l'investissement des capitaux dans ce domaine. Pourtant il faut reconnaître que cette situation ne durera pas indéfiniment et nous devons espérer que le pays retrouvera un jour la paix ainsi que tous les pays du Sud-Est Asiatique. Ce jour-là, il faut que le pays soit en mesure de passer aussitôt à des actions productives. Il faut reconnaître également qu'avant d'arriver à ce stade, il faut mener à bien tout un programme de travaux préliminaires.

D'autre part, bien que la production actuelle de l'étain dans la vallée de la Nam Pathène reste encore faible, elle fournit cependant la plus grande part des rentrées en devises dues aux exportations, c'est pourquoi le Plan a accordé une haute priorité au développement du secteur puisque tous les projets, à l'exception de la carte géologique, se trouvent dans le premier groupe de priorités.

-Grandes orientations

Le plan du développement des ressources minières se résume en quatre grandes orientations:

- Développer et équiper le service central des mines pour qu'il puisse réaliser les objectifs visés par le Plan. Un équipement tant en matériel qu'en personnel, est indispensable pour atteindre ce but;
- Extension de l'exploitation de l'étain de manière à porter la production à 1.000 tonnes de métal par an, représentant en valeur actuelle une rentrée brute de devises de 3 millions de dollars;
- Vérifier et étudier les indices miniers découverts en vue de mettre à jour de nouveaux gisements, susceptibles d'attirer des capitaux étrangers pour leur mise en exploitation.
- Etablir la carte géologique du pays afin d'avoir une base de travail solide, aussi bien pour les recherches minières que pour les travaux de construction (barrages et autres).

2°) Les réformes structurelles pour le développement du secteur minier.

La mise en oeuvre de ce plan de développement des ressources minières pré-suppose une réorganisation et un déve-

loppement du service central des mines qui font l'objet du projet No 17 du plan.

Cependant, il faut déjà noter ici que l'objectif à atteindre dans le meilleur délai est la mise en place de trois équipes bien rodées sur le terrain.

- Equipe de prospection volante qui aura la charge de vérifier les indices découverts afin de déterminer les travaux nécessaires qui seraient assurés par une équipe de prospection détaillée.

- Equipe de prospection détaillée

C'est une équipe qui aura la charge d'assurer les travaux sur place afin de reconnaître les caractéristiques géologiques de cet indice ainsi que la qualité et la réserve disponible.

- Equipe de sondage

Cette équipe a la charge de prélever des échantillons en profondeur de l'indice étudié par l'équipe de prospection détaillée. Ces travaux seront entrepris si l'étude de surface donne des résultats intéressants.

A ces équipes sur le terrain doit correspondre au service central des mines l'équipement pour rassembler et interpréter les données ainsi rassemblées.

3°) Conséquences des choix du Plan-Cadre pour le secteur minier.

D'après les estimations actuelles du service des mines, la production d'étain en 1967 a été de l'ordre de 670 tonnes de métal (soit près de 1,340 tonnes de concentré à 50 %), représentant une valeur de 2,144 millions de \$ (3200 \$ la tonne) soit encore 1,052 milliards de kip.

L'objectif fixé pour le Plan-Cadre étant d'atteindre une production de 1.000 tonnes de métal (soit 2.000 t de concentré à 50 %), la valeur en devises au cours actuel (3.000 \$ la tonne), peut être estimée à 3 millions de \$, soit une valeur en kip de 1,500 milliards. L'accroissement attendu en valeur de la production d'étain est de 500 millions de kip, soit 50 % du total de 1967.

La valeur de la production minière pourra être encore augmentée si les prospections en cours révèlent l'existence de nouveaux gisements exploitables tant en étain qu'en autres substances minérales.

Projet No 24	Commission : Artisanat et Industrie Direction de l'artisanat
DIRECTION DE L'ARTISANAT	

1.- Données générales

a) Impact

Les multiples tâches confiées à la Direction de l'artisanat et de l'industrie, principalement la mise en oeuvre du centre de promotion artisanale et du Code des Investissements nécessitent un développement de la Direction.

b) Coût total du projet : 7,059 millions de kip dont 2,034 millions pendant la durée du Plan.

2 - Données techniques

Il s'agit de recruter du personnel nouveau et d'augmenter les frais de fonctionnement de la Direction de manière à lui permettre d'assurer ses nouvelles tâches.

3 - Sources de financement

Le financement est entièrement pris en charge par le Budget National.

Projet No 25	Commission : Artisanat et Industrie Direction de l'artisanat
CENTRE DE PROMOTION ARTISANALE	

1 - Données générales

a) Impact

Le centre de promotion artisanale doit promouvoir la production artisanale au Laos en soutenant l'initiative privée, techniquement et commercialement. De plus, il s'agit d'un projet à rentabilité élevée où les frais de fonctionnement seront compensés par la marge bénéficiaire sur la vente des produits. L'investissement de départ pourra donc être rapidement récupéré.

b) Coût total du projet : 20,965 millions de kip dont 17,155 pendant la durée du Plan-Cadre.

2 - Données techniques

a) Description

Le centre de promotion artisanale coiffe les activités de 9 centres pilotes figurant en tableau ci-dessous qui mettent en commun leur administration générale, leur organisation, leur entretien, l'écoulement de leur production, la surveillance de leur gestion, leur approvisionnement. Il dispose d'une salle d'exposition et de vente assurant en partie la commercialisation de la production.

CENTRE DE PROMOTION ARTISANALE

En millions de kip

PROJETS	COUT TOTAL	Réali- sations 1968 - 69	Réali- sations 1969 - 70	Bénéfice annuel escompté
Centre de promotion artisanale	12,512	2,455	10,057	1,000
Centre peinture	0,720	-	0,720	0,250
Poterie	1,160	0,250	0,910	0,500
Tissage basse lisse	2,240	0,440	1,800	4,300
Tissage coton	-	-	-	3,000
Sculpture sur bois	0,660	0,150	0,510	2,400
Tissage haute lisse	0,660	0,450	0,210	2,700
Orfèvrerie	1,000	0,065	0,935	1,200
Sériculture	1,813	-	1,813	2,400
Rotin	0,200	-	0,200	-
TOTAL	20,965	3,810	17,155	17,750
dont - Budget		2,320	16,955	
- Aides		1,490	0,200	

b) Calendrier.

Les bâtiments ainsi qu'une partie de leur équipement ont été réalisés avant la mise en application du Plan-Cadre. Il importe donc d'achever le projet lors du premier programme annuel d'exécution.

3 - Sources de financement

Le financement du projet pendant la durée du Plan-Cadre est de 17,155 millions de kip, pris en charge en quasi totalité par le Budget National, les aides fournissant les experts pour assurer le démarrage du projet.

Projet No 26	Commission : Artisanat et Industrie Direction de l'industrie
ETUDES DE DEUX ZONES INDUSTRIELLES	

1 - Données générales

a) Impact

La planification lao étant libérale, l'Etat ne souhaite pas intervenir directement dans le secteur industriel. Par contre, il souhaite exercer un pouvoir d'orientation en accordant des facilités à tout investisseur éventuel intervenant dans un secteur considéré comme prioritaire. L'autorisation de s'installer dans une zone industrielle aménagée est l'un des avantages que peut consentir l'Etat pour favoriser le développement industriel.

b) Coût total : Le projet est estimé à 15,000 millions de kip, la totalité en études.

2 - Données techniques

Deux zones industrielles sont prévues à Vientiane :

a) La première est réservée aux industries légères (scieries, menuiseries ...) qui sont installées dans la ville même et qui doivent être déplacées.

b) Une deuxième zone plus importante est à prévoir en aval de Vientiane pour les industries lourdes.

3 - Financement

La part du Budget National est de 3,000 millions de kip, celle de l'aide de 12,000 millions. Une demande a été faite auprès de l'USAID en ce sens.

Projet No 27	Commission : Artisanat et Industrie Direction de l'industrie
ETUDES DE MARCHE POUR LES PRODUITS INDUSTRIELS	

1 - Données générales

a) Impact

La planification lao étant libérale, l'Etat ne souhaite pas intervenir directement dans le secteur industriel. Par contre, il souhaite pouvoir exercer un pouvoir d'orientation en accordant des facilités à tout investisseur éventuel intervenant dans un secteur considéré comme prioritaire.

Fournir une étude de marché concernant la production à entreprendre est l'un des avantages que peut consentir l'Etat pour favoriser le développement industriel.

b) Coût total : Le projet est estimé à 100 millions de kip, la totalité en études.

2 - Données techniques

Aux études déjà en cours : filature de coton, fabrication de meubles, conditionnement et traitement du bois, contreplaqué, exploitation forestière rationnelle ... on souhaite entreprendre une dizaine d'études supplémentaires pendant la durée du Plan-Cadre :

- brasserie
- traitement et filature de la soie
- fabrication de peintures
- récupération de caoutchouc
- transformation des métaux
- engrais azotés

En ce qui concerne les engrais azotés, il ne peut s'agir que d'une entreprise régionale dans le cadre de l'ECAFE, en raison de l'importance de la capacité de production d'une telle usine, et l'importance des capitaux à investir : 1,5 à 2,5 millions de kip. En proposant la localisation de cette usine sur son territoire, le Laos pourrait assurer :

- une disponibilité en électricité dont il sera le seul à disposer en suffisance dans les prochaines années.
- la fourniture de matières premières secondaires entrant dans la fabrication.
- la consommation d'une partie de la production afin de promouvoir le développement rural.

3 - Sources de financement

L'ensemble du financement de ces études est à rechercher.

Projet No 28	Commission : Sous-Sol Service des Mines
EXTENSION DE L'EXPLOITATION DE L'ETAIN	

1 - Données générales

a) Impact

L'étain est la principale source de devises provenant des exportations. Il importe donc d'en développer la production. L'objectif fixé pour le Plan-Cadre est d'augmenter de 50 % la valeur en devises des exportations d'étain, c'est-à-dire de faire passer la production de 670 à 1.000 t. d'étain métal par an, représentant une valeur de 3 millions de \$.

- b) Coût total du projet : 203,500 millions de kip dont la totalité peut être considérée en équipement.

2 - Données techniques

a) Description

Le projet comprend :

- Etudes de la réserve en étain du gisement de la Nam Pathène (BRGM-France).
- Amélioration des moyens de production des installations déjà existantes.
- Prospection de nouveaux gisements si l'on a découvert des indices intéressants. (PNUD - Grande-Bretagne).

b) Calendrier

Ce projet est en cours d'exécution.

Une équipe du BRGM a déjà entrepris l'étude du gisement de la Nam Pathène. Une deuxième sera terminée en juin 1969.

3 - Sources de financement

Ce projet est entièrement envisagé sur crédit français (200,000), à l'exception de 3,500 millions de kip qui sont pris en charge par le Budget National.

Projet No 29	Commission : Sous-Sol Service des Mines
VERIFICATION DES INDICES MINIERES, SERVICE DES MINES	

1 - Données générales

a) Impact

Ce projet consiste à vérifier les indices découverts jusqu'alors, de manière à pouvoir étudier la mise en exploitation de nouveaux gisements et donc la mise en place d'une production minière plus diversifiée.

b) Coût total du projet : 258,500 millions de kip

dont en investissement 200,000 millions
en fonctionnement 58,800 millions

2 - Données techniques

a) Description

- Etude de la minéralisation de l'étain dans la vallée de la Nam Hinboun.
- Vérifier l'indice de l'étain et du cuivre dans la région de Houei Sai.
- Vérifier l'indice de cuivre, d'antimoine et de manganèse dans la région de Sayaboury.
- Poursuivre la vérification des anomalies aéromagnétiques dans la région de Sanakham/Paklay. (Projet élaboré dans le cadre du comité du Mékong, aide de l'ONU/fonds spécial).
- Etude du cuivre au sud Laos. (Projet élaboré par l'aide

japonaise).

Reconnaissance générale :

- zone de la Nam Lick
- zone en amont du réservoir du barrage de la Nam Ngum.
- Relancer des recherches pétrolières lorsque les conditions militaires le permettront.

b) Calendrier

Le projet est en cours d'exécution et s'étendra pendant les 5 années du Plan.

3 - Sources de financement

Ce projet devrait être pris en charge pour l'investissement par les missions de divers pays : Japon, ONU, Angleterre, France. Ce financement est encore à rechercher en partie. Mais l'essentiel des charges de fonctionnement, 58,500 millions de kip est prise en charge par le Budget National.

Projet No 30	Commission : Sous-Sol Service des Mines
ETABLISSEMENT DE LA CARTE GEOLOGIQUE	

1 - Données générales

a) Impact

La carte géologique représente la base de travail indispensable, aussi bien pour les recherches minières (mise en oeuvre des projets 16 et 18) que pour les travaux de construction et d'aménagement comme pour les barrages par exemple.

b) Coût total estimé à 285,000 millions de kip pour mener les études à terme.

2 - Données techniques

a) Description

- Il s'agit d'abord d'exploiter les renseignements provenant des diverses missions minières déjà réalisées.
- Puis de mener des études de photo-interprétation géologique pour établir une carte à l'échelle du 1/100.000.
- L'étude sur documents est commencée en Grande-Bretagne; une mission sera effectuée au Laos.

b) Calendrier

Projet à mettre en oeuvre pendant la durée du Plan.

c) Priorité de réalisation

On devra commencer par les zones intéressantes, d'abord la région Nord-Nord-est du royaume.

3 - Sources de financement

35,000 millions de kip sont pris en charge par le Budget National mais il reste 250,000 millions qui sont à rechercher et pour lesquels une aide collective rassemblant les divers pays s'intéressant au développement minier du Laos devrait pouvoir être rassemblée.

COMMISSION EQUIPEMENTS COMMERCIAUX

Fiche générale d'introduction

1 Les grandes orientations pour le développement des équipements commerciaux.

Trois orientations générales ont guidé ici le travail des planificateurs :

- Aménagement des structures existantes qui sont un frein au développement du secteur : réorganisation de la Direction du commerce;
- Organisation du marché intérieur : étude générale du marché lao, étude de la commercialisation du riz dans son ensemble, étude du marché de la viande, étude du marché des engrais azotés (cf: commission de l'industrie);
- Développement équilibré du commerce extérieur : recherche de solutions aux problèmes du transit, commission pour l'étude et l'orientation des importations et la promotion des exportations ;

Il faut noter le faible coût représenté par ce secteur dans le Plan-Cadre : 34,600 M. de Kip. Cela est dû principalement à l'existence de projets qui demandent plus des réformes de structures que des investissements. Cela est dû aussi au fait qu'en matière d'équipements commerciaux, on en est encore au niveau des études plus qu'à celui des réalisations.

LES REFORMES STRUCTURELLES POUR LE DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX.

Il s'agit ici des deux projets concernant le développement équilibré du commerce extérieur :

2.1. Recherche des solutions aux problèmes du transit.

1.- Impact :

Ce problème du transit est vital pour le Laos puisqu'il conditionne tous les secteurs de la vie économique qui dépendent d'une manière ou d'une autre, soit des importations, soit des exportations. D'autre part, ce problème est nettement posé dans la conjoncture internationale actuelle pour les pays sans littoral.

2.- Les données du problème :

- Théoriquement le coût officiel du transit et du transport des marchandises à l'importation au Laos à travers la Thaïlande est d'environ 25US dollars la tonne. Dans la pratique et comme il s'agit pour la majeure partie de "produits divers" chargés au cubage et non à la tonne, et tenant compte des "faux frais", on estime qu'il faut compter entre 35 à 40 US\$ par tonne.
- L'E.T.O. (ROSOPHO) qui a le monopole en Thaïlande des opérations de transit et de transport des marchandises en transit pour le Laos, facture le wagon de 10 tonnes à 3.300 baths alors que la capacité d'un wagon n'excède jamais 8 tonnes (soit 16,50 US\$ par tonne). A ce prix il faut ajouter les frais de port à Bangkok (débarquement, entrées et sorties des entrepôts, formalités, manutention, mise sur wagon) qui varient entre 8 et 12\$ par tonne.
- Si l'on compare ces frais à ceux que supportent les marchandises achetées en Thaïlande et dont le transport pour le Laos

n'est pas soumis au monopole, on constate une différence appréciable. C'est ainsi que le transport par camion des marchandises diverses venant de Bangkok ne dépasse pas 10 à 12\$ la tonne (5\$ pour le ciment venant des usines Thai).

3.- Les problèmes à étudier:

Création de hangars spéciaux dans le port de Bangkok pour les marchandises en transit vers le Laos de manière à limiter les formalités d'entrée et de sortie des divers magasins.

- Abandon du monopole qui fait varier le coût du transit pratiquement du simple au double.
- Droit, pour les transporteurs de pays sans littoral comme le Laos, de libre circulation dans les pays de transit.
- Augmentation du nombre de wagons affectés au transit sur le Laos de manière à ce que l'acheminement des besoins normaux ne soit pas perturbé par des acheminements prioritaires exceptionnels (l'ordre des priorités étant le suivant : Armée, ONU, Gouvernement, Commerçants).
- Nouvelles procédures en cas de casse ou d'avaries qui sont pour le moment sans recours possible.
- Limitation des heures supplémentaires pour les manutentions au départ et à l'arrivée qui élèvent le coût du transit.
- Etudier le reconditionnement et la protection des marchandises lors des ruptures de charge.

4.- Propositions:

- Ces problèmes devraient être mis à l'ordre du jour de la commission mixte Lao-Thai qui doit traiter régulièrement, au niveau technique, des problèmes en suspens entre les deux pays. De toute évidence, le problème devrait y être réglé en priorité étant donnée l'importance qu'il présente pour le développement de l'Economie Nationale.

La composition de la délégation lao devrait regrouper les principaux services intéressés :

- Affaires Etrangères : Rôle de coordination
- Economie Nationale
- Finances
- Plan
- Chambre de Commerce

qui devront préparer ensemble le dossier Lao de la commission mixte.

2.2 Création d'une Commission pour l'étude et l'orientation des importations et la promotion des exportations.

1- Pour les importations.

- Les importations représentent tout à la fois un besoin vital pour le pays (fourniture de biens d'équipement) et une très lourde charge (fourniture de biens de consommation) pour l'Etat, entraînant un déséquilibre grave de la balance commerciale. Il s'agit là d'un autre obstacle important au développement économique malgré les ressources à court terme, économiquement malsaines que procurent les importations.
- Pour remédier à cette situation, il serait souhaitable qu'une commission soit créée pour l'étude et l'orientation des importations. L'évolution de la conjoncture pourra ainsi être suivie de près, en vue de procéder à des ajustements qui permettront au Laos d'avoir une politique d'importation à la mesure de ses moyens.
- Les objectifs de cette commission peuvent être alors définis de la manière suivante :
 - coordination des divers secteurs concernés, comme le réalise par exemple la commission des Mines et de l'Industrie, pour les créations d'activités nouvelles;
 - observation et étude de l'évolution de la situation;

- Information à recueillir auprès des importateurs et des Missions d'aide qui seront également renseignés par la Commission;
- orientation - liste de produits à promouvoir ou non;
- évaluation des besoins tant pour l'Etat que pour les aides et le secteur privé.

2.- Pour les exportations.

- L'effort doit aussi porter sur les exportations de manière à améliorer de manière substantielle la balance commerciale. Le déficit des exportations par rapport aux importations est passé de 95 à 92 en 1967, grâce à l'augmentation des exportations d'étain; des économies de devises seront aussi réalisées lorsque des industries comme la cimenterie seront mises en route. Cependant un tel déficit demeure un frein important pour l'expansion économique du pays. La promotion des exportations est une mesure à entreprendre de toute urgence.
- Pour remédier à cette situation, il est souhaitable que la commission chargée de l'étude des importations s'occupe aussi de la promotion des exportations. Cependant, vue la relative complexité des problèmes en ce domaine, il est souhaitable que la commission soit aidée dans la période de démarrage par une mission d'experts des Nations-Unies (cf; demande faite à la Conférence de Cambera ECAFE 1968).
- Les objectifs de la commission en ce domaine peuvent être définis de la manière suivante :
 - faire entreprendre une étude complète des possibilités d'exportations présentes et futures;
 - faire des propositions concrètes concernant la politique des exportations à mettre en oeuvre;
 - préciser les mesures à adopter pour inciter les exportateurs privés à exporter;

- proposer les types de conventions commerciales pour promouvoir et organiser les échanges commerciaux avec les principaux clients et fournisseurs du Laos.

3.- La Commission pourrait être composée de la manière suivante :

- Secrétariat et Exécutif : Direction du Commerce
- Membres : Banque Nationale
- : Finances Extérieures
- : Douanes
- : Direction Générale de l'Economie
- : Chambre de Commerce
- : Commissariat au Plan

Elle devrait se réunir chaque trimestre de manière à avoir des repères réguliers pour observer l'évolution de la situation. Des réunions extraordinaires sont à prévoir également.

4.- Mise en oeuvre.

Durant le 1er programme annuel 1969-1970 la Commission devrait être mise en place de manière à ce que, dès le second programme, l'observation de la situation puisse devenir efficace. Pendant les 3^e, 4^e et 5^e programmes il sera possible de faire les premières recommandations d'orientation et juger de leurs effets.

Projet N°31	Commission Equipements Commerciaux Direction du Commerce et de l'Elevage
ORGANISATION DU MARCHE DE LA VIANDE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet est une première expérience lao en matière d'organisation du marché de consommation. Aussi a-t-il une importance toute particulière puisqu'il permet :

- une première organisation des éleveurs au niveau de la production;
- une organisation au niveau de la distribution;
- un approvisionnement du marché de Vientiane à partir de produits nationaux;
- une intervention efficace et une réduction sensible du prix de détail de la viande sur le marché;
- un auto-financement dégagant rapidement la Banque de Développement et permettant une organisation progressive du marché de la viande dans les autres villes.

b) Le coût total du projet est de 7,4 M. de kip

Il s'agit donc d'une réalisation fort modeste.

2°) Données Techniques.

a) Description.

- Situation actuelle : Il existe un monopole d'achat des bestiaux sur le marché de Vientiane. Celui-ci s'approvisionne principalement en bestiaux importés de Thaïlande et les revend sur pied aux bouchers détaillants qui se chargent eux-mêmes de l'abattage. Ce système permet au détenteur du monopole de prélever un bénéfice pouvant

aller de 15 à 20% de la valeur de la bête, bien que la valeur du service rendu ne légitime pas une telle marge.

- Une nouvelle organisation est donc à proposer qui peut se résumer dans les 8 points suivants :

- 1- Les services provinciaux fixent les quota exportables pour chaque type d'animaux dans la province.
- 2- Le monopole d'achat pour l'approvisionnement du marché de Vientiane est supprimé à l'échéance du contrat en cours. Il est remplacé par un Bureau d'achat central qui, étant doté de moyens de parage des bestiaux, peut influencer les prix de vente au détail.

Le bureau d'achat serait dirigé par un Directeur détaché par la Banque de Développement qui garderait ainsi un droit de contrôle sur la gestion du bureau d'achat et serait ainsi garant des opérations que celui-ci effectuerait.

- 3- Les éleveurs se regroupent dans un Bureau d'achat provincial, géré par l'un d'entre eux ou par un commerçant de la province de leur choix.
- 4- Le Bureau d'achat central de Vientiane passe un contrat à moyen ou long terme avec le Bureau d'achat provincial pour s'approvisionner en bétail. Le contrat stipule le prix d'achat des animaux arrivés à Vientiane selon leur poids et la qualité.
- 5- Le Bureau d'achat provincial des éleveurs assure le transport des animaux à Vientiane. Il reçoit l'aide du Gouvernement pour assurer la libre circulation des convois vers Vientiane.

- 6- La Banque de Développement, à l'arrivée du convoi à Vientiane, avance l'argent pour payer les éleveurs par l'intermédiaire de la succursale de la Banque Nationale à Paksé. Le Bureau d'achat central rembourse la Banque de Développement dès que les animaux ont été revendus aux bouchers détaillants.
- 7- Une réunion mensuelle rassemble les représentants du Bureau d'achat central, de la Banque de Développement, de la Direction du Commerce et de la Direction de l'Elevage pour faire le bilan du mois écoulé et prendre toutes mesures nécessaires pour le mois suivant.
- 8- Il sera demandé à la préfecture de Vientiane de réduire le montant des redevances.

b) Fonctionnement du Bureau d'Achat Central.

Il devrait fonctionner de manière autonome grâce à un prélèvement de 5% sur les transactions.

- Ces ressources journalières seraient les suivantes :

Chiffre d'affaires 100 porcins à 15.000K	soit 1.500.000
40 bubalins à 45.000K	soit 1.800.000
20 bovins à 50.000K	soit 1.000.000
	4.300.000

Marge de 5% : soit 215.000 Kip par jour
: soit 5.590.000 Kip en un mois (26 jours).

- Les emplois :

- Paiement du personnel

1 Directeur détaché	60.000K	par mois
1 Surveillant	40.000	"
4 Coolies pour un total	40.000	"
1 Secrétaire comptable	40.000	
	180.000K	par mois

Prime vétérinaire

20.000K par mois.

Soit un coût total mensuel de 200.000K ou annuel de
2,4 Millions de Kip.

- remboursement du prêt contracté au moment de l'installation du parc de pacage et de ses annexes 1,4M. de Kip;
- entretien et soins du bétail en attente au parcage;
- constitution d'un fonds pour le paiement direct des producteurs à l'arrivée du bétail sans passer par la Banque de Développement;
- Achat de camions pour assurer progressivement le transport des bestiaux et en diminuer le coût en prévoyant un frêt de retour à destination de la province;
- Auto-financement pour organiser le marché de la même manière dans les autres villes de province;
- Le crédit provisoire à court terme de la Banque de Développement pourra s'étendre sur deux semaines de manière à pouvoir stocker un peu le bétail et permettre d'intervenir sur les prix.

c) Calendrier des réalisations.

- 1) Le Bureaux d'Achat Central pourrait être constitué dès la fin du contrat de monopole actuellement en cours. Le non renouvellement de ce contrat est la condition préalable à la réalisation du projet.
- 2) Au début l'approvisionnement viendra encore en majorité de Thaïlande, mais sera progressivement réduit au fur et à mesure que le système aura fait ses preuves. Il appartiendra à la Commission mensuelle de juger du rythme de progression souhaitable, compte tenu de l'exercice mensuel précédent.

- 3) Au commencement l'expérience sera volontairement limitée pour permettre au Bureau d'Achat Central et provinciaux de se mettre en place. Il pourrait s'agir seulement de cinq camions par semaine soit 160 buffles par mois. La valeur moyenne de 8 buffles étant estimée à 360.000 Kip et le crédit devant porter sur deux semaines, le fond de roulement à emprunter à la Banque de Développement est estimé à 720.000 Kip pour 1 camion et donc 3.600.000 Kip pour cinq. Ce fonds de roulement, pourra par la suite être augmenté par les apports du Bureau Central qui utilisera en partie ses propres ressources pour payer lui-même les éleveurs.

3°) Sources de Financement.

Ce projet ne pèse en rien sur le Budget National. Il est financé au départ par un prêt à court terme de la Banque de Développement pour la réalisation des équipements et la constitution d'un fonds de roulement. Le projet ensuite doit progressivement s'autofinancer.

Projet N°32	Commission Equipements Commerciaux Direction du Commerce
ETUDE DU MARCHE LAO	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le Laos ne dispose actuellement d'aucun moyen pour faire connaître les possibilités qu'il offre aux investissements étrangers. La rédaction en cours d'un nouveau code des investissements est certes un élément important mais encore faut-il que l'investisseur éventuel soit informé de la situation du marché économique lao. D'autre part, toute création d'industries nouvelles nécessite une étude de marché. Or, dans la situation actuelle, les bureaux d'études spécialisés, prenant connaissance du manque d'informations générales sur le marché, proposent des pré-études qui augmentent d'autant le coût global de l'étude particulière envisagée. Il serait beaucoup plus économique d'avoir une fois pour toutes une étude générale réalisée par des spécialistes. Cela a été compris par certains pays d'Afrique comme le Burundi ou la Haute Volta qui se trouvent dans des situations proches de celle du Laos, et de pays d'Asie comme la Malaisie.

Il faut encore noter qu'il ne s'agit pas là d'une étude intéressant le seul secteur du commerce mais l'ensemble des secteurs économiques de la Nation.

b) Le coût total de l'étude est estimé à 10 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit d'entreprendre une étude générale du marché éco-

nomique lao publiée dans une revue de diffusion internationale du type de la revue française : "marchés tropicaux". Ainsi deux objectifs sont remplis à la fois :

- réalisation de l'étude
- diffusion auprès de tous les abonnés dans les divers pays.

Un certain nombre de numéros à définir dans le contrat, seront remis au Gouvernement Lao qui pourra les envoyer à ses Ambassades, aux organismes internationaux et aux investisseurs éventuels.

b) Calendrier d'exécution :

L'étude pourrait être entreprise pendant la 1ère année du Plan et représente un investissement rentable pour la nation. Ce n'est qu'une fois cette étude générale réalisée, qu'il serait alors possible d'entreprendre des études particulières de marché pour certains produits présentant un grand intérêt économique pour le Développement National.

3°) Sources de Financement.

Le financement peut provenir du Budget National ou d'une aide étrangère. La totalité du montant nécessaire est à rechercher.

Projet N°33	Commission Equipements Commerciaux Direction du Commerce
ETUDE DU MARCHE DES PRODUITS AGRICOLES, RIZ EN PARTICULIER	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet vise à l'organisation d'un des plus importants marchés de consommation du Laos, celui du riz. Il s'agit là d'un des problèmes vitaux du pays, tant pour le développement de la production que pour l'approvisionnement des villes, en particulier de Vientiane. L'importance même de ce projet doit inciter à la prudence, c'est pourquoi il n'est envisagé dans une première étape que l'étude du projet. En fonction du résultat de cette étude, on pourra passer à la phase de réalisation avec le démarrage d'un office du riz. Celui ci pourrait alors avoir une activité complémentaire de celle de l'ADO et être centré sur l'approvisionnement du marché privé.

b) Le coût total de l'étude est évalué à 10 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description

L'étude devrait porter sur les points suivants :

- Etude de la disparité des prix du paddy et du riz décortiqué sur les deux rives du Mékong au cours de l'année.
- Etude du circuit actuel de commercialisation dans les provinces du Sud, excédentaires.
- Etude du circuit de commercialisation à Vientiane.
- Etude des moyens à mettre en oeuvre pour l'organisation de la commercialisation.

- Organisation des producteurs pour la collecte
- Organisation des vendeurs pour la distribution
- Organisme de liaison entre les deux précédents.
- Etude du financement à trouver pour réaliser le projet.
- Etude des solutions adoptées en la matière par les autres pays d'Asie du Sud-Est.

b) Calendrier et mode de réalisation.

Cette étude, entreprise avec l'aide de l'ONU, en collaboration avec la Direction du Commerce sera entreprise en 69-70.

- Un Conseiller Régional de l'ECAFE devrait faire des observations préliminaires et préparer la mission d'un expert spécialisé dont la durée serait à définir (au moins un an).
- Cet expert en étude du marché du riz serait attaché à la direction du Commerce qui lui donnerait toutes facilités pour mener à bien cette étude. Il serait souhaitable que cette mission ait lieu durant l'année 1969 ou 1970. Dans une seconde étape, on étudierait les recommandations de l'expert pour organiser progressivement la mise en place de l'institution.

3°) Sources de Financement.

En raison des ressources très limitées du Budget National, il serait souhaitable que l'organisation des Nations-Unies puisse prendre en charge la totalité de l'étude.

Cependant le Budget National devra supporter certains frais tels que : frais de déplacement, indemnités de route des fonctionnaires lao, ainsi que d'autres frais résultant de missions d'enquête et d'études.

Projet N°34	Commission Equipements Commerciaux Direction du Commerce
EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DU COMMERCE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

La Direction du Commerce doit renouveler ses structures pour pouvoir remplir toutes les fonctions que l'on entend lui voir jouer, et mettre en oeuvre les trois grands objectifs de la Commission : aménagement des structures, organisation du marché intérieur et développement équilibré du commerce extérieur.

b) Le coût total du projet est de 7,2 Millions de Kip, comprenant uniquement des charges de fonctionnement.

2°) Données Techniques.

a) Description.

En vue d'assurer l'efficacité de la politique commerciale définie par le plan, la Direction du Commerce est subdivisée en trois sous-directions :

- Sous-direction du Commerce Intérieur
- Sous-direction du Commerce Extérieur
- Sous-direction du Contrôle Economique

Chacune de ces sous-directions comportant quatre bureaux.

- La mise en place des responsables à ces divers échelons est un objectif indispensable pour l'efficacité de la réorganisation. Cependant, connaissant les difficultés budgétaires actuelles, la Direction du Commerce propose de pourvoir trois postes par an pendant les cinq années du Plan-Cadre, ce qui demande un accroissement des frais

de personnel de 360.000 Kip par an. Ceci semble être la condition minimum sans laquelle il serait impossible de pouvoir parler d'une réorganisation efficace de la Direction.

b) Calendrier.

Le projet débutera dans l'année 1968-1969 et se poursuivra pendant les 5 années du Plan.

3°) Sources de Financement.

Le projet est entièrement pris en charge par le Budget National.

COMMISSION ENERGIE**Fiche générale d'introduction****1 - Les orientations générales**

Au cours de la période envisagée dans le présent Plan-Cadre, l'énergie, objet de la présente étude est destinée à couvrir :

- a) les besoins en éclairage public et privé, ainsi qu'en force motrice pour les besoins ménagers dans les principales villes;
- b) les besoins en force motrice de l'artisanat ainsi que des entreprises industrielles existantes ou à créer.

A - Les diverses sources d'énergie à envisager comportent :

- a) L'énergie hydraulique, potentiellement très importante au Laos puisque représentant près de 3.000.000 de kilowatt sauvages sur les seuls affluents du Mékong, non compris les possibilités des grands barrages à l'étude sur le Mékong.

L'utilisation partielle de cette source d'énergie est en cours de réalisation (Sélabam, Nam Ngum, Nam Dong). Son extension est cependant fortement freinée par les investissements importants qu'elle nécessite en général.

Cependant, d'importantes études devront être poursuivies en la matière en vue de préparer les réalisations des plans futurs.

- b) L'énergie thermique : Celle-ci comprend essentiellement :

1°/ Les carburants liquides d'importation nécessitant des investissements proportionnellement moins importants

pour les faibles puissances unitaires, pouvant en général être envisagées tant pour les besoins des industries privées que pour les villes de faibles ou moyennes importances - sauf cas exceptionnels.

2°/ Les carburants forestiers, sous forme de bois de chauffe, utilisés essentiellement pour certaines industries forestières en particulier.

3°/ Les houilles dont l'existence est connue au Laos mais qui ne font encore l'objet d'aucune exploitation, les gisements étant insuffisamment reconnus.

Pour la production et la distribution publique d'énergie électrique, entrent seuls actuellement en considération les carburants liquides d'importation et l'énergie hydraulique.

B - Situation actuelle, orientations et prévisions

Les puissances relativement faibles nécessaires dans chaque zone urbaine, l'éloignement des centres urbains les uns des autres et le développement insuffisant de l'économie rurale rendent impossible dès maintenant l'électrification des campagnes et interdisent actuellement de concevoir une connection générale des réseaux.

Il est en conséquence prévu de poursuivre l'aménagement des centres et des réseaux de distribution dans chaque ville importante du royaume et son extension progressive aux régions suburbaines. Exception est faite pour la région de Vientiane et la basse vallée de Nam Ngum, dont l'électrification sera progressivement développée en raison de la création du barrage hydroélectrique de la Nam Ngum.

L'oeuvre entreprise et poursuivie par l'électricité du Laos

nécessite un important personnel, techniquement qualifié. Cette formation est réalisée dans le centre de formation et de perfectionnement professionnel qui fonctionne au siège de l'Electricité du Laos à Vientiane avec le concours de l'assistance technique française.

2 - Voir grand projet N°III

3 - Conséquences des choix du Plan-Cadre sur la production électrique.

Résultats prévus pour le développement de la production de l'énergie électrique.

- a) Le programme prévu doit permettre de satisfaire sensiblement les besoins des principales agglomérations urbaines en énergie électrique pour usagers publics et privés.
- b) Il doit en outre permettre un développement des activités artisanales et de celles d'industries petites et moyennes.
- c) En 1974, la production totale de 150.250 MWH prévue se décomposerait en :

- Origine hydraulique (Sélabam, Sédone, Nam Ngum) environ 121.000
- Origine thermique 29.250

L'importation de carburants liquides serait d'environ 10.000.000 de litres de Diesel Oil, représentant 150 Millions de Kip au taux actuel.

d) Les accords passés avec la Thaïlande prévoient:

- Pendant la période de pénurie de courant à Vientiane et de construction du barrage de la Nam Ngum, la fourniture d'énergie par la Thaïlande au Laos dans la limite de 3.000 KW appelés.

- Après la mise en service du barrage de la Nam Ngum,

fourniture de courant par le Laos à la Thaïlande dans la limite de la puissance disponible.

Cette fourniture de courant par le Laos à la Thaïlande s'effectuera dans les conditions suivantes :

- Dans un premier temps remboursement du courant fourni par la Thaïlande, KWH pour KWH.

- Dans un deuxième temps, paiement des KWH fournis selon un tarif non encore déterminé, mais qui devra couvrir la totalité des frais réels de production, y compris comptes de renouvellement des installations.

Il apparaît que dès 1974, les prestations d'énergie électrique de la Thaïlande seraient remboursées et que la Laos fournirait à la Thaïlande un contingent annuel important d'énergie électrique au moins jusqu'à mise en service du barrage hydroélectrique de Pa Mong.

e) Le financement.

Les emprunts actuellement contractés ou en cours par E.D.L. comportent :

- 900.000.000 de Kip sur prêt ou crédits français.
- 7.500.000.000 de Kip sur emprunt allemand.

Les charges de ces emprunts consentis à des taux d'intérêt et de temps de remboursement différents comprennent :

Pour les 5 premières années après mise en service des aménagements correspondants une charge de remboursement de Kip 186.000.000

A partir de la 6ème année cette charge tombe à Kip 150.000.000
et tombe ensuite pendant dix ans à Kip ... 106.000.000

Les charges d'intérêt de 85.000.000 au début, tombent à 62.000.000 ensuite.

Ces charges, de même que les programmes d'investissements directs financés par E.D.L., sont couvertes par les moyens d'autofinancement de cette société.

Projet N°35	Commissariat Général au Plan
COMPTABILITE NATIONALE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

L'ébauche d'une comptabilité nationale pour l'année 1964, publiée par le Commissariat au Plan en 1967, a présenté un premier essai d'analyse économique de la situation lao en replaçant dans un cadre général cohérent tant les divers agents économiques que les divers types d'opérations qui les lient. Ces premiers comptes économiques ont contribué grandement à la définition des grandes options économiques retenues dans le Plan-Cadre. Maintenant que les principales difficultés méthodologiques ont pu être résolues, la comptabilité nationale représente un instrument précieux pour suivre l'exécution du Plan-Cadre pendant les cinq années.

b) Coût: Le projet est estimé à 10 Millions de Kip. Cette somme représente les frais de collecte et d'étude de l'information économique.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Les comptes économiques devront être effectués pour la première année du Plan (1969-70), pour la dernière année du Plan (1973-74) et pour une année intermédiaire de manière à pouvoir suivre l'évolution de la situation.

3°) Sources de Financement.

Ce projet est entièrement pris en charge par le Budget National en ce qui concerne les frais d'étude. L'assistance d'un expert devra être fournie par une aide étrangère.

COMMISSION INFRASTRUCTURES**Fiche générale d'introduction****1 ORIENTATIONS GENERALES EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES POUR LES TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS EN MILIEU URBAIN****11 Orientations générales de la commission**

La commission s'est occupée des infrastructures intéressant les transports et communications ainsi que le milieu urbain avec les activités de service s'y rapportant. Les autres infrastructures économiques de base, barrages hydroélectriques, canaux d'irrigation etc. sont traitées sous les rubriques "Energie" ou "Agro-Sylvo-Pastorale".

La raison d'être des infrastructures au sein de l'économie nationale est d'aider au développement harmonisé de la production à l'intérieur du pays. A ce titre, elles ne représentent pas des investissements directement productifs. Cependant, l'insuffisance des infrastructures économiques de base, des moyens de communication en particulier, peut empêcher de distribuer la production nationale à l'intérieur du pays en fonction des besoins du marché, et à l'extérieur à un prix compétitif.

Il s'agit donc d'améliorer la circulation des biens et des personnes ainsi que les communications à l'intérieur du pays et les conditions de vie en milieu urbain, par les moyens les plus économiques et les plus pratiques. Les liaisons extérieures doivent être diversifiées de façon à assurer un équilibre des communications avec les divers pays.

- 1) Pour les TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS, il convient, par ordre de priorité :

- de renforcer le réseau routier national, en particulier l'axe nord-sud RIG 13 et, au moyen de routes d'accès, de rattachier à celui-ci les zones prioritaires de développement rural par des voies d'intérêt régional ou local;
- d'améliorer les transports aériens, les installations au sol et l'aide à la navigation aérienne en particulier, de façon à rompre l'isolement périodique des régions excentriques;
- de développer les transports fluviaux dans la mesure où ils permettent de compléter avantageusement les autres moyens de transport;
- de mettre en place un réseau de bureau de postes et de télécommunications plus dense afin de permettre la diffusion de l'information et la distribution des services postaux en milieu rural en particulier.

2) Pour l'urbanisme

Il convient par ordre de priorité :

- de procéder à l'assainissement puis à l'aménagement des villes, Vientiane en particulier; prévenir et réprimer un développement incontrôlé qui nuit aux deux objectifs précédents;
- de développer de façon harmonisée et coordonnée les services urbains : eaux, électricité, ramassage des ordures; transports urbains, etc;
- d'assurer la protection des berges contre l'érosion fluviale quand elle constitue une menace pour les habitants et protéger les villes des inondations.

ORIENTATIONS PAR SERVICE

- Transports et Communications

1) Travaux Publics

Dans le Plan-Cadre, l'accent doit être mis sur l'aménagement et l'amélioration des facilités existantes en matière de transports et communications. En particulier les projets d'entretien et de reconstruction de l'axe routier nord-sud de la RIG 13 et les projets de rattachement de cet axe aux zones prioritaires de développement rural par des routes d'accès appropriées sont à mettre en avant.

2) Aviation civile et Royal Air Lao

Les aides à la navigation aérienne sont à mettre en place en priorité ; l'objectif est de parvenir à une couverture aérienne du Laos, satisfaisante du point de vue des communications air-sol et sol-sol. Les installations au sol doivent être améliorées et développées de façon à répondre aux besoins du trafic. Par ailleurs, une solution devrait être recherchée en matière de réglementation aérienne pour limiter l'accès au marché intérieur aux seules compagnies qui pratiquent une gestion commerciale normale. Il s'agit de doter le pays d'une flotte aérienne capable de satisfaire les besoins nationaux dans les meilleures conditions de rentabilité. Sur le plan intérieur, il convient d'organiser le réseau de façon à ce qu'il ne se développe pas de façon anarchique. Sur le plan international, il convient d'éviter les dépenses de prestige et d'assurer un équilibre des liaisons avec les divers pays voisins.

En ce qui concerne la compagnie nationale, une solution avantageuse pourrait être l'association avec une compagnie étrangère dans le but d'aborder le marché du transport aérien international avec les moyens appropriés. Dans le but de dégager des ressources supplémentaires et d'éviter des sorties de devises, la compagnie nationale devrait poursuivre activement le développement des ateliers de révision sur place.

3) Postes et Télécommunications

L'objectif principal est aider au développement des zones prioritaires en y assurant les services postaux de façon régulière. Les investissements nouveaux sont à réaliser en rapport avec l'activité économique. Un sur-développement est aussi nuisible qu'un équipement insuffisant étant donné le manque de ressources disponibles.

4) Hydraulique et navigation

Les investissements à effectuer dans ce secteur, étant donné leur volume global, dépassent de beaucoup les possibilités du Budget National. Cependant, l'intérêt du transport fluvial est considérable quand le trafic est suffisant; toute réalisation doit donc être en rapport avec le volume de celui-ci, ce qui suppose des études économiques poussées.

- Urbanisme

1) Habitat et urbanisme

Le phénomène d'urbanisation de la population est irréversible; c'est une caractéristique du développement économique. Il convient donc, avant que le développement anarchique des centres urbains n'oblige à procéder à de coûteuses remises en ordre, de prévoir et d'organiser avec fermeté l'aménagement des centres urbains.

2) Préfecture de Vientiane

Il importe de parvenir à une centralisation et une coordination des études et des moyens d'exécution des décisions prises concernant l'organisation de la ville de Vientiane, capitale administrative du Royaume. L'aménagement de l'agglomération, au delà des limites préfectorales n'est pas à négliger et peut être réalisé à moindre frais : tracés de rues; zones interdites de construire permanentes, etc....

3) Société centrale des Eaux

L'objectif est de chercher à rentabiliser le réseau par :

- une amélioration de la gestion de celui-ci, pertes de réseau, clients débiteurs, bornes fontaines, bouches à incendie, etc.
- une extension du réseau à la clientèle certaine.

4) Electricité du Laos

La mise en place d'un réseau définitif sur certains axes exige une bonne coordination avec les divers services intéressés pour éviter la duplication des travaux et le déplacement des installations fixes. (Voir grands projets No I, II, III.)

- Services techniques

1) Service géographique

Pour être en mesure de satisfaire les besoins prioritaires du pays en matière de cartographie et topographie, ce service doit continuer à s'équiper avec un souci de rendement et de précision, en rapport avec la nature des travaux qui lui sont confiés.

2) Service météorologique

L'objectif principal est d'aider au développement de l'agriculture. (Stations de météorologie agricole). Les projets à caractères internationaux sont hors de proportion avec les possibilités du Budget National, en investissement comme en fonctionnement. Toute réalisation en la matière doit donc être en relation avec l'intérêt direct qu'elle présente pour le Laos. Des études non seulement techniques mais surtout économiques poussées sont donc un préalable à toute réalisation d'envergure.

3) Cadastré.

Il s'agit pour ce service de procéder aux relevés nécessaires en milieu urbain et dans les zones rurales en développement. Etant donnée l'ampleur de la tâche à accomplir et la limitation des moyens, il ne saurait être question dans l'immédiat d'établir un cadastre selon des normes classiques en vigueur dans des pays industrialisés et par des méthodes déjà anciennes. L'utilisation de méthodes fondées sur l'exploitation de photographies aériennes devrait permettre d'économiser du temps et des moyens. Le service géographique étant équipé pour l'exploitation des photographies aériennes, une coordination étroite des travaux du service du Cadastre et de ce dernier service ne peut être que fructueux.

Par ailleurs, la terre au Laos appartient à l'Etat; celui qui la met en valeur en possède l'usufruit. Ce principe général est précisé par de nombreux usages, le tout formant un ensemble cohérent toujours en vigueur dans les régions rurales. Ce système évolué est très bien adapté aux problèmes posés par la propriété foncière. De nombreux pays, au moyen d'une réforme agraire parfois très difficile à mettre en oeuvre, d'un point de vue politique aussi bien que technique, cherchent à instaurer un tel régime où l'exploitation est la valeur centrale de référence et non la propriété. Il est indispensable que la méthode employée pour le relevé cadastral, de même que les objectifs poursuivis à travers cette entreprise, ne remettent pas en cause le système de propriété de la terre au Laos. Si une réforme de ce système devait être introduite un jour, ce ne pourrait être que sur l'initiative et avec l'accord, après discussion, des plus hautes autorités de l'Etat.

4) Comité National Lao du Mékong.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de ce service doivent être en rapport avec son rôle qui est d'assurer

une bonne coordination entre le Comité International et les services du Gouvernement de façon à éviter la duplication des postes, travaux ou études et faire face à ses obligations.

2 REFORMES DE STRUCTURE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR

21 Conseil National d'Urbanisme.

Etant donné la complexité des problèmes et l'absence de centralisation en la matière à l'heure actuelle, il semble indispensable de créer une telle commission chargée de proposer des solutions :

- pour la révision et l'adaptation du Plan Directeur de Vientiane.
- pour coordonner l'action des divers services concernés par l'urbanisme.
- pour la mise au point d'une législation urbaine, normes de construction, permis de construire, etc...

Elle devrait comprendre des représentants, entre autres, de la Préfecture (de Vientiane) du service de l'habitat et de l'urbanisme, du service de l'hygiène, du conseil municipal, du service de l'hydraulique, de l'E.D.L., de la Société des Eaux et des P.T.T.

22 Police préfectorale.

Pour faire appliquer les décisions prises et faire respecter les règlements, la préfecture doit disposer d'un corps de police qui lui soit propre. Toutefois, il faut éviter dans ce domaine les doubles emplois avec la police nationale. Les attributions respectives sont à définir clairement. Un simple transfert d'effectif jouant à l'heure actuelle le rôle de police urbaine doit suffire.

23 Conseil National de la carte.

Etant donné l'importance des travaux accomplir d'une part et la dispersion des efforts de l'autre, il est indispensable

qu'une telle commission soit créée. Elle aurait pour attribution de définir les besoins de cartographie pour l'ensemble du pays et de mettre au point la coordination des travaux cartographiques entre les divers services et missions intéressés. Elle serait composée des représentants des services et missions producteurs et utilisateurs de cartes et relevés topographiques au Laos. Le service géographique serait responsable de son organisation.

24

Commission de coordination pour les télécommunications.

Les besoins en matière de télécommunications sont importants au Laos étant donné la difficulté des communications à l'intérieur du pays et l'ouverture toujours plus grande de celui-ci sur l'extérieur. Cependant, si les télécommunications sont indispensables pour nombre de services tant publics que privés, aucun d'eux pris isolément n'a un trafic suffisant pour justifier une bonne rentabilité d'installations indépendantes, à l'usage exclusif de tel ou tel organisme ou administration. Une coordination des moyens s'impose pour parvenir à une utilisation rationnelle d'équipements qui sont coûteux et de façon d'autant plus urgente que plusieurs installations indépendantes et parallèles sont déjà réalisées ou en projet.

Une commission groupant les représentants des utilisateurs de télécommunication est donc à créer.

Elles aurait pour attribution de recenser les moyens existants et de mettre sur pied un programme d'utilisation rationnelle de ceux-ci, après avoir procédé à certains regroupements. Les Postes et Télécommunications seraient responsables de son organisation.

Projet No 36	Commission : Infrastructures Direction des Travaux Publics
ROUTE DE CEINTURE DE LA PLAINE DE VIENTIANE	

1 - Données générales

Dans le cadre du développement rapide que va connaître la plaine de Vientiane, zone de développement rural prioritaire pendant et après la construction du barrage sur la Nam Ngum, cette route permettra de faire face à l'accroissement du trafic et de faciliter l'accès aux divers points de la région.

a) Coût total : 150 millions de kip

Investissement : 150 millions de kip.

2 - Données techniques

a) Description

Route allant de Vientiane à Phone-Hong puis à Ban Thalât et retour vers Vientiane par la rive gauche de la Nam Ngum, Ban Keun et Tha Ngone. Longueur totale : 180 km. Tronçon manquant : 15 km entre Thalât et Pakanhioung.

b) Durée et calendrier

Etudes techniques 1968-1969

Réalisation : 1969-1970

3 - Sources de financement

75 millions : Budget National

75 millions : à rechercher.

Projet No 37	Commission : Infrastructures Direction des Travaux Publics
PONTES SUR LA NAM NGUM ET LA NAM CADING RIG 13	

1 - Données générales

a) Impact

La réalisation de ces deux ouvrages revêt une importance capitale pour l'aménagement de l'axe RIG 13. Les deux bacs existants constituent actuellement des goulots d'étranglement qui freinent le développement des transports dans le centre du pays.

b) Coût total : 540 millions de kip

Investissement : 540 millions de kip.

2 - Données techniques

a) Description

Pont à deux voies de circulation

b) Durée et calendrier

Mise au point de l'opération 1969-1970

Réalisation : 1970 - 1972

3 - Sources de financement

Etant donné la rentabilité non seulement économique mais aussi financière de ces deux ouvrages, un financement de type commercial doit être recherché. Il est également possible de confier la réalisation et l'exploitation de ces ouvrages à une entreprise privée sous forme de régie, avec limitation dans le temps.

Projet No 38	Commission : Infrastructures Direction des Travaux Publics
ROUTE ASIE/A3 VIENTIANE-LUANG-PRABANG	

1 - Données générales

a) Impact

Il s'agit de reconstruire et rendre praticable en toutes saisons la route entre Vientiane et Luang-Prabang, de façon à ce que la capitale royale ne soit pas isolée. Cette route devrait permettre de diversifier les voies d'approvisionnement de la ville. En effet, à l'heure actuelle, l'essentiel provient de Thaïlande par Houei-Sai et le Mékong. La route permettra donc un approvisionnement d'origine nationale plus régulier et resserrera les liens qui unissent les deux capitales.

b) Coût total : 250 millions de kip

Entretien : 250 millions de kip.

2 - Données techniques

a) Description

Route en latérite à deux voies sur la plus grande partie du parcours.

b) Durée et calendrier

Fin des gros travaux prévue pour 1968-1969

Finition et grosses réparations : 1969-1970

Aménagements et entretien : après 1970

3 - Sources de financement Hors Plan-Cadre

125 millions : Budget National	} Fonds commun Routier USAID-BPR/GRL
125 millions : USAID	

Projets Nos 39 et 40	Commission : Infrastructures Direction des Travaux Publics
ROUTE D'ASIE/A2 VIENTIANE-SENO SENO-CAMBODGE	

1 - Données générales

a) Impact

Cette route est l'élément de l'axe nord-sud aujourd'hui le plus fréquenté. C'est la colonne vertébrale de la circulation intérieure lao unissant le nord et le sud du pays. Bien que son état ait été considérablement amélioré, en particulier par la construction de la section Nam Hin Boun-Nam Cading, il faut améliorer encore les conditions de circulation sur cet axe en assurant certaines réfections et l'aménagement des points critiques.

b) Coût total : 260 millions de kip

Réparation-entretien : 260 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Route en latérite de Vientiane à SENO.

Route bitumée de SENO-environs du Cambodge.

b) Durée et calendrier

Vientiane-SENO : 1970-1972

SENO-Cambodge : 1972-1974

3 - Sources de financement

Financement assuré par : Budget National : 130 millions de kip
USAID : 130 millions de kip

Projet No 41	Commission Infrastructures Direction des Travaux Publics
AUTRES PROJETS ROUTIERS	

1 - Données générales

Le réseau routier du Laos est articulé à partir de l'axe nord-sud qui suit jusqu'à Vientiane la vallée du Mékong puis remonte vers Luang-Prabang. Cet axe doit être prolongé jusqu'à la frontière birmane dans le cadre des travaux de la route d'Asie (tronçon A 13). De nombreuses liaisons sont à effectuer pour raccorder les régions encastrées du Laos à cet axe, et pour relier cet axe à des débouchés sur la mer.

La réalisation de ces liaisons dépend toutefois des conditions générales de sécurité et des moyens de financement disponibles.

2 - Sources de financement

Les projets une fois définis devraient être financés par un fonds commun auquel le Budget National et l'aide américaine contribueraient chacun pour moitié.

Projet No 42	Commission : Infrastructures Direction des Postes et Télécommunications
POSTE RURALE	

1 - Données générales

a) Impact

Un service postal régulier dans les zones prioritaires de développement rural est un des facteurs qui permettra la mise en place d'une économie de marché à l'intérieur de celles-ci. D'autre part, il permettra une coordination aisée des divers services participant au développement de la zone en améliorant les liaisons avec les directions dont ils dépendent.

b) Coût total : 65 millions de kip

Investissement : 45 millions de kip

Fonctionnement : 20 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Bureaux de postes limités

b) Priorités d'exécution

Chinaimo, Thadeua : 1969-70

Phone-Hong, Ban Keun : 1970-71

3 - Sources de financement

Financement assuré par : Budget National

Projet No 43

Commission Infrastructures
Direction des Postes & Télécommunications

EXTENSION DU TELEPHONE DE VIENTIANE

1 - Données générales

Devant l'accroissement régulier de la ville de Vientiane, mais surtout en raison du développement rapide des activités qu'elle connaît, il est nécessaire de procéder à une extension du réseau téléphonique.

2 - Données techniques

L'opération d'extension a été envisagée en deux tranches de 600 lignes chacune. Le montage de ces deux tranches est à envisager simultanément. En effet, la demande de téléphone est telle qu'un réseau de 2.000 lignes semble juste suffisant pour les prochaines années. Par ailleurs, les frais de montage étant à peu près identiques pour 600 ou 1.200 lignes, il est possible d'économiser plus de 30 millions de kip sur une éventuelle installation différée de la deuxième tranche.

L'état du réseau de câbles actuel exige une réfection complète, faute de quoi les extensions envisagées ne pourront être utilisées de façon normale.

Pour rattacher le réseau de Vientiane de façon plus satisfaisante au réseau international, une liaison Vientiane-Hong-Kong est prévue dans l'opération.

Il reste bien sûr à déterminer si le réseau de téléphone qui comportera alors 2.000 lignes en tout pourra être rentable.

Pour cela, il faut que la quasi-totalité des nouvelles lignes soient louées à des particuliers, la demande est largement suffisante, et non aux services de l'administration. En effet, dans ce dernier cas, l'Etat est amené à donner d'une main ce qu'il reprend de l'autre, ce qui ne lui procurerait pas de ressources nouvelles pour amortir les emprunts et les installations. La rentabilité de l'opération dépend également de l'efficacité de la facturation et du recouvrement des abonnements. Dans ce domaine, une réorganisation complète du système actuel est nécessaire.

a) Calendrier

L'extension doit être terminée en 1971 et les branchements progressivement réalisés à partir de cette date, à raison de 500 par an.

3- Sources de financement

Le coût global du projet s'élève à 267 millions de kip.

Le Budget National directement, ou relayé par les instituts d'Etat de crédit, financera la construction, le montage et les travaux de pose soit : 90 millions de kip.

L'aide économique et technique française finance une partie du matériel, soit 50 millions de kip.

Le solde, soit 127 millions, sera financé par un emprunt dans le cadre du prêt français de 1966.

Projet No 44	Commission Infrastructure Direction des Postes & Télécommunications
TELECOMMUNICATIONS VIENTIANE - NONGKHAI	

1 - Données générales

Dans le but de relier le réseau lao au réseau thaïlandais, une liaison Vientiane - Nongkhai est prévue. Cette réalisation permettra d'obtenir de meilleures communications, non pas seulement avec la Thaïlande, mais également le réseau international, à travers ce dernier pays.

2 - Données techniques

Il s'agira d'une liaison hertzienne comprenant 300 canaux.

a) Calendrier

Les études techniques complémentaires seront terminées en 1969 et la réalisation sera terminée en 1969-1970.

3 - Sources de financement

Le coût des équipements a été estimé à 25 millions de kip. Le financement sera assuré par l'aide japonaise.

Projet No 45	Commission : Infrastructures Service météorologique
STATIONS DE METEOROLOGIE AGRICOLE	

1 - Données générales

a) Impact

Implantée dans les zones de développement rural, ces stations devraient permettre de déterminer la nature de micro-climats à l'intérieur de celles-ci afin que les types et modes de cultures soient adaptés au mieux.

b) Coût total : 43 millions de kip

Investissement : 33 millions de kip

Fonctionnement : 10 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Observations météorologiques principales et secondaires, en priorité dans les fermes expérimentales.

b) Durée et calendrier

Trois stations par an.

c) Priorités d'exécution

Les stations de la plaine de Vientiane sont à réaliser en premier.

3 - Sources de financement

Financement assuré par : Budget National

Projet No 46	Commission : Infrastructures Préfecture de Vientiane
ASSAINISSEMENT DU CENTRE DE VIENTIANE	

1 - Données générales

a) Impact

La mise en place d'un réseau d'égouts et de drainage est indispensable d'un simple point de vue sanitaire et pour éviter les inondations en saison des pluies.

b) Coût total : 450 millions de kip

Investissement : 450 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Selon les plans du service de l'Habitat et de l'Urbanisme.

b) Durée et calendrier

Durée de réalisation : 4 ans

c) Priorités d'exécution

Collecteur principal à réaliser en premier.

3 - Sources de financement

Financement assuré par : Budget National, alimenté par une contribution à l'assainissement des habitants de Vientiane, et fonds d'assainissement urbain (emprunt).

Projet No 47	Commission Infrastructures Préfecture de Vientiane
SERVICES DE POMPIERS	

1 - Données générales

A l'heure actuelle, les villes du Laos ne disposent pas de service de pompiers. En cas d'incendie, ce sont les voitures-pompe des missions étrangères qui participent aux opérations.

Etant donnée la mobilité de ces moyens de lutte contre le feu, il est indispensable que les principales villes du Laos en soient dotées. En effet, un réseau de bornes à incendie n'est pas suffisant car il ne peut couvrir toute la ville.

2 - Données techniques

Dix unités sont nécessaires, chacune d'elle comprenant 2 voitures-pompe et 2 citernes.

a) Calendrier

2 unités par an

3 - Sources de financement

Chaque unité coûte 14 millions de kip à l'achat et entraîne des frais de fonctionnement de 2,1 millions par an.

L'achat du matériel sera financé soit par les aides étrangères soit par des fonds qui restent à trouver.

Le Budget National financera les frais de fonctionnement, soit 21 millions de kip au bout de 5 ans.

Projet No 48	Commission Infrastructures Direction de l'Aviation Civile
LIAISONS TELETYPES AVEC LES CENTRES NATIONAUX	

1 - Données générales

Il s'agit de liaisons point à point avec les principaux centres aériens du Laos. Ces liaisons n'existent pas à l'heure actuelle, elles sont nécessaires pour l'acheminement des messages aéronautiques destinés à faciliter les transports aériens à l'intérieur du Laos.

2 - Données techniques

Ces liaisons sont à réaliser par télétypes pendant l'année 1969-1970, pour relier Vientiane à Houei Sai, Sayaboury et Attapeu.

3 - Sources de financement

L'investissement nécessaire est de 12 millions de kip, le fonctionnement de 2,5 millions. Le tout est à financer par le Budget National.

Projet No 49	Commission : Infrastructures Direction de l'aviation civile
LIAISONS AVEC LES CENTRES INTERNATIONAUX VOISINS	

1 - Données générales

a) Impact

Ces liaisons directes internationales point à point sont indispensables pour permettre le transport aérien de Vientiane vers ces centres. A l'heure actuelle, les messages transitent par le centre morse de Saigon, maintenu pour les besoins du Laos.

b) Coût total : 49,600 millions de kip

Investissement : 38 millions de kip

Fonctionnement : 11,600 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Liaisons par télétype.

Certaines de ces liaisons sont projetées par les PTT; elles sont alors à réaliser en commun pour éviter tout double emploi.

b) Durée et calendrier

Vientiane - Saigon, Bangkok

3 - Sources de financement

Financement assuré par : Budget National.

Projet No 50	Commission : Infrastructures Service géographique
ATELIER DE RESTITUTION PHOTOGRAMMETRIQUE	

1 - Données générales

a) Impact

Compte tenu de l'état actuel des techniques modernes pour les levés cartographiques, l'utilisation au Laos des procédés photogrammétriques apportera, à plusieurs points de vue des avantages certains sur des procédés classiques.

L'existence des recouvrements aérophotographiques du territoire national à différentes échelles, fournit déjà les éléments de base pour l'utilisation en photogrammétrie aussi bien qu'en photo-interprétation.

b) <u>Coût total</u> :	30,000 millions de kip
Investissement :	7 millions de kip
Fonctionnement :	23,300 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Le service géographique est déjà équipé d'un minimum d'appareils pour commencer les travaux de l'atelier avec 3 sections (laboratoire photographique, restitution analogique et restitution monoculaire). Les sections de triangulation aérienne et de prises de vue sont envisagées pour la 2ème période quinquennale du Plan-Cadre. Le personnel technique est en période d'entraînement et une partie est déjà en condition de participer à la production.

b) Durée et calendrier

Projet en cours de réalisation

3 - Sources de financement

**Financement assuré par le Budget National plus un expert
pourvu par les Nations Unies.**

**N.B. 2 bourses d'études supérieures, géodésie et photogrammétrie
du premier ordre sont nécessaires en outre dès 1970-1971.**

Projet No 51	Commission Infrastructures Service du cadastre
PLANS CADASTRAUX	

1 - Données générales

A l'heure actuelle, il n'existe pas de plans cadastraux ni en milieu urbain, ni en milieu rural. Avec le développement que connaissent les villes, mais aussi l'aménagement prochain de la plaine de Vientiane, il est indispensable de procéder à ces travaux dans un prochain avenir.

La méthode employée, de même que les objectifs poursuivis, ne doivent pas remettre en cause le système de propriété et d'exploitation de la terre au Laos.

2 - Données techniques

Plusieurs couvertures photographiques aériennes de la plaine de Vientiane, y compris la ville, ont été effectuées ces dernières années. La plus récente date de fin 1968. L'utilisation de ces photos, combinée avec la méthode classique d'enquêtes, doit permettre d'épargner du temps et des moyens.

a) Calendrier

Un photo-plan (au 1/5000) de la ville de Vientiane devrait être dressé en 1969-70, pour satisfaire les besoins les plus urgents et préparer la réalisation d'un véritable plan cadastral.

Les travaux cadastraux dans la plaine de Vientiane commenceront en 1970-1971.

3°) Sources de Financement.

Le coût de la formation de personnel compétent et de l'équipement du service du cadastre est estimé à 11 millions de Kip qui se décomposent comme suit :

- frais de fonctionnement financés par le Budget National, soit 5 millions de Kip.
- frais d'équipement financés par l'USAID, soit 6 millions de Kip.

LA COMMISSION EDUCATIONFiche générale d'introduction1) Les grandes orientations générales.11 Objectif.

Le but de l'éducation est le développement économique, social et culturel du pays, aussi son développement doit être étroitement lié au Plan-Cadre de développement national. Celui-ci donne la première priorité au développement du secteur productif, l'éducation doit donc contribuer pleinement au développement de la production nationale, en s'adaptant aux réalités économiques. De ce principe général, on peut tirer deux conséquences :

- L'éducation doit viser à la promotion du milieu rural dans toutes ses activités économiques présentes et futures ainsi qu'à la formation de la main d'œuvre nécessaire au développement des entreprises directement ou indirectement productives en milieu urbain.
- Le développement de l'éducation doit être adapté aux possibilités financières du pays : il est nécessaire de faire un arbitrage entre les besoins très étendus de la scolarisation et la faiblesse actuelle des ressources budgétaires.

12 Orientations particulières par service.1 - Formation du personnel enseignant (enseignement Normal et de la Recherche Pédagogique)

- Au Laos d'abord : relever le niveau actuel de formation du personnel enseignant, par l'allongement de la durée de la scolarité, aussi bien pour la formation des instituteurs que des professeurs.

- A l'étranger :

Accorder des bourses d'études pour la formation des enseignants des collèges techniques.

Accorder des bourses aux bacheliers pour leur permettre d'obtenir les divers grades universitaires (licences, maîtrises, doctorats), dans la mesure où ils s'engagent à travailler dans l'enseignement à leur retour.

Le développement de la section des professeurs lao de l'enseignement secondaire est nécessaire. En effet le personnel étranger enseignant au Laos a déjà atteint un plafond et devient insuffisant en regard de l'effectif toujours croissant des élèves.

2- Développement de l'enseignement technique et professionnel.

- La priorité sera donnée aux enseignements pratiques et technologiques, en conséquence la part de l'enseignement général au niveau du premier cycle sera réduite.
- Organisation des établissements d'enseignement technique à des fins de production.
- Placement des élèves à la fin de leur scolarité technique.

3- Développement de l'enseignement général :

- Primaire

- Développement et création de nouveaux bâtiments scolaires en vue de répondre à l'augmentation des effectifs scolaires (10% par an).
- Introduction d'un enseignement pratique : création de salles de sciences d'observation, d'ateliers

(pour les garçons) et de salles de coutures (pour les filles).

- Réimpression et édition de manuels scolaires pour les mettre à la disposition de tous les élèves.
- Augmentation des effectifs du personnel enseignant de manière à réduire le rapport maître-élèves à $\frac{1}{35}$ pour le cycle primaire à $\frac{1}{30}$ pour le cycle complémentaire.

- Secondaire

- Création de collèges périphériques autour des lycées existants ou en projet, de manière à éviter un afflux vers la ville des élèves voulant entreprendre des études secondaires à la sortie de l'enseignement primaire.

4 - Développement des enseignements supérieurs et spécialisés.

- Développement des stages de perfectionnement à l'étranger des élèves sortant de l'enseignement supérieur lao.
- Amélioration qualitative des établissements actuellement existants.
- Subvention pour le soutien et le développement des écoles Pali de province.

2) Réformes structurelles pour le Développement de l'Education.

21 Relèvement du niveau de formation du personnel enseignant par l'allongement de la scolarité.

Pour des raisons d'efficacité certains aménagements seront apportés au programme de formation du personnel enseignant par l'allongement de la durée de la scolarité.

Formation des instituteurs de l'Enseignement Primaire recrutés au niveau du certificat d'études primaires.

- Suppression du cycle de formation d'un an.
- Transformation du cycle de formation de 4 ans en 5 ans comprenant l'année de stage.

Formation des professeurs de l'enseignement secondaire

a) Professeurs des classes de 6^e et 5^e recrutés au niveau du DEPC :

- Transformation du cycle de formation de 3 ans en 4 ans, non compris l'année de stage à l'étranger.

b) Professeurs des classes de 4^e et de 3^e recrutés au niveau du Baccalauréat.

- Transformation du cycle de formation de 2 ans en 3 ans, non compris l'année de stage à l'étranger.

c) Professeurs de langue anglaise.

- Transformation du cycle de formation en 7 ans en 4 années, non compris l'année de stage à l'étranger et avec un recrutement au niveau du DEPC au lieu du certificat de fin d'étude primaire.

22 Système des bourses pour la formation des enseignants:

Compte tenu de la situation actuelle du Budget National, il est envisagé l'institution d'un régime d'élèves non boursiers à partir de 1968-69 (30 à 50% des élèves admis au concours pourraient être dans ce cas). Les critères d'affectation des bourses sont en cours d'étude.

D'autre part, une partie des enseignants formés par ces écoles pourraient être orientés vers l'enseignement privé dans la mesure des places disponibles, par conséquent un nouveau statut devrait être étudié pour eux.

23 Organisation des établissements d'enseignement technique à des fins de production.

- par l'introduction de travaux utilitaires à caractère rentable dans les programmes d'ateliers.
- par l'extension des stages durant les vacances d'été.
- par la création de coopératives de production auprès des collèges techniques.

24 Coordination entre le service de planification de l'éducation nationale et la Direction du Travail et de la Main d'Oeuvre.

- Il importe d'obtenir rapidement une harmonisation entre l'offre et la demande sur le marché du travail.

Des études devront être entreprises à ce sujet.

D'autre part un bureau de placement à la Direction du Travail devra être créé pour donner un emploi aux jeunes techniciens sortant de l'enseignement technique et professionnel.

Dans ce but, des mesures devront être prises pour assurer par priorité l'embauche des nationaux. Un quota d'ouvriers et d'employés nationaux devra être imposé aux entreprises privées, selon leur type d'activité.

Enfin ce bureau de placement pourra trouver des stages pour les étudiants pendant les vacances d'été, de manière à leur faire prendre contact avec la vie active à laquelle ils se destinent.

25 Coordination entre l'Education Nationale et les divers services s'occupant du développement du secteur Agro-Sylvo-Pastoral.

- pour la mise en place et le bon fonctionnement du lycée Agro-Sylvo-Pastoral.
- pour orienter les jeunes techniciens à la sortie des diverses écoles vers le milieu rural qui représente le secteur productif prioritaire.

Projet N°52	Commission Education Direction de l'Enseignement Primaire
DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN MILIEU RURAL	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet vise principalement le développement de l'enseignement primaire dans le milieu rural en créant de nouveaux postes, tant pour l'enseignement général que pour l'enseignement spécialisé. Un accroissement de 5% des enseignants permettra de mieux faire face à l'augmentation des effectifs scolaires.

- b) Coût total du projet s'élève à 48,000M. pour les nouveaux recrutements et à 2,976 M. de Kip pour les bourses de formation de professeurs d'écoles ménagères et d'artisanat rural.

2°) Sources de Financement.

Le projet est à prendre en charge par le Budget National.

Projet N°53	Commission Education Direction de l'Enseignement Primaire
EXTENSION DES (CREC) CENTRES RURAUX COMMUNAUTAIRES DE BASE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ils ont pour but de :

- Scolariser rapidement le pays : actuellement les 11.000 villages du Royaume ne disposent que 1.700 écoles et moins du quart des enfants sont scolarisés.
- L'effort du Budget National en matière d'équipement a atteint son plafond : pour cette même raison la participation des collectivités locales est nécessaire pour atteindre l'objectif fixé, c'est le but de ce projet.

- b) Coût total : 27,000 Millions de Kip
Fonctionnement : 27,000 Millions de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

- L'enseignement est assuré par les bonzes, anciens bonzes, certifiés, notables instruits choisis parmi les habitants du village et proposés à l'agrément de l'Inspecteur Primaire compétent.
- L'enseignement porte sur la culture de jardin, l'amélioration des rendements, la pratique de l'hygiène, l'amélioration de l'alimentation.
- Les CREC sont fondées sur les principes de Développement Communautaire et visent à l'alphabétisation de la population (lire, écrire, compter).

- Conditions nécessaires pour l'ouverture d'un centre :

- avoir au minimum 20 élèves.
- fournir un local et choisir un responsable.
- se trouver dans les zones excentriques et éloignées les unes des autres de 2kms environ.
- dispenser l'enseignement pendant cinq heures par jour au minimum.
- une collaboration étroite entre les CREC et les équipes de développement des Affaires Rurales est une des conditions de réussite de l'entreprise.

b) Durée et calendrier.

Projet en cours d'exécution et s'étendant sur les 5 années du Plan.

c) Priorités d'exécution.

Vientiane.

Le projet fait partie du Plan d'aménagement de la Plaine de Vientiane.

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par le Budget National 27,000 Millions de Kip.

Prjet N°54	Commission Education Direction de l'Enseignement Primaire
EXTENSION ET CREATION DE NOUVEAUX GROUPES SCOLAIRES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il existe au Laos un écart très important entre le nombre d'élèves entrant en classe de P1 (78.683) et ceux sortant de P6 (11.026) au terme de l'enseignement primaire. Un des éléments pour remédier à cette situation est la constitution de groupes scolaires complets dans les centres les plus importants, de manière à ce qu'une proportion élevée d'élèves puisse suivre leur scolarité dans un même établissement, à proximité de leur village.

b) <u>Coût total :</u>	287,000 M. de Kip
Investissement	121,000 "
Fonctionnement	166,000 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit de bâtiments comprenant de 6 à 8 classes et pouvant recevoir chacun près de 300 élèves. Cela suppose la construction de nouveaux bâtiments et une extension du corps enseignant.

b) Durée et Calendrier.

Projet en cours d'exécution

c) Priorité d'exécution.

- Vientiane
- Luang-Prabang
- Savannakhet

- Paksé
- Autres régions

3°) Sources de Financement.

- a) Financement assuré par : le Budget National 166,000M de Kip
- b) Financement à rechercher: 121,000 M. de Kip

Un groupe scolaire dynamique est le meilleur moteur du développement pour le village, aussi ce projet devrait intéresser les missions d'aides qui se consacrent au développement du milieu rural.

Projet N°55	Commission Education Direction de l'Enseignement Primaire
TRANSFORMATION DES ECOLES ELEMENTAIRES EN DEMI- GROUPES SCOLAIRES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le but de ce projet est de développer des écoles élémentaires existantes ne comportant qu'une ou deux classes (P1 et P2) en un demi-groupe scolaire en comportant quatre (P1, P2, P3 et P4), de manière à éviter les pertes très importantes lorsque les enfants doivent aller à l'école dans un village éloigné. De plus le nouveau demi-groupe scolaire avec ses instituteurs sera un des éléments fondamentaux du développement du village.

- b) Coût total : 239,700 M. de Kip
 Investissement 127,200 "
 Fonctionnement 112,500 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il existe actuellement 1.624 écoles élémentaires. On prévoit seulement que 10% de celles-ci pourront être transformées en demi-groupes scolaires pendant les cinq années du Plan.

b) Durée et Calendrier.

Le projet est en cours d'exécution.

c) Priorité d'exécution.

- Vientiane
- Luang-Prabang
- Savannakhet

- Paksé
- Autres régions

3°) Sources de Financement.

- a) Financement assuré par : le Budget National pour
135,500 M. de Kip
l'aide française pour
32,200 M. de Kip

- b) Financement à rechercher: 75,000 M. de Kip

Ce projet, par son importance sur le développement du milieu rural devrait attirer l'attention des missions d'aide qui s'intéressent au développement de ce secteur.

Projet N°56	Commission Education Direction de l'Enseignement Secondaire
OUVERTURE D'UN COLLEGE A PHONE HONG	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet est lié au développement de la Plaine de Vientiane. Il va permettre d'éviter une ruée vers la ville des jeunes écoliers qui au delà de l'école primaire, veulent, suivre des études secondaires.

Le lycée de Vientiane est le seul débouché à l'heure actuelle pour les élèves de cette province. De plus les Muong de Phone Hong et de Ban Keun doivent être rassemblés dans une nouvelle province. Ce collège est donc l'un des équipements importants de cette future province, un autre étant la création de l'Ecole Normale de Ban Keun.

b) Coût total : 219 Millions de Kip

Investissement	199,000 Millions de Kip
Fonctionnement	20,000 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit de la construction d'un bâtiment de classe disposant d'une bibliothèque, d'un laboratoire et d'un logement pour le Directeur.

Deux professeurs vont être recrutés chaque année. D'où 10 professeurs pour 5 ans.

3°) Sources de Financement.

<u>Financement assuré par</u> :	Budget National	30,000 M. de Kip
	USAID	189,000 "

Projet N°57	Commission Education Direction de l'Enseignement Secondaire
COLLEGES DE HOUEI SAI, KHONG SEDONE & PAKLAY	

1°) Données Générales.

a) Impact.

L'ouverture de trois collèges dans des régions actuellement démunies va permettre d'instituer un relais entre l'enseignement primaire des villages et l'enseignement secondaire long des Lycées. En réduisant l'afflux prématuré des élèves vers les Lycées, ces collèges périphériques sont un facteur de développement pour les régions où ils sont situés.

b) Coût total : 88,680 M. de Kip

Investissement 75,000 "

Fonctionnement 13,680 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Chaque collège disposera d'une bibliothèque, d'un laboratoire et d'un logement pour le Directeur. Deux professeurs seront recrutés annuellement pour chacun d'eux. Le collège s'enrichira chaque année d'une classe supérieure pour arriver en fin de réalisation à la classe de 3ème.

b) Durée et Calendrier.

Ce projet devra commencer dans les trois premières années du Plan.

c) Priorité d'exécution.

- Khong-Sedone 1970-71
- Houei Sai 1971-72
- Paklay 1972-73

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par : le Budget National 88,680 Millions
de Kip.

Projet N°58	Commission Education Direction de l'Enseignement Secondaire
LYCEE DE PAKSE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet entre dans l'orientation : "création de nouveaux lycées modernes dans les principaux centres urbains". Après Vientiane et Luang-Prabang, il s'agit de doter Paksé d'un lycée moderne, comportant sections modernes et techniques.

b) Le coût total du projet n'est pas évalué encore avec précision mais il semble que l'ensemble des équipements prévus soit de 250,000 M. de Kip.

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le lycée sera construit sur un terrain domanial en bordure du Mékong, il comporte :

- 1 bâtiment administratif et une salle des fêtes,
- 6 bâtiments de classe,
- 1 réfectoire et 2 dortoirs,
- 1 annexe comportant des ateliers pour la section technique,
- 2 buildings pour le logement des professeurs et une villa pour le Proviseur.

Il est prévu pour une capacité supérieure à 1.000 élèves.

b) Calendrier.

Le projet est encore insuffisamment étudié pour que l'on puisse envisager un calendrier. Son importance même nécessite de le fractionner en plusieurs tranches successives.

Les études devront donc être poursuivies pendant l'année 1969-1970.

3°) Sources de Financement.

Aide française : 250,000 Millions de Kip.

Projet N°59	Commission Education Direction de l'Enseignement Secondaire
CONSTRUCTION ET AGRANDISSEMENT DE COLLEGES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet consiste à augmenter la capacité des divers établissements existants, tant dans la capitale que dans les chefs-lieux de province, dans la mesure des moyens disponibles. Faute de places, un certain nombre de candidats à l'enseignement secondaire sont refusés. Cependant ce nombre doit être réduit progressivement. On trouvera le détail de ces opérations dans le rapport de la commission au Commissariat au Plan.

b) Coût total des diverses opérations est de 92,500 M de Kip.

Investissement	85,000 Millions de Kip
Fonctionnement	7,500 "

2°) Sources de Financement.

- Budget National	:	7,500 Millions de Kip
- A rechercher	:	85,000 "

Projet N°60	Commission Education Dir. de l'Enseignement Technique & Professionnel
COOPERATIVES DE PRODUCTION AUX COLLEGES TECHNIQUES DE VIENTIANE ET SAVANNAKHET	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le moment est venu de songer à fixer les modalités d'auto-financement, par leur travail même, des établissements techniques et de commencer à produire. C'est ce but que vise la création de coopératives de production. Elles permettront en outre de préparer les élèves aux conditions de travail qu'ils connaîtront dans leur vie professionnelle, d'employer des anciens élèves dans les spécialités pour lesquelles ils auront été préparés.

a) Coût total : 10,000 M. de Kip

Investissement 4,000 Millions de Kip

Fonctionnement 6,000 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Cette coopérative comprend deux sections :

- a - Bâtiment avec les spécialités suivantes : maçonnerie, menuiserie, installation sanitaire, serrurerie, électricité.
- b - Réparation mécanique (spécialisée dans le Diesel). Son fonctionnement exige la participation d'un expert de formation professionnelle, des professeurs du collège et des élèves eux-mêmes. L'investissement est minime puisque la coopérative fonctionnera avec le matériel déjà existant. La coopérative

est liée au collège; le Directeur du collège sera aussi le Directeur de la Coopérative. Le stage pratique des élèves sera effectué à la coopérative qui versera une prime à tous les élèves stagiaires. Les élèves diplômés, s'ils le désirent, pourront être engagés ensuite définitivement par la coopérative.

b) Durée et Calendrier.

Ce projet sera mis en place pendant l'année 1969-70

c) Priorité d'exécution.

Ces collèges techniques ont été choisis pour cette expérience pilote en raison de l'importance de leurs effectifs, de la diversité des sections et de l'importance des marchés locaux offrant de larges possibilités de travail.

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par : Budget National : 10,000 M. de Kip

Projet N°61	Commission Education Dir. de l'Enseignement Technique & Professionnel
AGRANDISSEMENT COLLEGE TECHNIQUE VIENTIANE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le collège technique de Vientiane a pris une ampleur considérable. C'est le seul centre important qui permette la diversification de la formation des effectifs scolaires.

b) Coût total : 30,000 M. de Kip

Investissement	25,000 M. de Kip
Fonctionnement	5,000 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit du comblement des cuvettes de la Nam Passak et de l'assainissement des abords du collège en vue de l'agrandissement des ateliers et enfin de l'entourage du collège par une clôture de protection.

b) Durée et Calendrier : 1969-71

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par :

Aide française	25,000 Millions de Kip
Budget National	5,000 "

Projet N°62	Commission Education Direction de l'Ens. Technique et Professionnel
AGRANDISSEMENT DU COLLEGE TECHNIQUE LAO-ALLEMAND	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Le projet consiste à augmenter la capacité du collège, dont le nombre de pensionnaires passera de 70 à 150. En plus de la formation sur trois années des futurs techniciens nécessaires au développement économique du pays, on envisage de faire des cours spéciaux de recyclage pendant les deux mois de vacances et des cours du soir de manière à permettre aux techniciens lao d'améliorer leur compétence dans la profession qu'ils exercent.

b) Coût total du projet 300,000 Millions de Kip, la totalité en investissement.

2°) Données Techniques.

a) Description.

A l'exception de l'atelier moderne existant, les bâtiments seront reconstruits avec l'aide des élèves en deux années. Les frais de fonctionnement sont évalués entre 10 à 15,000 Kip par élèves et par an et pourraient être autofinancés par les ateliers eux-même : réparation de voitures, production de pièces mécaniques, réparation et installation électriques ... La participation du Gouvernement Royal, 25,000M. de Kip pourrait être utilisée pour acheter du terrain attenant à l'école, de manière à construire des logements pour les sept experts. Ces logements reviendront par la suite au Gouvernement Royal et lui éviteront le paiement de loyers.

3°) Sources de Financement.

Le projet est pris en charge par l'aide allemande pour 275,000 Millions de Kip. La part du Budget National est de 25,000 Millions de Kip en deux ans.

Projet N°63	Commission Education Direction de l'Enseignement Normal
ECOLE NORMALE DE KEN THAO	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce projet doit permettre de décongestionner l'école supérieure de pédagogie de Dong Dok et de former des maîtres dans des centres éloignés des grandes villes et au contact des réalités locales.

b) Coût total : 3,600 M. de Kip

Investissement 2,400 Millions de Kip

Fonctionnement 1,200 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Ce centre de formation comprendra un bâtiment de 6 salles de classe, un bâtiment dortoir et des logements pour le personnel administratif et enseignant.

b) Priorité d'exécution.

Projet faisant partie du plan de développement de la plaine de Vientiane.

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par : le Budget National 1,200 M. de Kip
2,400 sont à rechercher sous forme d'aide des collectivités locales et de l'USAID.

Projet N°64	Commission Education Direction de l'Enseignement Normal
CONSTRUCTION DE LABORATOIRES A L'E.S.P. (ECOLE SUPERIEURE DE PEDAGOGIE DE VIENTIANE)	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Cette école forme non seulement les instituteurs mais aussi les professeurs du premier cycle de l'enseignement secondaire. Or l'étroitesse des laboratoires empêche une bonne familiarisation des élèves-professeurs avec les travaux pratiques en laboratoire, élément principal pourtant de la pédagogie moderne.

b) Coût total : 53,500 Millions de Kip

Investissement 53,500 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Il s'agit principalement de la création de laboratoires de langues vivantes, de sciences expérimentales, d'agriculture et d'enseignement ménager.

b) Durée et Calendrier.

Projet en cours d'exécution.

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par : l'aide américaine.

Projet N°65	Commission Education Ministère des Cultes
ECOLES PALI DANS LE PROVINCES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

L'enseignement du Pali est l'un des fondements de la culture lao. Aussi importe-t-il que le Gouvernement soutienne son enseignement dans les écoles Pali des pagodes, de manière à ce qu'un plus grand nombre de bonzes puisse avoir accès aux grands textes bouddhiques.

b) Coût total : 15,000 Millions de Kip (subvention).

2°) Données Techniques.

a) Description.

Cette subvention distribuée annuellement aux écoles Pali dans les provinces, devrait apporter une aide pour leur fonctionnement, et pouvoir permettre de ronéoter ou d'imprimer quelques textes fondamentaux.

b) Durée et Calendrier.

Projet à mettre en oeuvre pendant la durée du Plan-Cadre.

3°) Sources de Financement.

a) Financement assuré par : le Budget National pour 15,000 M. de Kip.

b) Financement à rechercher :

La Fondation Asie pourrait être aussi intéressée par ce projet et lui apporter un concours très efficace.

Projet N°66	Commission Education Ministère des Cultes
ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'INSTITUT D'ETUDES BOUDDHIQUES A VIENTIANE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Depuis des années, quelques soient les constructions entreprises dans l'enceinte de la pagode, elles sont pour la grande part à la charge de la communauté villageoise. Mais, vu l'importance particulière de ce projet il serait souhaitable, que l'Etat puisse accorder une subvention pour la finition de l'Institut d'études bouddhiques. Cet Institut constitue une école religieuse supérieure unique au Laos.

b) Coût total : 3 Millions de Kip

Investissement 3 Millions de Kip

c) Durée et calendrier :

Projet en cours de réalisation

d) Priorité d'exécution : Vientiane

2°) Sources de Financement.

Budget National 3 Millions de Kip

Projet N°67	Ministère de la Santé Publique
ECOLE ROYALE DE MEDECINE	

1°) Données Générales.

A l'heure actuelle, les étudiants en médecine effectuent toutes leurs études à l'étranger après le baccalauréat, en vue d'obtenir leur doctorat en médecine. Un bon nombre changent d'orientation après leurs premières années d'études, ce qui représente une perte pour l'Etat car la plupart sont boursiers.

La création d'une section de doctorat à l'Ecole Royale de Médecine devrait permettre de pallier à cet inconvénient. En effet, les étudiants commenceraient leurs premières années de médecine au Laos, à la sortie du cycle secondaire. Ainsi, ceux qui seraient envoyés à l'étranger pour terminer leurs études de médecine seraient confirmés dans leur choix. Il serait possible également de procéder à une sélection des candidats boursiers.

2°) Calendrier.

L'Ecole Royale de Médecine devrait être en mesure d'accueillir les étudiants en première année de médecine dès la rentrée 1969.

3°) Financement.

L'investissement s'élève à 12 Millions de Kip dont 5,5 Millions d'équipements financés par l'aide économique et technique française et 6,5 Millions, pour l'aménagement des bâtiments, financés par le Budget National.

P.M.	Commission Education Direction de l'Enseignement Supérieur
FORMATION DE PROFESSEURS SUPERIEURS (I.R.D.A.)	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Actuellement, il n'y a que très peu de professeurs lao de carrière. Les professeurs de l'enseignement supérieur font défaut.

Il faut admettre que l'effort consenti par les pays amis dans ce secteur a déjà atteint son maximum. De plus aucun Etat ne peut dépendre totalement et indéfiniment pour l'enseignement de sa jeunesse des possibilités et de la bonne volonté d'un autre pays.

Aussi la formation de professeurs lao pour l'enseignement supérieur devient urgente.

Cette formation demande des études à l'étranger souvent très longues. Aussi faut-il commencer sans plus tarder.

b) Coût total : P.M.

2°) Données Techniques.

Description.

- Envoyer deux candidats pour suivre des études supérieures pour une durée de 3 ans à l'étranger, à condition qu'ils s'engagent à travailler dans l'enseignement à leur retour.
- Il est souhaitable que plusieurs bourses de stages soient toujours accordées aux étudiants de l'I.R.D.A. chaque année.

COMMISSION POPULATION-SANTE

Fiche générale d'introduction

1 Orientations générales en matières de population-santé.Orientations de la commission.

Les investissements dans ce secteur ne sont pas directement productifs. Cependant ils concourent très efficacement, à terme, au développement de la production. Une population active nombreuse et en bonne santé, harmonieusement répartie sur le territoire en fonction des besoins et possibilités, est un élément essentiel de développement économique car elle représente un capital-travail qui peut en partie suppléer au manque des autres formes de capital. Cet argument suffirait pour souligner l'importance de ce secteur, si de simples considérations d'ordre social étaient insuffisantes.

En ce qui concerne l'aspect démographique de la question, il est nécessaire, à partir du service de la statistique, de mettre en place une organisation capable de suivre l'évolution de la population d'un point de vue quantitatif et qualitatif à travers la mise au point de données démographiques de base. Toute prévision, d'ordre économique en particulier, doit s'appuyer sur des données démographiques sérieuses, faute de quoi il n'est pas possible d'évaluer les besoins ni par conséquent de fixer un taux de croissance raisonnable pour l'économie. Il importe que les travaux en la matière soient centralisés auprès d'un organisme unique afin de remédier à la multiplication des estimations.

Pour la Santé-Publique, les réalisations doivent en priorité développer la médecine préventive, dont l'efficacité par rapport au prix de revient est sans rapport avec celle de la médecine de soins. Il s'agit de réduire le taux de mortalité infantile et juvénile, d'origine parasitaire intestinale en particulier. Le taux de mortalité infantile est estimé à 30% par les Nations Unies. Cette action préventive doit aussi être effective

à l'échelle nationale en ce qui concerne la lutte contre les deux grandes endémies actuelles : le paludisme et la tuberculose.

12 Orientations par service.

121 Service de la statistique.

Le service de la statistique dispose d'un personnel compétent très limité en nombre.

Il s'agit de mettre en place une petite équipe de statisticiens, capables d'orienter et de diriger les travaux à entreprendre. Un corps d'enquêteurs doit être mis à leur disposition. Si les premiers ne peuvent être formés au Laos, (ils doivent avoir suivi des études supérieures de statistique), les enquêteurs peuvent être formés très rapidement sur place, ce sont de simples agents d'exécution. Le programme de formation de statisticiens qualifiés, poursuivant ou ayant terminé leurs études à l'étranger grâce à des bourses, semble suffisant si l'on procède à un regroupement des éléments formés plutôt qu'à leur dispersion au sein des différents Ministères. Quel que soit le statut du service de la statistique, les tâches qui l'attendent, le recensement général de la population en 1970 par exemple, sont nombreuses et très au dessus de ses moyens actuels. La mise en place d'une équipe valable est un préalable à toute action efficace de ce service.

122 Ministère de la Santé-Publique.

La tâche est considérable, il s'agit d'élever le niveau de la santé de la population toute entière, elle doit être accomplie avec méthode, dans le souci de coordonner les multiples efforts et de les orienter vers les problèmes majeurs pour augmenter leur efficacité. Il convient, en priorité, de mettre sur pied une organisation capable de rassembler les données statistiques de base relatives à la Santé Publique, non seulement au sein de l'appareil hospitalier lao, principalement urbain, mais surtout en milieu rural, qui constitue l'essentiel de la population. Une fois ce travail d'information mis en route, il conviendra de procéder

à une véritable planification de la Santé Publique qui devra s'accompagner d'une coordination effective des divers efforts entrepris.

2 Réformes de structure pour le développement du secteur population santé

31 Service de la statistique.

Dans l'état actuel, le service de la Statistique n'est pas en mesure de répondre aux besoins étant donné les moyens très limités dont il dispose, son organisation déficiente et la mauvaise coordination entre les services et organismes intéressés.

Il convient donc, en première urgence, de procéder aux réorganisations et remaniements nécessaires. A cet effet, une commission de la statistique doit être créée. Elle sera composée des représentants des principaux services et organismes producteurs et utilisateurs de statistiques concernant le Laos. Le Service de la Statistique est responsable de sa mise en place et de sa bonne marche.

Elle devra : - Définir les besoins en statistiques du Laos.
- Coordonner les actions actuellement en cours.
- Présenter un projet d'organisation de la statistique au Laos.

Etant donné l'importance des besoins en statistiques, dans un souci d'efficacité et d'économie des moyens, il semble très souhaitable qu'un Institut National de la statistique soit créé. Il devrait alors satisfaire les besoins des divers services nationaux en ce qui concerne l'économie, l'éducation, la santé publique etc... Cet Institut devrait être autonome afin de pouvoir remplir la diversité des tâches qui lui seront confiées.

32 Ministère de la Santé-Publique.

Les besoins en personnel sanitaire lao, depuis les médecins jusqu'aux infirmières et accoucheuses, sont très importants; il faut donc procéder de façon ordonnée et satisfaire en premier lieu les besoins prioritaires.

Les effectifs des auxiliaires (infirmiers et infirmières) en cours de formation ou qu'il est prévu de former sont presque en nombre suffisant semble-t-il. Cependant, la multiplicité des services et organismes qui dispensent ces formations est telle qu'il est difficile de faire le point de la situation; donc de savoir si l'effort entrepris est conforme aux besoins prioritaires. Par ailleurs, l'Etat est incapable, étant donné les limites imposées au Budget National du fait de la situation intérieure, de prendre en charge la totalité du personnel formé. Les dépenses de personnel ne peuvent être augmentées pour prendre en charge les promotions à sortir.

Le problème ainsi posé est grave car il conditionne le développement de l'action de la Santé Publique au Laos. Il importe donc qu'une Commission soit créée sous l'autorité du Ministère de la Santé Publique. Elle groupera tous les services formant et utilisant du personnel sanitaire. Elle aura pour attributions:

- de définir de façon précise les besoins en personnel sanitaire;
- de préciser les possibilités matérielles et financières du Budget, des aides et du secteur privé pour supporter ces frais de personnel;
- d'adapter les programmes en fonction des besoins et des possibilités;
- de rechercher les voies et les moyens pour développer le secteur de la médecine privée.

Projet N°68	Commission Population-Santé Service de la Statistique
RECENSEMENT GENERAL & AGRICOLE DE LA POPULATION	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Ce premier recensement général de la population permettra d'appuyer les données démographiques du Laos sur des bases certaines.

b) Coût total.

Estimé 50 Millions de Kip

Investissement	} 50 Millions de Kip.
Fonctionnement	

2°) Données Techniques.

a) Description.

Etude à entreprendre pour préciser les méthodes et moyens à mettre en oeuvre.

- recensement général de toute la population si la situation intérieure le permet, sinon recensement des zones contrôlées.
- Les renseignements recueillis devront toucher également, dans la mesure du possible le domaine agricole, l'éducation etc....

b) Durée et Calendrier.

A effectuer dans le cadre du recensement mondial sous l'égide des Nations-Unies.

c) Priorités d'exécution.

Formation de personnel qualifié

Préparation du recensement (questionnaire à tester en particulier).

Formation d'enquêteurs.

3°) Sources de Financement.

Financement à rechercher : 50 Millions de Kip

Ce projet, visant à développer les connaissances fondamentales concernant la population, dans le cadre d'un programme international, devrait pouvoir être pris en charge par l'aide multilatérale.

Projet N°69	Commission Population-Santé Service de la Statistique
CENTRE STATISTIQUE DE PAKSE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Jusqu'à présent, le Sud du Pays n'a pas fait l'objet d'enquêtes statistiques. La création d'un centre de statistiques à Paksé doit permettre de combler cette lacune.

b) Coût total :

Le coût estimé est de 3 Millions de Kip.

2°) Sources de Financement.

2 Millions de Kip sont à la charge du Budget National, tandis que l'USAID fournit du matériel pour une valeur de 1 Million de Kip.

Projet N°70	Commission Population-Santé Ministère de la Santé Publique
STATISTIQUES SANITAIRES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Mettre en place une organisation capable de rassembler les données statistiques de base relatives à la santé publique non seulement au sein de l'appareil hospitalier, principalement urbain, mais surtout en milieu rural.

b) Coût total : 3,2 Millions

Investissement : 2,8 M. de Kip
Fonctionnement 0,4 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Le projet consiste surtout en la mise au point du système de centralisation des données, à la surveillance de leur collecte et enfin à leur interprétation.

b) Durée et calendrier.

La mise en place s'effectuera de 1968 à 1971

c) Priorités d'exécution.

Organisation de l'hôpital Mahosot, de l'hôpital OB de Vientiane et de l'hôpital de Séno.

3°) Sources de financement.

Financement assuré par le Budget National

Projet N°71	Commission Population-Santé Ministère de la Santé Publique
UNITES DE SANTE RURALES-PLAINE DE VIENTIANE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Mise en place progressive d'une infrastructure médicale en milieu rural dans le but d'étendre l'action médicale préventive et curative à l'ensemble de la population..Ce projet fait partie du Plan d'aménagement de la Plaine de Vientiane.

b) Coût total : 150 Millions de Kip

Investissement 150 Millions de Kip

2°) Données Techniques.

a) Description.

Une équipe médicale polyvalente rayonne à partir de chaque unité et fait la tournée des sous-centres, couvrant ainsi une population de 100.000 habitants.

b) Durée et Calendrier.

1969 Thadeua; 1970 Ban Keun; 1971 Ban Thalats; 1972 Phone Hong
1973 P.M.

c) Priorités d'exécution.

Ordre ci-dessus.

3°) Sources de Financement.

a) Financement assuré par : Budget National pour le fonctionnement.

b) Financement à rechercher : 150 Millions de Kip

Il devrait intéresser les missions d'aide qui se consacrent au développement rural et au développement de la Santé. Il représente un intérêt tout particulier dans le cadre de l'aménagement de la plaine de Vientiane.

Projet N°72	Commission Population-Santé Ministère de la Santé Publique
LUTTE CONTRE LE PALUDISME	

1°) Données Générales.

a) Impact.

La population rurale dans son ensemble à des degrés divers, est impaludée, il s'agit de 85% de la population totale. Ceci explique le faible rendement du capital travail au Laos et l'importance économique de cette endémie. Il s'agit à long terme, de faire disparaître le paludisme à l'état endémique.

b) Coût total : 120 M. de Kip

Investissement 90 M. de Kip

Fonctionnement 30 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Une étude préalable à toute réalisation d'envergure est indispensable.

b) Durée et Calendrier.

Etudes 1969

Première campagne 1970

c) Priorités d'exécution.

Plaine de Vientiane. L'étude sera réalisée en 1969 par un expert OMS.

3°) Sources de Financement.

Financement assuré par : Budget National 30 M. de Kip.

Projet N°73	Commission Population Santé Ministère de la Santé Publique
LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE	

1°) Données Générales.

a) Impact.

Il s'agit à terme, de faire disparaître la tuberculose à l'état endémique du Laos.

b) Coût total : 60 Millions de Kip

Investissement 10 Millions de Kip

Fonctionnement 50 "

2°) Données Techniques.

a) Description.

Action préventive par vaccinations (test tuberculinique et BCG)

b) Durée et Calendrier

Première campagne : dernier trimestre 1968

c) Priorités d'exécution.

Population d'âge scolaire des principaux centres urbains.
60.000 personnes.

3°) Sources de Financement.

Budget National : 50 M. de Kip

Aide 10 "

Projet N°74	Commission Population-Santé Ministère de la Santé Publique
HOPITAL LUANG-PRABANG	

1°) Données générales.

a) Impact.

Aménagement de cet hôpital de province pour servir de centre régional

b) Coût total : 172,5 Millions de Kip

Investissement : 150 Millions de kip

Fonctionnement 22,5 "

2°) Données Techniques.

Description

200 lits

Etudes à entreprendre pour préciser les besoins.

3°) Sources de Financement.

a) Financement assuré par : Budget National 22,5 Millions de Kip

b) Financement à rechercher : 150 Millions de Kip

Projet N°75	Commission Population-Santé Ministère de la Santé Publique
LABORATOIRE DE FABRICATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES	

1°) Données Générales.

a) Impact.

A l'heure actuelle, tous les médicaments et produits pharmaceutiques sont importés, ce qui provoque des dépenses en devises et divers inconvénients comme les casses, qui atteignent une proportion élevée, ou les ruptures de stocks, beaucoup plus graves.

Il est possible de fabriquer sur place des produits pharmaceutiques simples d'utilisation quotidienne comme des sérums sucrés, de l'eau distillée etc....

b) Coût total. 5 Millions de Kip

2°) Données Techniques.

Il s'agit d'aménager un local. Après remise en état du bâtiment et quelques installations simples. Le matériel serait fourni par l'aide américaine en particulier.

A partir du moment où le bâtiment serait disponible et son aménagement entrepris, le laboratoire peut fonctionner dans un délai de quelques mois.

3°) Sources de Financement

Budget National : 5 Millions de Kip.

COMMISSION EQUIPEMENTS SOCIAUX

Fiche générale d'introduction

GRANDES ORIENTATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SOCIAUX

- 1) Situation - Le Plan-Cadre de développement donne la première priorité au développement du secteur productif. En effet, c'est dans la mesure où l'on aura pu dégager des ressources nouvelles provenant de l'augmentation de la production nationale que l'on pourra investir dans les autres secteurs et en particulier dans le secteur social. C'est pourquoi, on a délibérément choisi de replacer tous les projets sociaux dans le contexte de la vie économique et politique du pays, et de ne retenir que ceux dont les effets sont important à ce point de vue. Ce critère a permis de choisir les projets retenus pour le Plan-Cadre parmi une longue liste de projets proposés.
- 2) On a été conduit à définir ainsi quatre grandes orientations du secteur social pendant le Plan-Cadre:
 - La première orientation est imposée par la situation de guerre que connaît le Laos actuellement. La nation doit prendre en charge ceux qui se sont dévoués pour la défense de son indépendance et de son intégrité territoriale ainsi que tous ceux qui sont victimes du fait de guerre : appareillage et recasement des invalides, recasement des réfugiés, recasement des anciens militaires, prise en charge des orphelins tant civils que militaires. Il faut souligner d'ailleurs que le retour à la paix, nécessitera dans un premier temps, un effort particulier pour réintégrer les anciens combattants dans la vie civile.

- Dans tout Etat, l'information est un facteur puissant d'unité nationale. Au Laos, tout particulièrement, elle apparaît comme primordiale. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre à la disposition de ce secteur les équipements radio indispensables à cette mission.
- Compte tenu du sous-peuplement du Laos, l'utilisation rationnelle de la force de travail s'impose. L'organisation et le contrôle du marché de l'emploi pour adapter l'offre à la demande et prévoir à temps les besoins sectoriels de main d'oeuvre nécessaire au développement économique constituent la troisième orientation.
- La quatrième orientation, enfin, concerne l'amélioration de l'infrastructure judiciaire. La justice représente, en effet, à côté des pouvoirs législatif et exécutif, le pouvoir judiciaire. Son but est de faire respecter la loi et l'ordre dans le pays. C'est pourquoi, le Plan prévoit la construction du Palais de Justice.

Projet No 76	Commission : Equipements sociaux Direction des Anciens Combattants
CENTRE ORTHOPEDIQUE	

1 - Données générales

a) Impact

Le centre orthopédique a pour but de soigner et de doter d'appareils de prothèse tous les amputés et les victimes de la guerre, tant civiles que militaires, ainsi que les poliomyélitiques. Il constitue une étape essentielle pour rendre possible le recasement des invalides dans leur milieu d'origine.

b) Coût total : 50,000 millions de kip
 Investissement : 23,000 millions de kip
 Fonctionnement : 27,000 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

L'objectif du centre est de produire 1.000 appareils par an pour arriver :

- à renouveler périodiquement les appareils utilisés
- à éviter l'achat d'appareils à l'étranger ce qui représente une économie importante de devises.

b) Projet en cours d'exécution

3 - Sources de financement

Budget National : 50 millions de kip

USAID : fourniture de pièces détachées et de matières premières.

Projet No 77	Commission : Equipements sociaux Direction de la Prévoyance Sociale
CREATION D'UNE INSPECTION DU TRAVAIL	

1 - Données générales

a) Impact

Dans un pays sous-peuplé, l'utilisation rationnelle de la force de travail est un objectif prioritaire. Pour que la Direction du Travail puisse assurer cette tâche, il est urgent de créer des Inspections Régionales du Travail dans les principaux centres urbains du Laos.

b) Coût total :

Fonctionnement : 32,500 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Les buts de ces Inspections Régionales comportent :

- le contrôle des conditions de travail dans les entreprises;
- l'adaptation de l'offre et de la demande sur le marché de l'emploi (des informations précieuses à ce sujet devraient permettre une meilleure orientation scolaire);
- la prévision en temps utile du recrutement de la main d'oeuvre nécessaire à la réalisation des grands projets d'aménagement et la mise en oeuvre des moyens de formation pratique qu'ils nécessitent.

b) Durées et calendrier

Le projet est urgent, en particulier à l'occasion de l'utilisation du barrage de la Nam Ngum. Le projet d'alphabétisa-

tion fonctionnelle de la population dans la boucle du Mékong est un premier pas dans ce sens.

- c) Priorités d'exécutions :- Inspection régionale centre nord
(Vientiane, Borikhane, Vang Vieng)
-Luang-Prabang
-Savannakhet
-Paksé.

3 - Sources de financement

Le projet comportant surtout des frais de fonctionnement est pris en charge par le Budget National : 32,500 millions de kip.

Projet No 78	Commission : Equipement sociaux Direction de la Prévoyance Sociale
ORPHELINAT ET JARDIN D'ENFANTS THAT KHAO	

1 - Données générales

a) Impact

Dans la situation bouleversée que connaît le Laos aujourd'hui, le nombre des orphelins et enfants déshérités va sans cesse en croissant, créant au gouvernement de nouvelles responsabilités. D'autre part, le nombre de femmes qui exercent un emploi à Vientiane augmente d'années en années; ce faisant, elles apportent un salaire d'appoint très précieux dans les milieux les moins fortunés. Aussi a-t-on décidé de créer une crèche et un jardin d'enfants à Vientiane.

b) Coût total :

110,000 millions de kip

Investissement : 95,000 millions de kip

Fonctionnement : 15,000 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

- Orphelinat : Il s'agit d'une extension des constructions et équipement existant actuellement afin de pouvoir accueillir 100 orphelins par an.
- Crèche et jardin d'enfants : ces équipements sont considérés comme complémentaires de l'orphelinat tout en étant distincts.

b) Durée et calendrier

L'extension de l'orphelinat est actuellement en cours.

La création de la crèche et du jardin d'enfants présente un moindre caractère d'urgence.

3 - Sources de financement

A rechercher.

Projet No 79	Commission : Equipements sociaux Ministère de la Justice
PALAIS DE JUSTICE A VIENTIANE	

1 - Données générales

a) Impact

La justice représente l'un des trois pouvoirs qui contribuent au bon fonctionnement de l'Etat. Il importe donc que ce pouvoir soit logé dans un Palais de Justice décent de manière que l'autorité qu'il représente soit connue et respectée de tous les citoyens.

b) Coût total : 100,000 millions de kip
Investissements : 100,000 millions de kip

2 - Données techniques

a) Description

Le projet consiste en la construction du Palais de Justice de Vientiane qui pourra rassembler dans un même bâtiment les différents Cours et Tribunaux.

3 - Sources de financement

Ce projet est entièrement pris en charge par le Budget National : 100,000 millions de kip.

231 Aménagement de la plaine de Vientiane

L'aménagement de la plaine de Vientiane est lié à la construction du barrage de la Nam Ngum et doit permettre une utilisation maxima de cette réalisation.

231/1 Projets directement liés à l'aménagement de la plaine de Vientiane**11) Etudes**

Ces études sont à entreprendre dans le cadre du Comité Lao du Mékong et devraient comporter 3 phases :

- études topographiques
- études agro-pédologiques
- études socio-économiques

Ces études permettront une planification générale de la plaine; elles se décomposent en trois tranches régionales :

- Les 5.000 ha constitués par la boucle du Mékong

Etudes à proposer à l'aide israélienne : l'étude topographique nécessite une carte au 1/2.500^e qui sera établie avec l'aide des Philippines et dont le coût est évalué à 15.000 US dollars (cf. Projet No 6).

- La 2^{ème} tranche est constituée par les 76.000 ha.

Situés à l'Est de la boucle, principalement entre le Mékong et la Nam Ngum. Ces études pourraient être prises en charge par la B.A.D. qui a déjà fait une mission préliminaire à ce sujet (cf. Projet No 6).

- Enfin une 3ème tranche pourrait être prise en charge par l'aide japonaise : Il s'agit d'abord de la réalisation du périmètre d'irrigation de 800 ha (cf Projet N°12) dans la région de Tha Ngone qui constituera un bon banc d'essai pour l'aménagement des 76.000 ha qui présentent des conditions géographiques et pédologiques semblables. L'étude de ce périmètre a été réalisée et le rapport final a été communiqué et doit permettre très bientôt de passer à la phase de réalisation. Il s'agit ensuite d'un programme de planification générale de 2.000 ha de la plaine de Phone Hong qui devrait être entrepris le plus rapidement possible (cf Projet N°6).

12) Réalisations prévues.

- Programme intégré de développement de la Plaine de Vientiane.

Le programme de développement intégré a pour but le développement coordonné de l'agriculture et de l'élevage dans la plaine de Vientiane. Il prévoit le développement des cultures sèches et de l'élevage pour la viande ainsi que la transformation industrielle de ces productions dans les domaines où il existe une demande intérieure (surtout le marché de Vientiane) et même des possibilités réelles d'exportation. Ce programme intégré est donc l'instrument essentiel de pénétration de l'économie de marché dans la plaine, condition indispensable pour un développement rural authentique.

- Projet de zones de développement dans la plaine de Vientiane (cf Projet N°22)

Sur les cinq zones créées annuellement, un nombre de plus en plus important concernera la plaine de Vientiane, étant donné son caractère prioritaire. Ces zones de développement rural communautaire peuvent servir de test pour la mise au point d'une méthode de développement approfondie et généralisée. Ces zones serviront de pôles de développement dont l'extension se fera en tache d'huile.

- Projets d'amélioration de l'infrastructure routière
(cf. Projet N°36)
 - Tracer la route de Thalât à Ban Keun sur la rive gauche de la Nam Ngum sur environ 15km, de manière à permettre à la population de Ban Keun d'avoir accès au chantier du barrage.
 - Amélioration de la route de ceinture (Vientiane - Phone Hong - Thalât - Ban Keun - Tha Ngone - Vientiane) pour laquelle une aide du Comité du Mékong est promise, vu le haut intérêt que représente ce circuit de circulation pour le développement de la plaine de Vientiane.
- Projets d'amélioration des infrastructures sociales
 - Projet 56 : Ouverture d'un collège à Phone Hong.
 - Projet 63 : Ouverture d'une Ecole Normale à Ken Thao
Ce premier projet va permettre de pouvoir disposer d'un équipement scolaire complet permettant le développement de toute la région Nord de la plaine.
 - Projet 71 : Création d'unités de santé rurale dans la plaine, de manière à étendre l'action médicale préventive et curative.
 - Projet 42 : Création de bureaux de poste rurale dans les zones de développement pour faciliter les liaisons avec les différents services nationaux participant à l'action de développement.
 - Projets concernant les fermes expérimentales pour le développement de la plaine de Vientiane.
 - Projet 42 : Création de stations météorologiques agricoles dans les fermes expérimentales.

- Projet 10 : Fermes expérimentales de Hat Dok Kèo, élément principal pour la mise en valeur de la boucle du Mékong (casier Sud).
- Projet 11 : Ferme expérimentale de Tha Ngone, élément principal pour la mise en valeur des 27.000ha.
- Projet 17 : Ferme d'élevage de Na Phèng, élément principal pour le développement de l'élevage dans la plaine.

231/2 - Projets d'intérêt national mais dont les premières priorités d'exécution sont accordées à la plaine de Vientiane.

- Etudes pour le développement du milieu rural
- Projet 18 : Inventaire forestier
- Projet 20 : Laboratoire d'étude et de protection des sols avec réalisation d'une carte d'utilisation du sol.
- Projet 7 : Laboratoire d'étude des sols et de la protection des végétaux.
- Projet 68 : Recensement général de la population.
- Campagne de médecine préventive
- Projet 72 : Lutte contre le paludisme
- Projet 73 : Campagne anti-tuberculeuse
- Enseignement agricole et éducation communautaire
- Projet 8 : Ecole Royale d'agriculture située à Tha Ngone et Vientiane.
- Projet 9 : Ecole de Hat Dok Kèo qui peut former les techniciens subalternes nécessaires au développement de l'irrigation de la plaine.

- Projet 23 : Centre de développement communautaire de Ban Amone : pour la formation du personnel devant travailler au développement de la plaine.
- Projet 53 : Extension des centres ruraux d'éducation communautaire (CREC).
- Autres projets
- Projet 14 : Développement de l'élevage des porcs et des volailles , des stations existant autour de la ville en raison de l'importance du marché de consommation que celle-ci représente.
- Grand projet IX: A long terme : Etude du barrage de Pa Mong.
- Grand projet VII: Cimenterie : Si l'hypothèse de la construction de l'usine près du barrage de la Nam Ngum est retenue à partir de l'exploitation du calcaire de Ban Na Leuang, la cimenterie sera la première usine d'un centre industriel important.

231/3 Coordination de ces divers projets : Commission pour l'aménagement du territoire.

31 Les données

Les projets rassemblés ci-dessus représentent des possibilités importantes pour l'aménagement de la plaine de Vientiane. Cependant ils ont un caractère assez dispersé. Aussi, c'est une nécessité pour l'aménagement du territoire que de coordonner la mise en oeuvre de tous ces projets, quel que soit le bien fondé de chacun d'eux. C'est à ce besoin que doit répondre la création d'une commission spécialisée dans l'aménagement régional.

32 Les objectifs de la commission

- 1) Coordonner les études en cours qui sont décomposées en trois tranches, chacune prise en charge par une aide différente. Il importe donc de pouvoir orienter ces études dans un même sens de manière à pouvoir disposer d'une information homogène permettant d'envisager une planification générale de la plaine.
- 2) Coordonner les travaux de tous les laboratoires et organismes qui mènent des recherches en milieu rural et promouvoir des études dans des secteurs importants, encore actuellement laissés dans l'ombre.
- 3) Coordonner l'action des divers services à l'échelon local des zones de développement. Il importe de mettre au point une méthode de développement rural lao, à partir d'une réflexion sur les expériences en cours. Il appartient à la commission de faire de nouvelles propositions à ce sujet après étude.
- 4) Mettre en place les institutions et organismes nécessaires pour l'utilisation et l'exploitation des infrastructures réalisées, en particulier pour l'irrigation : organisation collective pour la distribution et le contrôle de l'eau, coopérative ...
Une société d'économie mixte ou un office de développement régional pour la plaine de Vientiane pourrait être créé à cet effet selon la solution adoptée par un grand nombre de pays en matière d'aménagement du territoire.
- 5) Traiter de toutes nouvelles questions posées par les réalisations et l'aménagement de la plaine de Vientiane.

33 La composition de la commission

Cette commission devrait être composée de membres permanents délégués par chacun des services nationaux et des missions d'aide

collaborant au développement rural de la plaine de Vientiane, en vue de créer une société de développement régional.

232 Autres aménagements régionaux à étudier pendant la durée du Plan-Cadre.

- L'aménagement de la plaine de Vientiane, en liaison avec le barrage de la Nam Ngum, n'est que le premier pas en matière d'aménagement du territoire que fait le Laos. Il importe de ne pas vouloir commencer trop de choses à la fois, de manière à ce que l'on se rode à cette nouvelle discipline, en s'appuyant sur l'expérience pour adopter des solutions lao.
- Cependant cette expérience ne peut rester unique et isolée. Aussi faut-il pendant la durée du Plan-Cadre que des études soient menées de manière à définir les priorités régionales à donner pour la préparation du Plan suivant. Des études à ce sujet sont actuellement en cours pour les régions de la vallée du Mékong situées entre la plaine de Vientiane et la frontière cambodgienne. D'autres devraient être entreprises dans les régions du Nord, actuellement accessibles.

PROJETS HORS PLAN-CADRE

Dans ce groupe figurent les projets qui n'ont pas été retenus dans le Plan-Cadre, compte tenu de l'étroitesse des ressources budgétaires, malgré l'intérêt qu'ils présentent. Ces projets ont été classés par les Commissions verticales avec un moindre degré de priorité. La Commission de financement, compte tenu des disponibilités budgétaires attendues pour la période du Plan-Cadre, a arrêté la liste des projets retenus aux trois cinquièmes de celle constituée par l'ensemble des propositions des Commissions verticales. Le financement déjà prévu pour certains des projets différés est à reporter sur ceux compris dans le Plan-Cadre.

A titre exceptionnel, certains des projets différés pourraient être réintégrés dans le Plan-Cadre, mais à la condition expresse qu'ils n'entraînent aucune dépense d'investissement ou de fonctionnement pour le Budget National pendant toute la durée de la réalisation et au cours du fonctionnement normal de l'opération.

LISTE DES PROJETS DIFFERES

Projets	Aide	A re- chercher	Emprunt	Budget	Autres	Total 5 ans
Vaccins la- boratoire National		120,000				120,000
Crédit a- gricole			200,000			200,000
- Elevage			125,000			125,000
- Piscicult.			125,000			125,000
- Equip.rur.			200,000			200,000
2ème Lycée Vientiane		125,000	7,200			132,200
Ecole Arti- sanat rural et ménagère				68,856	20,256	89,112
Collège tech. Savannakhet		15,000				15,000
Ecoles Nor- males	120,000			18,000		138,000
Ecole des Arts Lao				20,700		20,700
Section tech- nique Luang- Prabang		27,000				27,000
Ecoles Elé- mentaires	1,386	200,000		287,500	160,000	684,886
Ordures mé- nagères		200,000		50,000		250,000
Protection des berges		130,000		70,000		200,000
Atelier re- vision 400h					48,000	48,000
Tranchage du bois		10,000				10,000
Electrifi- cation villes Prov. autres					652,000	652,000

Projets	Aide	A recher- cher	Emprunt	Budget	Autres	Total 5 ans
Infrastruc- tures aér.				250,000		250,000
Sec. Géo- désie		21,000		42,500		65,500
Rés. synop. de base		18,500		10,000		28,500
Orph. Anc. Combattants				93,000		93,000
Foyer jeunes		30,000		30,000		60,000
Rest. Vat Phou				4,000		4,000
Produc. laitières		30,000				30,000
Clinique vétér.				22,660		22,660
Hygiène Inspec. viandes				11,000		11,000
Transf. Cluster						P.M.
Electr. grandes villes					498,000	498,000
Electr. nouveaux Centres Urbains						
1° Pr.			9,000		137,000	146,000
2° Pr.					727,000	727,000
Écoles Nor- males exoen.				57,500		57,500
Collège de Ban Hom				25,720		25,720
Transf. IRDA Amphithéâtre Musées		40,000		25,000		65,000
Cons. de tribunaux				325,000		325,000

Projets	Aide	A recher- cher	Emprunt	Budget	Autres	Total 5 ans
Conseil E- tat, Tri- bunal. adm.				100,000		100,000
Ecole des Beaux-Arts		25,000		25,000		50,000
Transports et mater.				170,280		170,280
Bibliothè- que		30,000				30,000
Route cein- ture Plaine Vientiane, Pont Nam- Ngum et re- haussement		350,000				350,000
Route Asie A3		60,000				60,000
- Seno/Viet- nam						
- Xieng Kok/ LP		120,000				120,000
Bac Paksé Muong Kao		700,000				700,000
Assis. nav. aérienne		91,800		57,960		149,760
Chant. na- val VT		200,000				200,000
Port Savan- nakhet		359,000				359,000
Port Hat Dok Kéo, VT		240,000				240,000
Port Km 4 Vientiane					35,000	35,000
Vielle mété- rologie mond.		139,000		84,000		223,000
Chant. naval Savannakhet		235,000				235,000
Aut. ports fluviaux				13,500		13,500

Projets	Aides	A recher- cher	Emprunt	Budget	Autres	Total 5 ans
Sautages roches				3,000		3,000
Dragage				0,500		0,500
Liants secon- daires		10,000				10,000
Réser- ves et Parcs fores- tiers				15,000		15,000
Réamé- nage- ment Centre Urbain		150,000				150,000
TOTAL :	121,386 =====	3.676,300 =====	666,200 =====	1.880,676 =====	2.277,256 =====	8.621,818 =====

24 2

**LISTE DES PROJETS PROPOSES PAR LE COMITE INTERNATIONAL
DU MEKONG QUI N'ONT PAS PU ETRE RETENUS DANS
L'HYPOTHESE FINANCIERE FIXEE**

	En Mil- lions de Kip
REFERENCE - PROJETS	Coût total
- Continuation des travaux de rassemblement des données de base (équipement et experts)	45,000
- Autres données de base (Hydro-météologie, Hydrographie)	125,000
- Etudes juridiques	25,000
- Marché de l'énergie	50,000
- Etude de reconnaissance des autres projets du cours principal, non compris Pamong	100,000
- Etude de viabilité Sébangfai	403,500
- Etude de viabilité de Nam Teun en relation avec la Sébangfai et la Nam Hin Boun	600,000
- Etude de reconnaissance de la haute Sédone	100,000
- Etude de reconnaissance de la Sé Bang Hieng et autres affluents	250,000
- Système de prévision des crues	44,500
- Enquête sur les pêcheries dans l'ensemble du Bassin	50,000
- Coopératives	50,000
- Exploitation du Bassin versant de la Nam Ngum	5,000
- Archéologie	50,000
- Etudes Ecologiques	50,000
- Alphabétisation fonctionnelle	50,000
- Bourses d'étude	87,000
- Bourses d'étude à l'étranger	75,000
- Séminaires	50,000
<u>T O T A L :</u>	22.105,000

L'EXECUTION DU PLAN-CADRE

Avant de préciser les modalités de mise en oeuvre annuelles du Plan et les moyens de contrôle de son exécution, il convient de déterminer sa forme juridique.

FORME JURIDIQUE DU PLAN-CADRE.

Après examen et approbation par les instances compétentes, le Plan-Cadre est une loi-programme du Royaume portant instruction générale et permanente d'exécution à tous les agents de l'Etat ayant un poste de responsabilité pendant la durée du Plan-Cadre. Loi-programme veut dire que les orientations de la politique économique sont définies par celle-ci pour la période envisagée (1969-1974). Les premières réalisations et mesures pratiques sont également précisées. Etant donné son caractère général, puisqu'elle implique la définition d'une ligne politique, cette loi doit être exécutée par l'ensemble des services de l'Etat. Des arrêtés seront certes à prendre pour préciser certains points de la loi mais les actions et programmes qui y sont inscrits n'ont besoin d'aucune autre disposition législative ou réglementaire pour être exécutoires.

Les orientations majeures de la politique économique définie par cette loi-programme sont permanentes et intangibles. Elles doivent être maintenues plusieurs années de suite pour avoir un effet sensible, même si les modalités d'application peuvent évoluer suivant les nécessités de la conjoncture économique. Quant aux modalités d'application, autres que celles déjà définies dans la loi-programme elle-même, elles seront complétées et précisées par les cinq programmes annuels de réalisation.

PROGRAMMES ANNUELS DE REALISATION.

Etant donné l'état embryonnaire de l'économie au Laos, il

était préférable de tracer un Plan-Cadre souple, facile à moduler selon l'évolution des conditions nationales, plutôt que d'arrêter un plan très précis faisant appel à des techniques économiques poussées.

Pour compléter ce cadre de développement économique et social, chaque année, un programme annuel de réalisations est mis au point. Il définit avec précision les opérations à entreprendre ou à poursuivre pendant l'année considérée en fonction des orientations du Plan-Cadre, de la conjoncture générale et des possibilités budgétaires. Une coordination étroite est indispensable, au niveau du programme annuel, entre les services chargés de préparer le projet de budget et ceux du Plan. Une part non négligeable des réalisations du Plan-Cadre est en effet à la charge du Budget National.

321

CONTINUITE DES PROGRAMMES ANNUELS.

Les cinq programmes annuels du Plan-Cadre ne constituent pas autant de "sous-plan" juxtaposés dans le temps. Il forment au contraire une ligne continue qui seule permettra de recueillir les fruits d'une action bien définie portant sur plusieurs années. Ainsi, chaque programme annuel de réalisation, outre les opérations à entamer ou à continuer, prévoit la préparation et la mise au point complète des dossiers et études permettant de mettre en oeuvre de nouveaux projets. De même il propose un ensemble de mesures législatives, réglementaires ou administratives destinées à réunir les conditions nécessaires à la réalisation des projets retenus. Il n'y a donc pas de rupture d'un programme annuel à l'autre, mais une continuité bien articulée et souple qui permet de respecter les orientations fondamentales et de tenir compte des nécessités de la conjoncture.

322

METHODE D'ELABORATION DES PROGRAMMES ANNUELS.

Ces programmes annuels sont élaborés selon la même méthode que le Plan-Cadre. Des Commissions verticales de planification définissent pour chaque secteur économique en détail le programme

des projets à mettre en oeuvre, classés par ordre de priorité. Les Commissions horizontales procèdent à l'harmonisation de ces ressources disponibles. Il s'agit pour les programmes annuels de mettre au point les détails des opérations et leur calendrier.

Un des buts principaux de cette méthode de travail en commissions est de permettre la participation et la coordination la plus complète possible, tant des services nationaux que des missions d'aides étrangères. Leur simple concours est insuffisant à l'élaboration des orientations générales; il faut encore qu'ils mettent au point eux-mêmes les modalités d'application pratiques de ces principes.

Chaque projet de programme annuel est soumis à l'approbation du Conseil de Cabinet à la suite de quoi il devient une Ordonnance Royale. Il a valeur d'instruction particulière pour la durée de l'exercice budgétaire concerné. Son exécution est conditionnée par la mise en place des crédits nécessaires par l'autorité chargée du Budget National et par les dotations des aides.

323

CALENDRIER POUR L'ELABORATION ET LE CONTROLE DES PROGRAMMES DE REALISATION.

Les Commissions verticales et horizontales chargées d'élaborer le projet de programme annuel de réalisation du Plan-Cadre, pour l'année budgétaire à venir, se réunissent pendant les mois de Janvier et Février. Le projet est soumis à l'examen du Conseil National du Plan puis du Conseil de Cabinet, de telle sorte que l'Ordonnance Royale d'application puisse paraître vers le 15 Mars. Pour faciliter le travail de planification et le rendre plus efficace, la Direction du Budget fait connaître pour le 15 Février, avant les commissions horizontales, quelle est l'enveloppe budgétaire probable pour les investissements nouveaux. En contrepartie, cette Direction dispose à partir du 15 Mars du programme annuel de réalisation qui lui est indispensable pour la préparation du projet du Budget.

MISE EN PLACE ET CONTROLE DES PROJETS

COMITES DES AIDES

Ces comités ont pour but, par une méthode très souple, de faciliter la mise en oeuvre des projets inscrits au programme annuel.

Ils permettent au Gouvernement Royal et à la Mission d'Aide concernée de décider en commun de la mise en oeuvre d'un projet particulier.

Chacun de ses comités comprend pour un projet :

- le Service National promoteur du projet,
- le Ministère des Finances,
- le Commissariat au Plan,
- la Mission d'Aide participant à la mise en place du projet.

Les fonctions assignées à ces comités sont les suivantes :

- décision de la mise en oeuvre ou de l'abandon d'un projet;
- détermination de la participation financière de chacune des parties, en dépenses d'investissement et de fonctionnement;
- établissement d'un calendrier cohérent de mise en place des crédits;
- désignation des responsables de chacune des parties chargées de l'exécution du projet;
- contrôle de l'exécution.

La planification n'a de sens que dans la mesure où l'on peut comparer les prévisions qui ont été faites aux résultats effectivement obtenus. Un tel travail peut seul permettre d'analyser les causes de succès ou d'échecs et d'améliorer les techniques de planification de manière à réajuster sans cesse le plan en fonction de ces données.

Le mode de planification lao étant centré sur la réalisation d'un ensemble de projets coordonnés qui représente une hypothèse économique, fixant les positions respectives des divers secteurs, toute évaluation des résultats du programme annuel doit nécessairement passer par le contrôle de l'exécution des projets.

Le contrôle de l'exécution des projets n'est efficace que dans la mesure où il est réalisé par tous les responsables du projet. C'est pourquoi il importe que dans le Service National intéressé, au Ministère des Finances, au Commissariat au Plan et dans la Mission d'aide concernée, un responsable de l'exécution du projet soit désigné et chargé de tenir la fiche de projet.

A chaque fiche doit correspondre un dossier dans lequel sont rassemblés tous les documents et correspondances concernant ce projet, en particulier ceux dont il est fait référence dans la fiche.

Les fiches fourniront une documentation synthétique précieuse pour préparer et mettre en oeuvre les nouveaux programmes annuels. Elles dispenseront les services du travail de rédaction des rapports d'exécution des projets qu'ils jugent fastidieux. Elles sont à la disposition des Comités des Aides qui, à la lumière des résultats obtenus, pourront décider de la poursuite ou de l'arrêt du projet ainsi que de toutes modifications à apporter à son exécution.

✓

LE RAPPORT ANNUEL D'EXECUTION.

Il est établi sur la base des fiches de projet, dont le canevas a été préparé par le Plan et mis à la disposition des services. Une mise à jour régulière par les divers responsables de la tenue des Fiches pour un même projet dans les différents services (Plan, Services Techniques, Finances, Aide) permet de rassembler toutes les informations nécessaires à la rédaction du rapport annuel d'exécution par le Commissariat au Plan.

34

ROLE DU COMMISSARIAT AU PLAN

En guise de conclusion, il semble utile de rappeler succinctement le rôle du Commissariat au Plan, service chargé de l'élaboration et du contrôle de la planification économique, mais aussi agent coordinateur des Services Nationaux et des Missions d'aide étrangères.

341

ELABORATION ET CONTROLE DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

En vertu des ordonnances royales N°140 du 7 Juin 1956 et N°52 du 28 Février 1966, "le Commissariat au Plan ..., est chargé d'élaborer les Plans d'Equipement, d'en proposer la mise en oeuvre, d'en contrôler et coordonner l'exécution".

Dans le but de cerner de plus près la réalité, mais aussi pour intéresser l'ensemble des cadres responsables de la Nation à la planification économique, élaboration et contrôle de l'exécution du Plan, le Commissariat au Plan a adopté la méthode de travail en Commission. Ce travail collectif permet à chaque participant d'acquérir une formation pratique aux techniques de planification. La mise en oeuvre et la poursuite sur plusieurs années de l'effort entrepris exige la permanence d'un service chargé d'améliorer le Plan-Cadre et en suivre l'exécution. C'est la vocation du Commissariat au Plan qui s'exerce à travers deux actions différentes mais servant le même but : la coordination de l'action des Services Nationaux et la coordination des Aides étrangères.

342

COORDINATION DES SERVICES NATIONAUX.

Le rôle du Plan en matière de coordination des Services Nationaux doit être conçu et appliqué dans une optique dynamique. Il ne s'agit pas de gêner ou faire obstacle aux efforts et initia-

tives des divers services mais bien au contraire de les aider dans toute la mesure du possible quand ils rencontrent des difficultés pour réaliser les programmes prévus dans le cadre de la politique économique d'ensemble. C'est pourquoi une attention permanente et générale doit être portée par le Commissariat au Plan à tous les secteurs. Un retard dans un programme déterminé peut compromettre ou même arrêter le progrès de l'ensemble. Les services du Plan se proposent de veiller et de remédier à ces accidents de parcours qui sont inévitables.

Dans l'avenir, il est donc souhaitable que le Commissariat au Plan soit déchargé des tâches de gestion et d'administration qu'il effectue en dehors de celles qui ont un rapport direct avec la mise en oeuvre du Plan. Il doit en effet concentrer tous ses moyens sur les travaux d'étude, de prospection et de coordination économique et sociale.

343

COORDINATION DES AIDES ETRANGERES.

Les Missions d'Aide étrangères jouent, ou sont appelées à jouer, un rôle important dans le développement économique du pays. A l'heure actuelle, le manque de coordination des activités de celles-ci conduit à une efficacité moindre et une certaine rivalité qui entraîne du gaspillage. Faute d'une ligne économique clairement tracée par le Gouvernement Lao, les Missions d'aide agissent en ordre dispersé, traitant souvent de façon directe avec un Service National, quant elles n'agissent pas seules, pour mener des actions particulières qui ne correspondent pas toujours aux besoins du pays. De nombreuses difficultés internes et externes ont retardé l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique économique bien définie. La coordination souhaitée tant du côté du Gouvernement Lao que des Missions d'Aide étrangères peut maintenant être réalisée pour le plus grand profit commun puisque

le Plan-Cadre concrétise une politique économique cohérente.

En vertu des Ordonnances Royales déjà citées et des Arrêtés Présidentiels N°250 du 29/4/66 et Ministériels N°137 du 19/5/66, le Ministre du Plan et de la Coopération et par délégation le Commissaire au Plan "est chargé de l'étude de la demande d'assistance, de la mise au point de tous les programmes, conventions et projets relatifs à l'assistance technique bilatérale ou multilatérale au Laos".

Le Commissariat au Plan a donc pour tâche d'élaborer, proposer la mise en oeuvre et contrôler l'exécution des Plans de développement qui constituent la ligne de force de la politique économique du Gouvernement. Pour parvenir à ces fins, il doit également assurer une bonne coordination entre les Services Nationaux et les Missions d'Aide étrangères et servir d'intermédiaire entre les premiers et les secondes. Dans le but de parvenir à une plus grande efficacité, ce service a voulu faire participer le plus largement possible à ses travaux tous les cadres administratifs et agents économiques qui sont concernés par le développement économique et social du pays. Nul doute que la bonne volonté et la participation de tous permettront de réunir les conditions nécessaires pour promouvoir le progrès du Laos.

CHINE

NORD VIETNAM

BIRMANIE

THAILANDE

SUD VIETNAM

CAMBODGE

PROVINCES :

1. PHONG SALLY
2. NOUA KHONG
3. NOUA PHAN
4. LUANG PRABANG
5. SAYABOURY
6. XIENG KHOUANG
7. VIENTIANE
8. BOKIKHANE
9. KHAMMOUANG
10. SAVANNAKHET
11. SARAVANE
12. WAPIKHANTHONG
13. SEDONE
14. CHAMPASSAC
15. SITTHAKHONG
16. ATTOPEU

— Route praticable toute l'année
- - - " " " en saison sèche
- - - - Ancien tracé de routes ou piste importante

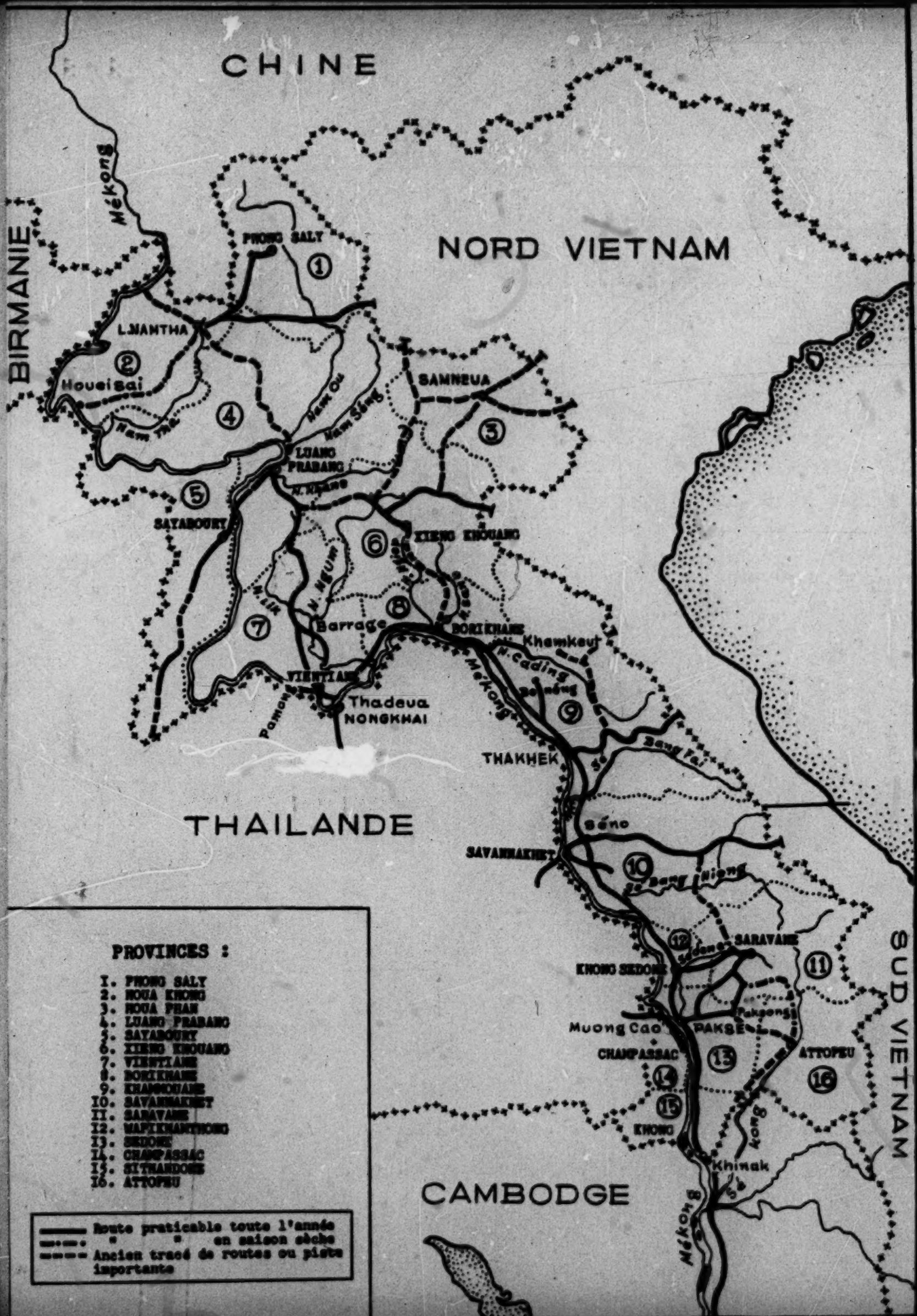


TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS DU PLAN CADRE EN MILLIONS DE KIP

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					TOTAL 5 ANS
			Investissement	Etudes	Fonctionnem ^t	Aides	Budget	Emprunt	Autofinancement	A Rechercher	
		GRANDS PROJETS									
I	35	Nam Ngum	20.020,000			20.000,000	20,000				20.020,000
II	38	Production d'Electricité	4.200,000							4.200,000	4.200,000
III	40	Electricité du Laos	5.017,000					4.052,000	965,000		5.017,000
IV	44	Recasement des réfugiés, militaires et invalides	780,000			378,000	402,000				780,000
V	47	Aéroport international	1.000,000			526,000	1,000			473,000	1.000,000
VI	50	Abattoirs	1.000,000	100,000		100,000				1.000,000	1.100,000
VII	54	Cimenterie	2.000,000				400,000	1.600,000			2.000,000
VIII	56	Hôpital Mahosot	2.000,000			2.000,000					2.000,000
IX	58	Etudes Pamong	400,000			400,000					400,000
X	60	Réseau Télécommunications Nord-Sud	2.000,000	100,000		100,000				2.000,000	2.100,000
XI	61	Adduction d'eau	2.000,000							2.000,000	2.000,000
XII	62	Pont sur le Mékong	7.500,000	200,000		200,000				7.500,000	7.700,000
P.M.	64	Information									P.M.
		TOTAL I : GRANDS PROJETS	47.917,000	400,000		23.704,000	823,000	5.652,000	965,000	17.173,000	48.317,000

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS DU PLAN CADRE EN MILLIONS DE KIP

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					TOTAL 5 ANS
			Investissement	Etudes	Fonctionnem.	Aides	Budget	Emprunt	Autofinancement	A Rechercher	
		SECTEUR PRODUCTIF									
		COMMISSION AGRO-SYLVO-PASTORALE									
		1 - PROGRAMME INTEGRE									
1	73	Développement intégré de la Plaine de Vientiane	1.530,000			250,000				1.280,000	1.530,000
		2 - AGRICULTURE									
2	77	Barrage de Nam Tane	227,238			227,238					227,238
3	79	Ferme expérimentale Nam Tane	11,000			11,000					11,000
4	80	Barrage de Nam Tiene	210,000			210,000					210,000
5	81	Petite hydraulique agricole	257,820		34,110	270,995	20,935				291,930
6	83	Etudes Plaine de Vientiane		400,000		400,000					400,000
7	85	Laboratoire sols - végétaux		22,800	28,855	22,800	28,855				51,655
8	87	Ecole Royale d'Agriculture	220,000		23,362	220,000	23,362				243,362
9	89	Ecole Hat Dok Kèo			66,550		66,550				66,550
10	90	Ferme expérimentale Hat Dok Kèo			80,250		80,250				80,250
11	91	Ferme expérimentale de Tha-Ngone	38,000		8,800	38,000	8,800				46,800
12	92	Périmètre d'irrigation Tha-Ngone 800 Ha	580,000			325,000		255,000			580,000
13	93	Equipeement Direction Agriculture	1,641				1,641				1,641
		3 - ELEVAGE									
14	94	Porcs et volailles	17,500		43,250		60,750				60,750
15	96	Vaccins et petits laboratoires	47,725		26,250		26,250			47,725	73,975
16	98	Protection et prévention des animaux	45,000		20,000		20,000			45,000	65,000
17	99	Ferme d'élevage de Na Phèng	27,867		3,483		31,350				31,350
		4 - EAUX & FORETS									
18	101	Inventaire forestier		337,500	34,605	337,500	34,605				372,105
19	103	Reboisement exploitation	44,338		Reb 15,650 Ex 44,871		Reb 59,988 Ex 44,871				Reb 59,988 Ex 44,871
20	107	Laboratoire protection des sols		32,500	18,230	32,500	18,230				50,730
21	109	Développement pisciculture	109,038		21,807	109,038	21,807				130,845
		5 - AFFAIRES RURALES									
22	111	Zônes de développement	236,000		59,150		295,150				295,150
23	114	Centre Ban Amone	10,750		35,391		46,141				46,141

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					TOTAL 5 ANS
			Investissement	Etudes	Fonctionnem.	Aides	Budget	Emprunt	Autofinancement	A Rechercher	
		SECTEUR PRODUCTIF									
		COMMISSION AGRO-SYLVO-PASTORALE									
		1 - PROGRAMME INTEGRE									
1	73	Développement intégré de la Plaine de Vientiane	1.530,000			250,000				1.280,000	1.530,000
		2 - AGRICULTURE									
2	77	Barrage de Nam Tane	227,238			227,238					227,238
3	79	Ferme expérimentale Nam Tane	11,000			11,000					11,000
4	80	Barrage de Nam Tiene	210,000			210,000					210,000
5	81	Petite hydraulique agricole	257,820		34,110	270,995	20,935				291,930
6	83	Etudes Plaine de Vientiane		400,000		400,000					400,000
7	85	Laboratoire sols - végétaux		22,800	28,855	22,800	28,855				51,655
8	87	Ecole Royale d'Agriculture	220,000		23,362	220,000	23,362				243,362
9	89	Ecole Hat Dok Kèo			66,550		66,550				66,550
10	90	Ferme expérimentale Hat Dok Kèo			80,250		80,250				80,250
11	91	Ferme expérimentale de Tha-Ngone	38,000		8,800	38,000	8,800				46,800
12	92	Périmètre d'irrigation Tha-Ngone 800 Ha	580,000			325,000		255,000			580,000
13	93	Equipement Direction Agriculture	1,641				1,641				1,641
		3 - ELEVAGE									
14	94	Porcs et volailles	17,500		43,250		60,750				60,750
15	96	Vaccins et petits laboratoires	47,725		26,250		26,250			47,725	73,975
16	98	Protection et prévention des animaux	45,000		20,000		20,000			45,000	65,000
17	99	Ferme d'élevage de Na Phèng	27,867		3,483		31,350				31,350
		4 - EAUX & FORETS									
18	101	Inventaire forestier		337,500	34,605	337,500	34,605				372,105
19	103	Reboisement exploitation	44,338		Reb 15,650 Ex 44,871		Reb 59,988 Ex 44,871				Reb 59,988 Ex 44,871
20	107	Laboratoire protection des sols		32,500	18,230	32,500	18,230				50,730
21	109	Développement pisciculture	109,038		21,807	109,038	21,807				130,845
		5 - AFFAIRES RURALES									
22	111	Zônes de développement	236,000		59,150		295,150				295,150
23	114	Centre Ban Amone	10,750		35,391		46,141				46,141
		TOTAL AGRO-SYLVO-PASTORAL	3.613,917	792,800	564,614	2.454,071	889,535	255,000		1.372,725	4.971,331

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS DU PLAN CADRE EN MILLIONS DE KIP

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					TOTAL 5 ANS
			Investissement	Etudes	Fonctionnem	Aides	Budget	Emprunt	Autofinancement	A Rechercher	
		COMMISSION ARTISANAT-INDUSTRIES									
		<u>SOUS-SOL</u>									
		1 - ARTISANAT									
24	126	Direction de l'Artisanat			2,034		2,034				2,034
25	127	Centre de promotion Artisanale	15,095		2,060	0,200	16,955				17,155
		2 - INDUSTRIES									
26	130	Zônes industrielles		15,000		12,000	3,000				15,000
27	131	Etudes de marché		100,000						100,000	100,000
		3 - SOUS-SOL									
28	133	Etain	203,500			200,000	3,500				203,500
29	135	Vérification des indices miniers, Service des Mines	200,000		58,500	200,000	58,500				258,500
30	137	Carte Géologique		285,000			35,000			250,000	285,000
		TOTAL ARTISANAT-INDUSTRIES-SOUS-SOL	418,595	400,000	62,594	412,200	118,989			350,000	881,189
		COMMISSION ENERGIE : Voir Grands Projets									
		COMMISSION EQUIPEMENTS COMMERCIAUX									
31	145	Marché de la viande			7,400			7,400			7,400
32	150	Etude du marché Lao		17,400		17,400					17,400
33	152	Etude du marché des produits agricoles, du riz en particulier		6,800		6,800					6,800
34	154	Equipement Direction du Commerce			7,200		7,200				7,200
		TOTAL COMMERCE		24,200	14,600	24,200	7,200	7,400			38,800
35	161	Comptabilité Nationale		10,000			10,000				10,000

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS DU PLAN CADRE EN MILLIONS DE KIP

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					TOTAL 5 ANS
			Investissement	Etudes	Fonction- nement	Aides	Budget	Emprunt	Autofinan- cement	A Rechercher	
		SECTEUR INFRASTRUCTURES									
		COMMISSION INFRASTRUCTURES									
		1 - TRAVAUX PUBLICS									
36	170	Route de ceinture Plaine de Vientiane	150,000				75,000			75,000	150,000
37	171	Ponts Nam Ngum et Nam Cading	540,000					540,000			540,000
38	172	Route Asie Luang-Prabang - Vientiane	(250,000)			(125,000)	(125,000)				(250,000)
39	173	Route Asie Vientiane - Seno	130,000			65,000	65,000				130,000
40	173	Route Asie Seno - Cambodge	130,000			65,000	65,000				130,000
41	174	Autres projets routiers	240,000			120,000	120,000				240,000
		2 - POSTES & TELECOMMUNICATIONS									
42	175	Poste rurale	45,000		20,000		65,000				65,000
43	176	Extension du téléphone de Vientiane	264,000			50,000	87,000	127,000			264,000
44	178	Télécommunications Vientiane - Nongkhai	25,000			25,000					25,000
		3 - METEOROLOGIE									
45	179	Météorologie agricole	33,000		10,000		43,000				43,000
		4 - PREFECTURE									
46	180	Assainissement du centre de Vientiane	450,000					450,000			450,000
47	181	Service intervention 1ère urgence (Pompiers)	140,000		63,000		63,000			140,000	203,000
		5 - AVIATION CIVILE									
48	182	Liaisons télétypes avec les Centres nationaux	12,000		2,500		14,500				14,500
49	183	Liaisons Centres internationaux	38,000		11,600		49,600				49,600
		6 - GEOGRAPHIE									
50	184	Atelier de restitution photogrammétrique	1,300		6,000		7,300				7,300
		7 - CADASTRE									
51	186	Plan cadastral urbain	6,000		5,000	6,000	5,000				11,000
		TOTAL SECTEUR INFRASTRUCTURES	2.204,300		118,100	331,000	659,400	1.117,000		215,000	2.322,400

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS DU PLAN CADRE EN MILLIONS DE KIP

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					TOTAL 5 ANS
			Investissement	Etudes	Fonctionnement	Aides	Budget	Emprunt	Autofinancement	A Rechercher	
		SECTEUR SOCIAL									
		COMMISSION EDUCATION									
		1 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE									
52	193	Développement de l'enseignement primaire en milieu rural			50,976		50,976				50,976
53	194	Extension des CRECS			27,000		27,000				27,000
54	195	Extension et construction de nouveaux groupes scolaires	121,000		166,000		166,000			121,000	287,000
55	198	Transformations des écoles élémentaires en demi-groupes	127,200		112,500	32,200	132,500			75,000	239,700
		2 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE									
56	200	Ouverture d'un Collège à Phone Hong	199,000		20,000	189,000	30,000				219,000
57	201	Collèges Houei Say, Khong Sédone, Paklay	75,000		13,680		88,680				88,680
58	203	Lycée de Paksé	240,000	10,000		250,000					250,000
59	205	Construction et agrandissement de collèges	85,000		7,500		7,500			85,000	92,500
		3 - ENSEIGNEMENT TECHNIQUE									
60	206	Coopératives collèges techniques Vientiane - Savannakhet	4,000		6,000		10,000				10,000
61	208	Agrandissement du collège technique de Vientiane	25,000		5,000	25,000	5,000				30,000
62	209	Agrandissement du collège technique Lao-Allemand	300,000			275,000	25,000				300,000
		4 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR									
63	211	Achèvement école normale de Ban Keun	2,400		1,200	2,400	1,200				3,600
64	212	Laboratoires à l'E.S.P.	53,500			53,500					53,500
65	213	Ecoles Pali dans les provinces			15,000		15,000				15,000
66	214	Achèvement bâtiment institut d'études bouddhiques	3,000				3,000				3,000
67	215	Ecole Royale de Médecine	12,000			5,500	6,500				12,000
		TOTAL EDUCATION	1.247,100	10,000	424,856	832,600	568,356			281,000	1.681,956

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS DU PLAN CADRE EN MILLIONS DE KIP

N°	Page	REFERENCE PROJETS	DEPENSES GLOBALES			SOURCES DE FINANCEMENT					
			Investissement	Etudes	Fonctionnem ^t	Aides	Budget	Emprunt	Autofinancement	A Rechercher	
		COMMISSION POPULATION - SANTE									
		1 - STATISTIQUES									
68	221	Recensement général population	50,000							50,000	50,000
69	223	Centre statistique de Paksé	3,000			1,000	2,000				3,000
70	224	Statistiques sanitaires	2,800		0,400		3,200				3,200
		2 - SANTE PUBLIQUE									
71	225	Unités santé rurale plaine Vientiane	150,000			33,000	10,000			107,000	150,000
72	227	Lutte contre le paludisme	90,000		30,000	90,000	30,000				120,000
73	228	Lutte contre la tuberculose	10,000		50,000	10,000	50,000				60,000
74	229	Hôpital Luang-Prabang	150,000		22,500		22,500			150,000	172,500
75	230	Laboratoire produits pharmaceutiques	5,000				5,000				5,000
		TOTAL POPULATION - SANTE	460,800		102,900	134,000	122,700			307,000	563,700
		COMMISSION EQUIPEMENTS SOCIAUX									
		1 - ANCIENS COMBATTANTS									
76	233	Centre Orthopédique	23,000		27,000		50,000				50,000
		2 - PREVOYANCE SOCIALE									
77	234	Inspection du Travail			32,500		32,500				32,500
78	236	Orphelinat That Khao	60,000		50,000					110,000	110,000
		3 - JUSTICE									
79	238	Palais de Justice	100,000				100,000				100,000
		TOTAL EQUIPEMENTS SOCIAUX	183,000		109,500		182,500			110,000	292,500
		TOTAL COMMISSIONS II	8.127,712	1.237,000	1.397,164	4.188,071	2.558,680	1.379,400		2.635,725	10.761,876
		TOTAL GENERAL I + II	56.044,712	1.637,000	1.397,164	27.892,071	3.381,680	7.031,400	965,000	19.808,725	59.078,876